



**EAUX-BONNES
GOURETTE**

DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Eaux-Bonnes (64)

Mars 2024



SOMMAIRE

I. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	6
I.1 - Milieu physique	6
I.2 - Patrimoine paysager et bâti.....	11
I.3 - Milieux naturels	15
I.4 - Ressource en eau.....	27
I.5 - Risques et nuisances.....	29
I.6 - Consommation et production énergétique	37
I.7 - Synthèse des composantes environnementales.....	40
II. EXPOSE DES EFFETS NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	43
II.1 - Rappel des modifications apportées au PLU de la commune d'Eaux-Bonnes.....	43
II.2 - Perspectives d'évolutions du site (scénario au fil de l'eau)	45
II.3 - Effets notables prévisibles sur le patrimoine paysager et bâti.....	46
II.4 - Effets notables prévisibles sur les milieux naturels.....	48
II.5 - Effets notables prévisibles sur la ressource en eau	54
II.6 - Effets notables prévisibles sur l'exposition des biens et personnes aux risques et nuisances.....	56
II.7 - Mesures envisagées permettant d'éviter, de réduire et de compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du projet sur l'environnement.....	59
III. INCIDENCES RESIDUELLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	65
IV. INCIDENCES DU PROJET SUR LES ZONES NATURA 2000	72
IV.1 - Préambule.....	72
IV.2 - Caractéristiques des zones Natura 2000 concernant directement la future zone Ne et incidences induites par la mise en compatibilité du PLU	74
IV.3 - Caractéristiques des zones Natura 2000 à proximité de la future zone Ne et incidences induites par la mise en compatibilité du PLU.....	81

V. CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

84

VI. COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES DE RANG SUPERIEUR

86

VI.1 - Compatibilités avec les dispositions particulières aux zones de montagne 88

VI.2 - Compatibilités avec les règles générales du fascicule du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Nouvelle Aquitaine..... 90

VI.3 - Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2022-2027 (SDAGE) du bassin Adour Garonne 96

VI.4 - Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027 (PGRI) du bassin Adour Garonne..... 99

VI.5 - Le Schéma Régional des Carrières Nouvelle-Aquitaine.....103

VII. METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

104

VII.1 - Démarche mise en œuvre pour élaborer l'état initial de l'environnement..... 104

VII.2 - Démarche mise en œuvre pour analyser le projet de mise en compatibilité du PLU et veiller à la bonne traduction réglementaire des enjeux environnementaux 104

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Réseau hydrographique de la commune (EVEN Conseil)	7
Carte 2 : Réseau hydrographique au niveau de la zone objet de la procédure (EVEN Conseil)	7
Carte 3 : Géologie sur la commune (EVEN Conseil)	9
Carte 4 : Types de sols sur la commune (EVEN Conseil)	10
Carte 5 : Unités paysagères de la Vallée d'Ossau (Atlas des Paysages des Pyrénées Atlantiques)	11
Carte 6 : Périmètres de reconnaissance du patrimoine paysager et bâti sur la commune (EVEN Conseil)	14
Carte 7 : Périmètres de reconnaissance du patrimoine paysager et bâti sur la zone objet de la procédure (EVEN Conseil)	15
Carte 8 : ZNIEFF 1 sur la commune (EVEN Conseil)	17
Carte 9 : ZNIEFF 2 sur la commune (EVEN Conseil)	17
Carte 10 : ZICO sur la commune (EVEN Conseil)	18
Carte 11 : Natura 2000 ZSC sur la commune (EVEN Conseil)	18
Carte 12 : Natura 2000 ZPS sur la commune (EVEN Conseil)	19
Carte 13 : Espaces naturels sensibles sur la commune (EVEN Conseil)	19
Carte 14 : Données de l'état des lieux des continuités écologiques en Aquitaine sur la commune (EVEN Conseil)	21
Carte 15 : Données sur les zones humides de la commune (EVEN Conseil)	22
Carte 16 : Données de l'état des lieux des continuités écologiques d'Aquitaine sur la zone objet de la procédure (EVEN Conseil)	22
Carte 17 : Localisation des relevés floristiques réalisés lors des inventaires habitats/flore (ECCEL Environnement)	23
Carte 18 : Habitats inventoriés dans le périmètre d'étude (ECCEL Environnement)	24
Carte 19 : Habitats humides au sens réglementaire recensés dans le périmètre d'étude (ECCEL Environnement)	24
Carte 20 : Synthèse des enjeux écologiques sur le périmètre d'étude (ECCEL Environnement)	26
Carte 21 : Périmètres de protection des captages sur la commune (EVEN Conseil)	28
Carte 22 : CLPA des Eaux-Bonnes et délimitation du site d'étude par le rectangle blanc / Etude géotechnique préalable, Géolithe.	30
Carte 23 : Aléa mouvement de terrain sur la commune (EVEN Conseil)	32
Carte 24 : Emprise du zonage du Plan de Prévention des Risques sur la zone objet de la procédure (EVEN Conseil)	33
Carte 25 : Sectorisation du site dans le cadre de l'étude géotechnique préalable / Etude géotechnique préalable, Géolithe.	34
Carte 26 : Anciens sites et activités de service sur la commune (EVEN Conseil)	36
Carte 27 : Différence entre la zone de projet et la zone de projet initiale (EVEN Conseil)	59

Carte 29 : Natura 2000 Zones de Protection Spéciales (ZPS) à 5 km ou moins de la zone Ne (EVEN Conseil)	73
Carte 30 : Natura 2000 Zone Spéciale de Conservation (ZSC) à 5 km ou moins de la zone Ne (EVEN Conseil)	73
Carte 31 : Natura 2000 de type ZSC concernant directement la zone Ne (EVEN Conseil)	74

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Consommation d'énergie par secteur sur la communauté de communes de la Vallées d'Ossau en 2020 (AREC Nouvelle-Aquitaine).....	38
Figure 2 : Emissions de GES (kt CO2 eq) (AREC Nouvelle-Aquitaine).....	38
Figure 3 : De gauche à droite : Lézard de Bonnal- P.Gourdain. Cirse commun - O.Roquinarç'h (inpn.mnhn.fr)	75
Figure 4 : De gauche à droite : Aster des Pyrénées- M.Bartoli. Bombyx Evérie – D. Ingremeau (inpn.mnhn.fr)	77

TABLE DES PHOTOS

Photo 1 : Vues aériennes du site d'étude – Eléments Green.....	13
--	----

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Caractéristiques des masses d'eau souterraines recensées sur la commune par le SDAGE Adour Garonne 2022-2027	27
Tableau 2 : Caractéristiques des masses d'eau superficielles recensées sur la commune par le SDAGE Adour Garonne 2022-2027	27
Tableau 3 : Qualification des aléas pour chaque site naturel sur chaque secteur d'étude / Etude géotechnique préalable, Géolithe.	34
Tableau 4 : Impacts résiduels envers le milieu naturel terrestre / Etude d'impact du projet de centre hydroélectrique du Valentin	66
Tableau 5 : Impacts résiduels envers le milieu aquatique / Etude d'impact du projet de centre hydroélectrique du Valentin	70
Tableau 6 : Impacts résiduels sur le milieu physique / Etude d'impact du projet de centre hydroélectrique du Valentin.....	71
Tableau 7 : Zones Natura 2000 (ZPS et ZSC) situées à 10km ou moins de la zone Ne dans son emprise après mise en compatibilité du PLU	72
Tableau 8 : Caractéristiques des zones Natura 2000 à proximité de la future zone Ne (INPN)	81
Tableau 9 : Indicateurs de suivi de la mise en œuvre du projet sur l'environnement	84

I. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Principales sources des données :

- Plan Local d'Urbanisme de la commune des Eaux-Bonnes ;
- Etude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin ;
- Ressources disponibles en libre accès : BRGM, Atlas des paysages des Pyrénées-Atlantiques, INPN, Géoportail, Géorisques, Terristory, etc.

I.1 - Milieu physique

a - Relief et hydrographie

La commune d'Eaux-Bonnes est située à l'extrémité méridionale de la grande vallée d'Ossau, dans le département des Pyrénées-Atlantiques, à quelques kilomètres du bourg de Laruns. Elle s'intègre dans un **vallon étroit et profond creusé dans l'un des versants du Pic de Ger où circulent et se rejoignent le Valentin et la Sourde**, avant de confluer vers le Gave d'Ossau.

La commune est à la fois :

- Une station thermale qui s'est développée autour de la renommée de son eau thermale sulfurée et iodique ;
- Une station de ski (Gourette) implantée à 1400 m d'altitude, au pied du domaine skiable.

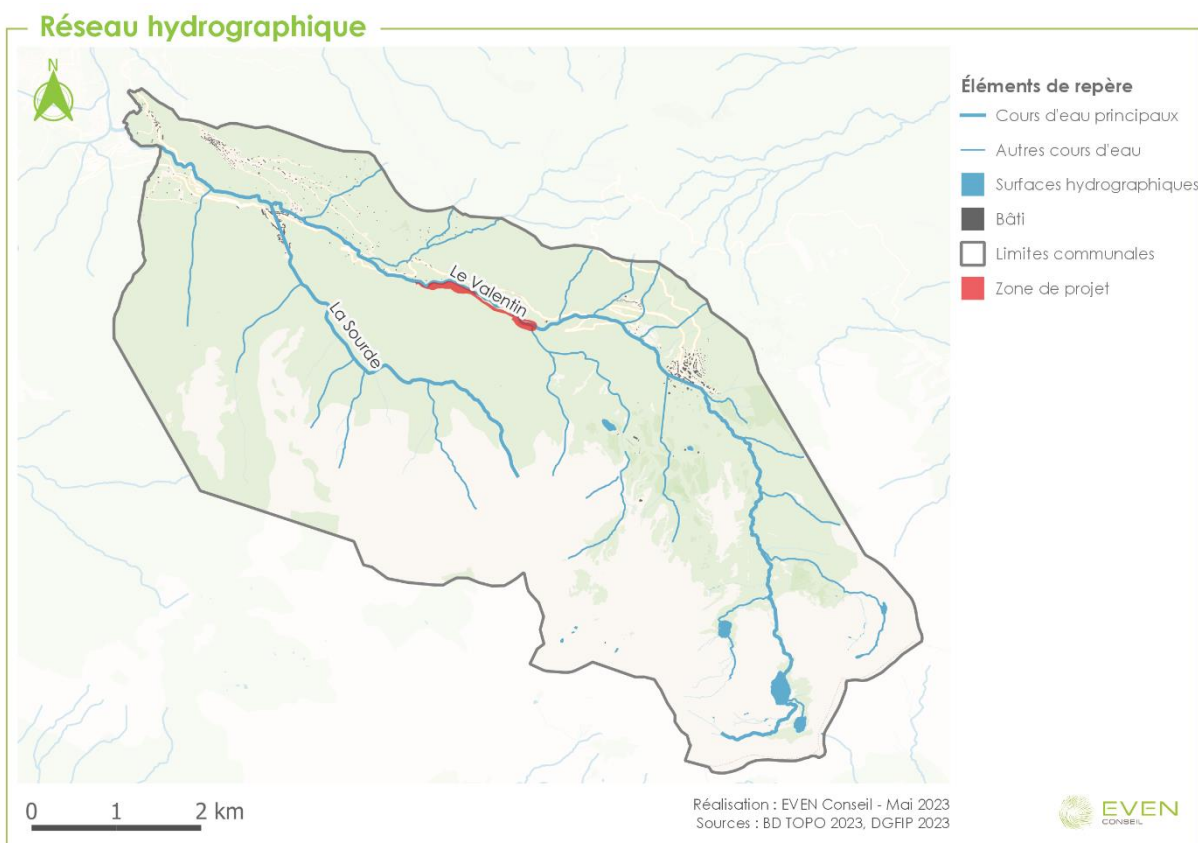
Le point le plus bas est à 525 m N.G.F (point le plus aval du Valentin), et le plus haut à 2613 m N.G.F. (Pic de Ger).

Les formes du relief, très marqué, sont diverses et, selon la situation, offrent des visions et des impressions très contrastées par l'effet des lignes de crête, des ravins, des pentes, des formes sculptées : cirques, forme des pics, etc.

Le territoire est parcouru d'Est en Ouest par un affluent du Gave d'Ossau, le **Valentin**. Ce cours d'eau prend sa source au lac d'Anglas à 2068 m d'altitude. Il collecte depuis les hauteurs de Gourette de nombreux petits **affluents** à régime torrentiel, souvent confinés dans des ravins. Ce réseau est complété par de nombreuses sources, cascades et lacs d'altitude dont les principaux sont le lac d'Anglas, d'Uziou, de Louesque et de Plaa Segouné. Le Valentin présente également un écoulement de type torrentiel et nival. Il est caractérisé par une saison des hautes eaux au printemps.



La zone objet de la procédure s'inscrit sur un versant de pente de direction Sud-Nord (environ 30 m de dénivelé au plus large de la zone objet de la procédure) en bordure du Valentin. Elle comprend aussi la partie aval du Ravin d'Esperta, cours d'eau temporaire affluent du Valentin. D'Est en Ouest, l'altitude décroît (de près de 990 m à 870 m environ).



Carte 1 : Réseau hydrographique de la commune (EVEN Conseil)



Carte 2 : Réseau hydrographique au niveau de la zone objet de la procédure (EVEN Conseil)

b - Nature des sols et du sous-sol

La carte géologique à l'échelle 1/50 000ème établie par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) permet de qualifier le sous-sol de la commune. La géologie de ce secteur reste très complexe du fait des orogénèses hercyniennes et alpines. En effet, la commune se situe dans la **partie Nord de la zone primaire axiale des Pyrénées**.

Cette zone primaire est constituée, dans la vallée du Valentin, de terrains sédimentaires très anciens représentés par des schistes et des grès avec des intercalations de calcaire. L'autre formation qui couvre une grande partie de la commune correspond au massif calcaire crétacé remanié par les épisodes du plissement pyrénéen. Cet ensemble calcaire donne une forme de karst fournissant des aquifères exploités pour l'eau potable.

De nombreux phénomènes d'érosion et d'accumulation glacières et post glacières, des accidents telles que des failles, des formes de reliefs témoignent de l'histoire géologique du secteur.

Dans le cadre du programme Inventaire, Gestion et Conservation des Sols (IGCS) coordonné par le Groupement d'Intérêt Scientifique sur les Sols (GIS Sol), les types de sols ont été identifiés à l'échelle nationale. La commune est caractérisée par 2 types de sols majoritaires :

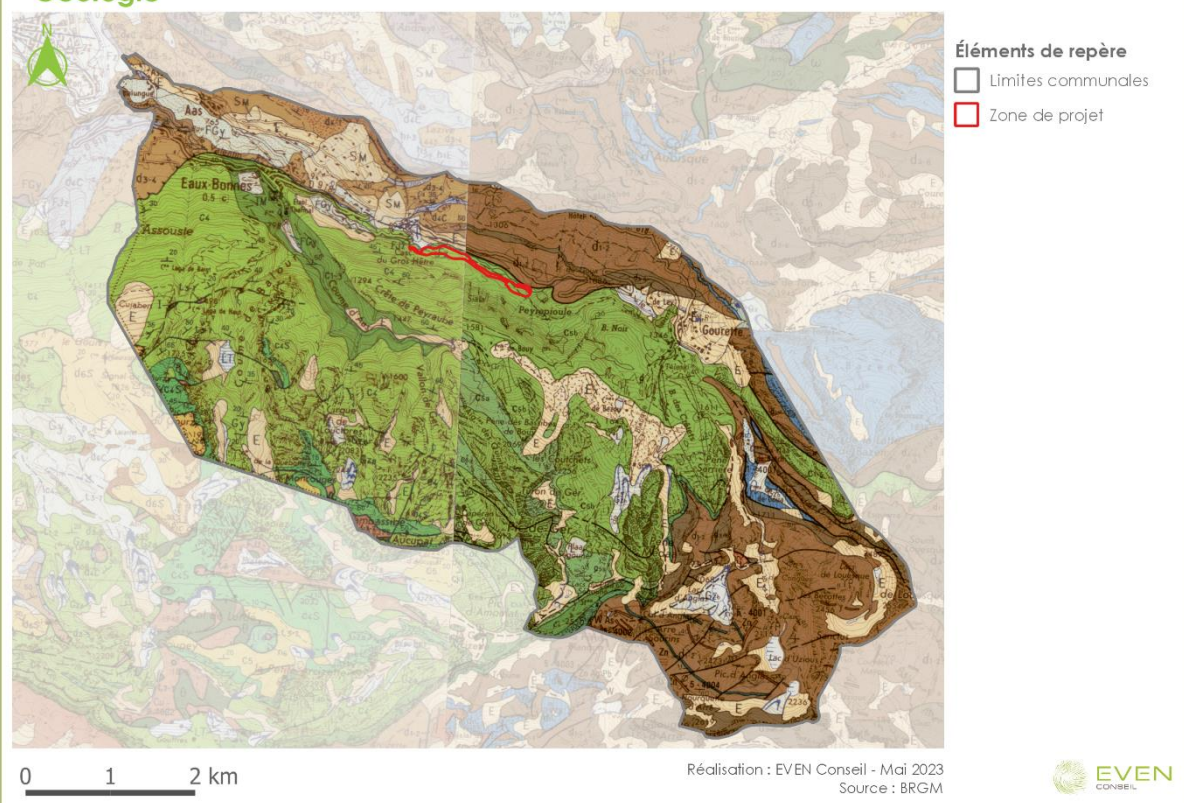
- Les **brunisols**, ayant des horizons relativement peu différenciés (textures et couleurs très proches), moyennement épais à épais (plus de 35 cm d'épaisseur). Ces sols sont caractérisés par un horizon intermédiaire dont la structure est nette (présence d'agrégats ou mottes), marquée par une forte porosité. Les brunisols sont des sols non-calcaires. Ils sont issus de l'altération *in situ* du matériau parental pouvant être de nature très diverse.
- Les **peyrosols** présentant une très forte charge en éléments grossiers (graviers, cailloux et/ou pierres) dès la surface et sur une épaisseur de plus de 50 cm.

La nature du sol et du sous-sol reste parfois très contraignante avec des risques d'éboulements importants traduits par la présence d'un Plan de Prévention des Risques.



La zone objet de la procédure est située sur un ensemble géologique calcaire et est caractérisée par des brunisols.

Géologie

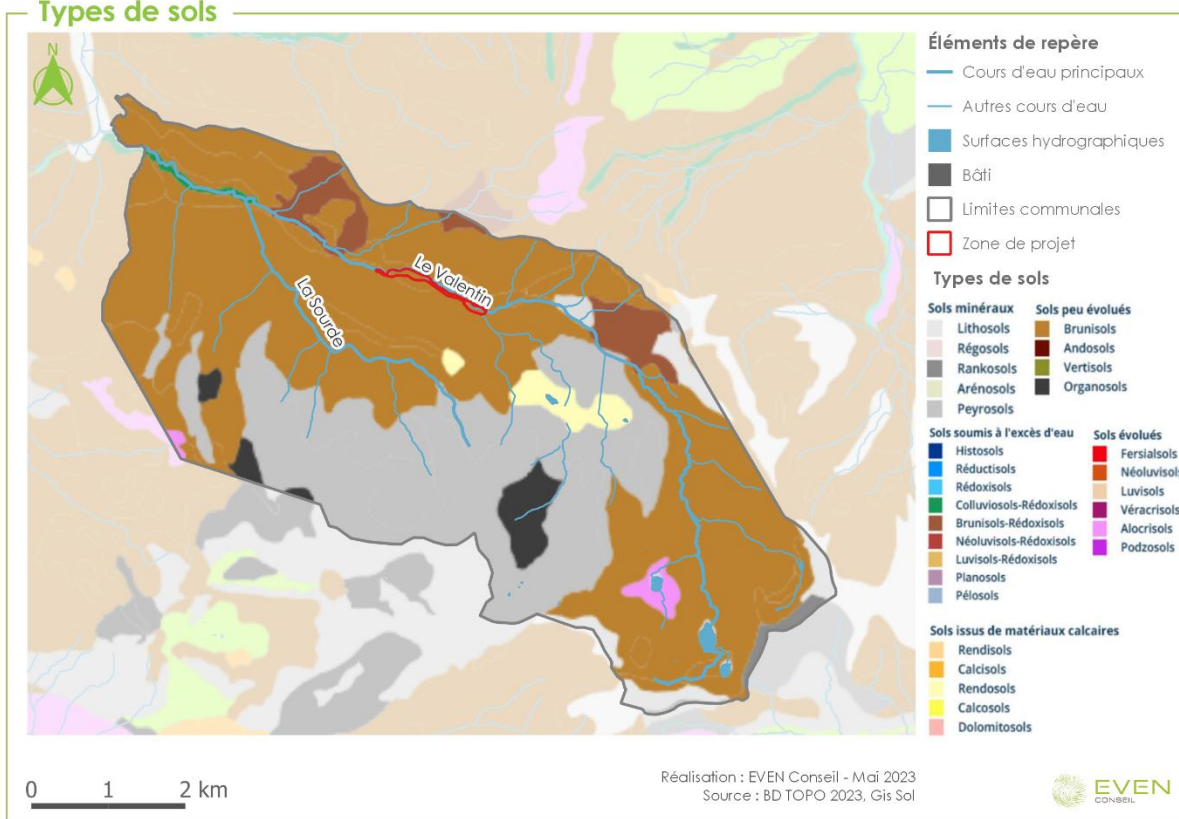


Géologie

- | | |
|---|---|
| E, Eboulis actuels ou récents | c1-3(1), Cénomanien-Turonien-Coniacien |
| C, Colluvions | t3-7, Keuper et Muschelkalk indifférenciés (Est du gave d'Aspe) |
| FGy, Alluvions remaniant des moraines du stade de retrait | d6-7, Dévonien supérieur |
| LT, Comblement alluvial de cuvettes, alluvions lacustres, replats marécageux | d5-6, Givétien terminal-Frasnien inférieur |
| Fz, Alluvions fluviales actuelles, subactuelles et Wurm, sables, argiles, tourbes, galets, graviers, limons | d4-7(1), Dévonien moyen et supérieur |
| FJz, Cônes de déjection tardi à postglaciaires | d4-7, Dévonien moyen et supérieur |
| Gzb, Arcs et cordons du postglaciaire ancien | d3-5, Emsien-Eifélien-Givétien |
| Gza-bM, Moraines d'altitude tardiglaciaire à postglaciaire ancien | d1-4, Eodévonien |
| GzaM, Moraines d'altitude tardiglaciaire | d, Dévonien |
| GyM, Moraines anciennes en position basse | P, Paléozoïque indéterminé |
| GxM, Stade d'extension maximum | ÿ(1), Ophites triasiques à tarditriasiques |
| c5(1), Campanien | ïä, Lamprophyres et diabases en dykes et sills |
| c4b, Santonien supérieur | ïäó, Microgranites, rhyolites |
| c4(5), Santonien | ä, Granite |

Carte 3 : Géologie sur la commune (EVEN Conseil)

Types de sols



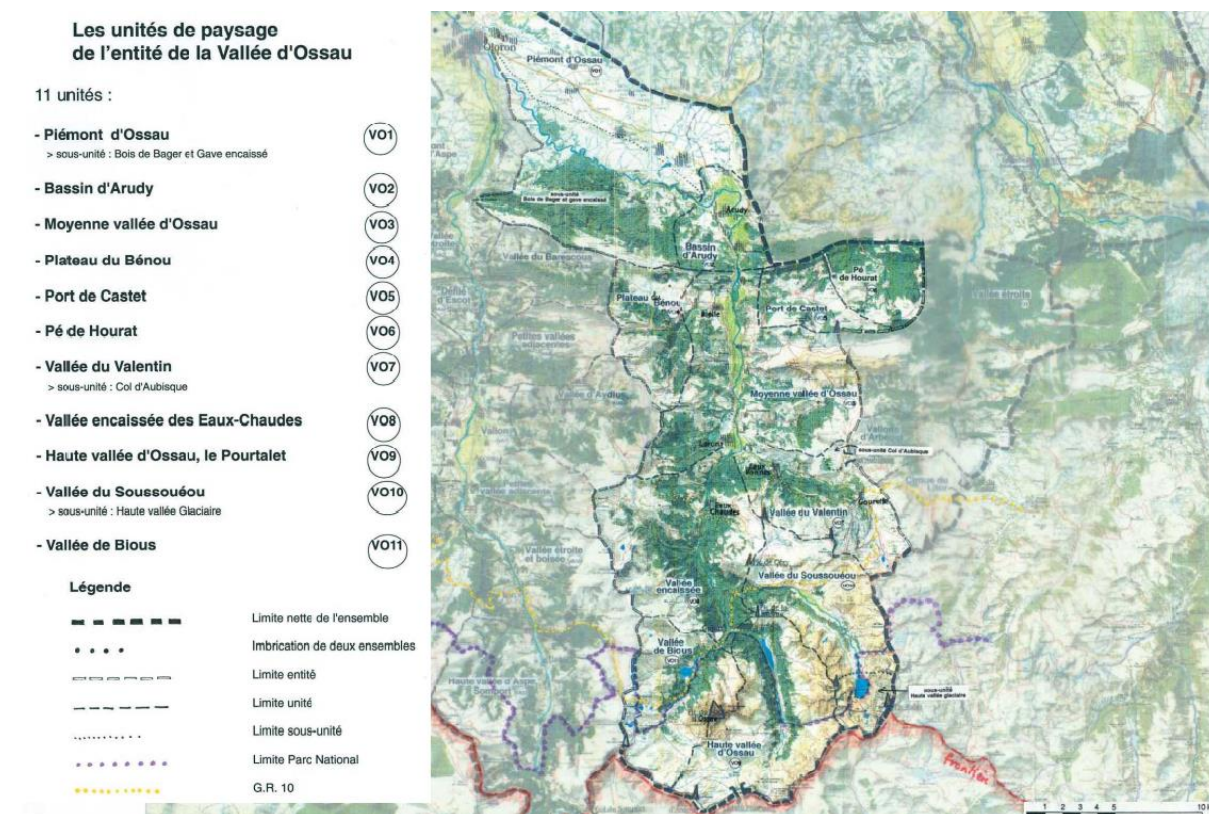
Carte 4 : Types de sols sur la commune (EVEN Conseil)

I.2 - Patrimoine paysager et bâti

a - Contexte paysager

La commune d'Eaux-Bonnes fait partie des 18 communes de la vallée d'Ossau qui s'étend sur une superficie de 420 km². Le paysage de la vallée a été forgé par la longue tradition de pastoralisme ainsi que par la gestion « montagnarde » de cette dernière.

D'après l'Atlas des Paysages des Pyrénées-Atlantiques, la commune d'Eaux-Bonnes est située dans la **sous-entité paysagère de la Vallée du Valentin**, vallée étroite et encaissée présentant une orientation est/ouest. Cette vallée qui prend naissance en haute montagne est dominée par les crêtes rocheuses du massif des Pic de Ger, Pic de Louesque et Latte de Bazen. A l'aval, les versants sont dissymétriques : les granges d'Aas et les prés ensoleillés composent « la Montagne verte », exposée au Sud, alors que le versant pentu, exposé Nord, est couvert d'une hêtraie dense.



Carte 5 : Unités paysagères de la Vallée d'Ossau (Atlas des Paysages des Pyrénées Atlantiques)



La zone objet de la procédure est localisée sur un versant boisé d'une vallée assez encaissée. Elle est peu visible depuis la D918.

b - Occupation du sol

Le Sud de la commune est dominé par des ensembles rocheux et des pelouses d'altitude. Au Nord, des versants boisés et des prairies accompagnent la vallée principale où se trouvent les axes de déplacement majeurs (D918 et D240) et le tissu urbain relativement discontinu.



La zone objet de la procédure est actuellement occupée par des boisements de feuillus et de conifères en bordure de cours d'eau (Valentin et Ravin d'Esperta).



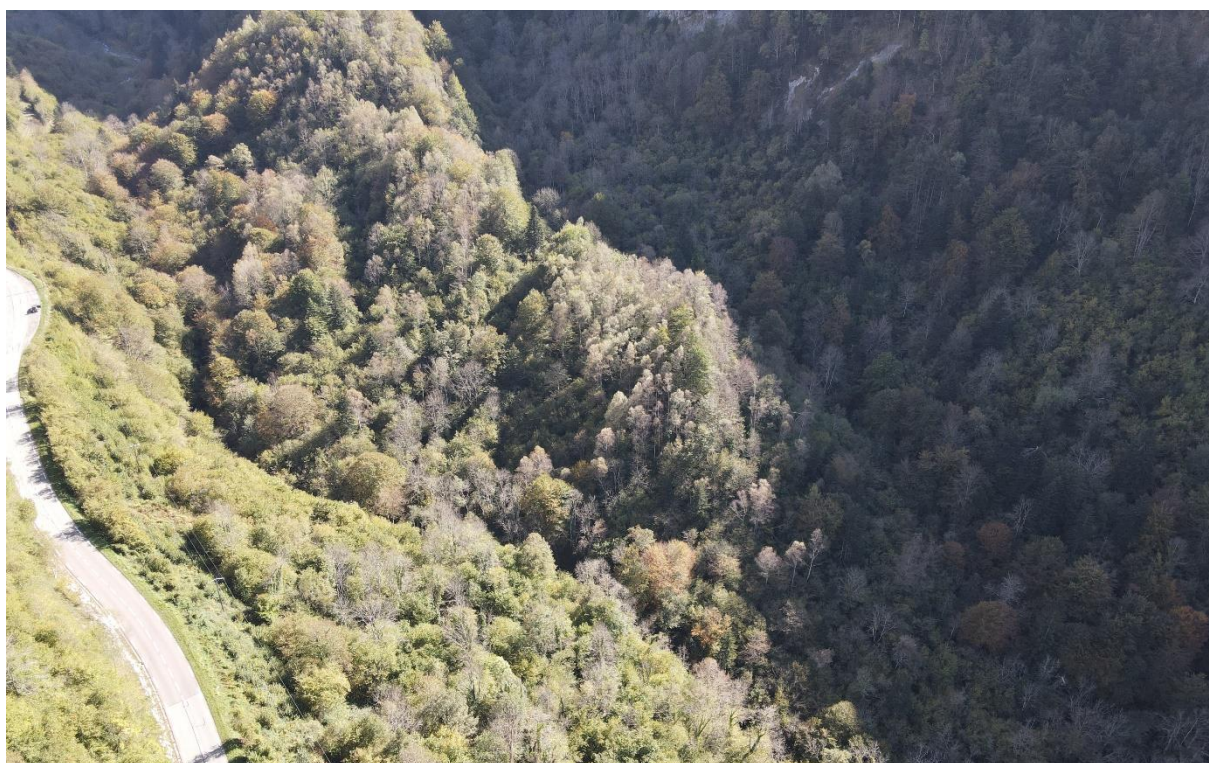


Photo 1 : Vues aériennes du site d'étude – Eléments Green

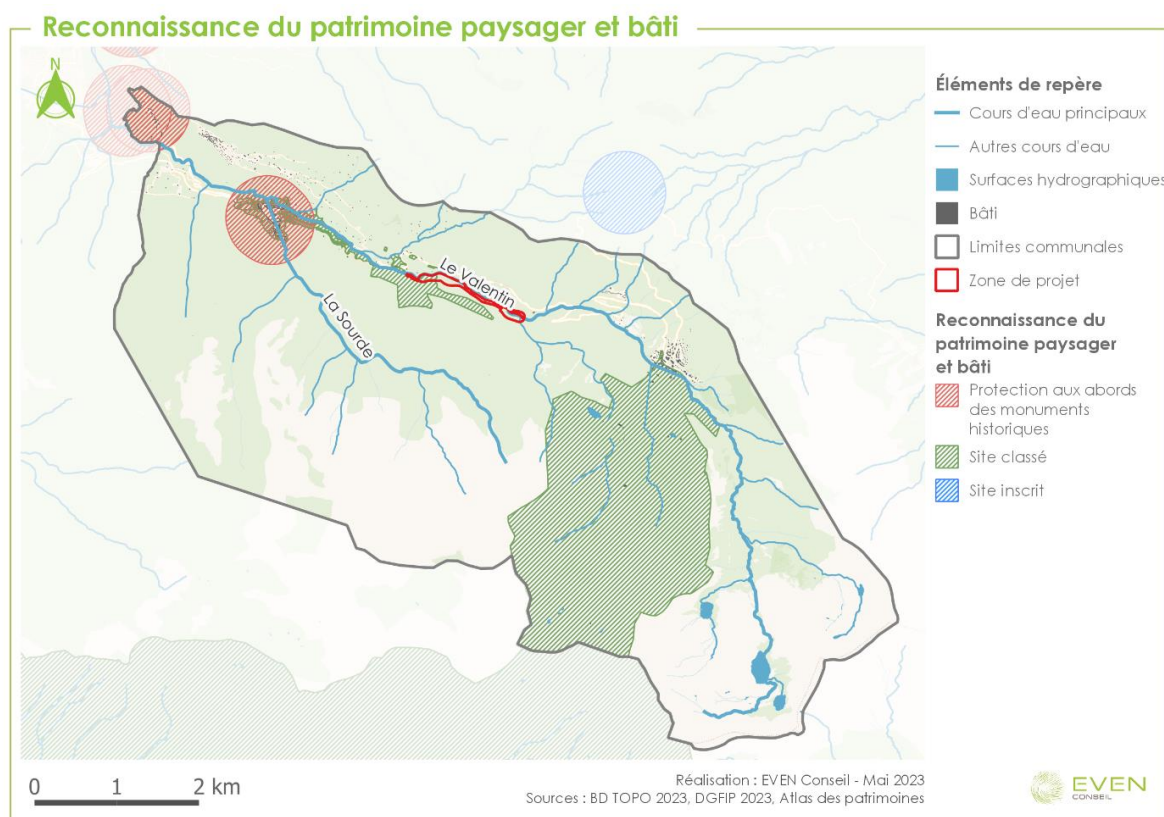
c - Patrimoine reconnu

La commune d'Eaux-Bonnes est concernée par plusieurs périmètres de protection et de mise en valeur du patrimoine paysager et bâti. Il s'agit de :

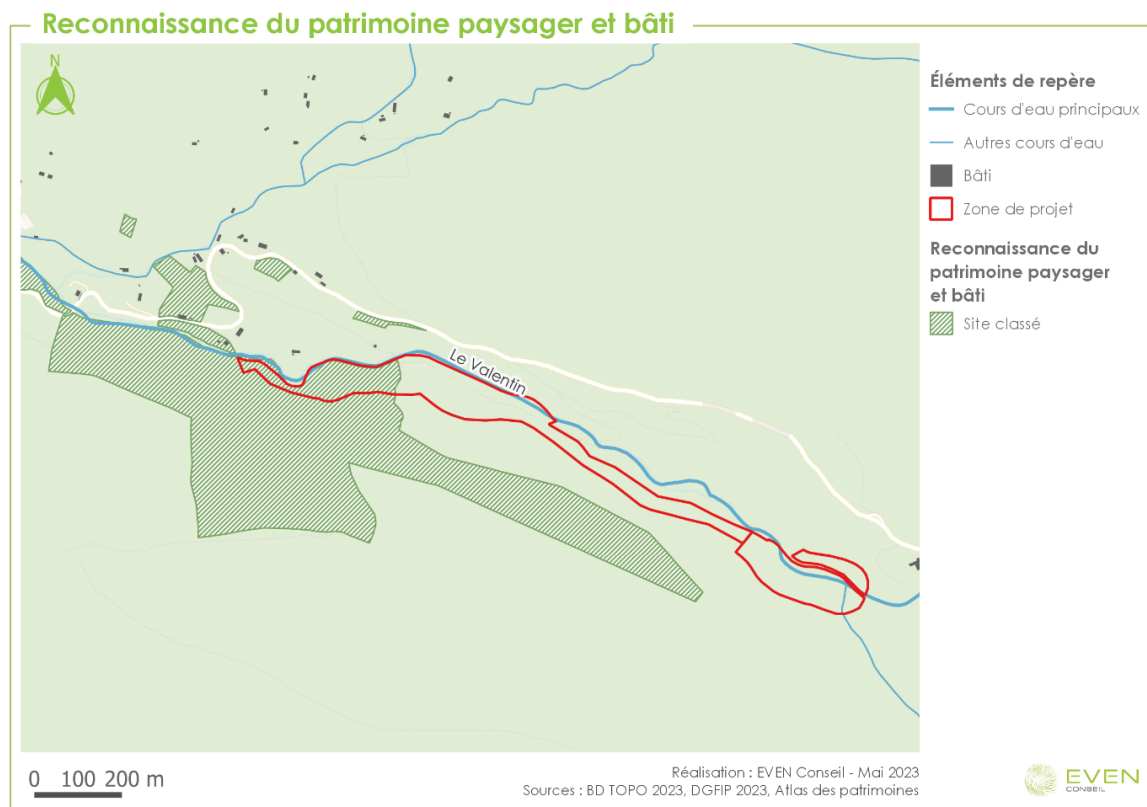
- **3 périmètres de protection au titre des monuments historiques** pour :
 - L'ensemble constituant l'ancien Hôtel des Princes, partiellement inscrit et se trouvant sur la commune ;
 - La chapelle d'Assouste, classée et se trouvant sur la commune ;
 - Le château d'Espalungue, inscrit et ne se trouvant pas sur la commune.
- **2 sites classés** (vallée du Valentin et cirque de Gourette).



La zone objet de la procédure est concernée par le périmètre du site classé de la vallée du Valentin sur sa partie Ouest.



Carte 6 : Périmètres de reconnaissance du patrimoine paysager et bâti sur la commune (EVEN Conseil)



Carte 7 : Périmètres de reconnaissance du patrimoine paysager et bâti sur la zone objet de la procédure (EVEN Conseil)

I.3 - Milieux naturels

a - Périmètres de reconnaissance du patrimoine naturel

Différents périmètres d'inventaire, de protection et de gestion témoignent de la richesse biologique du territoire. La commune est concernée par :

- **2 ZNIEFF de type 1** : le massif calcaire du Pic de Ger et le Réseau hydrographique du gave d'Ossau à l'amont d'Arudy et ses rives ;
- **2 ZNIEFF de type 2** : la vallée d'Ossau et le Réseau hydrographique du gave d'Oloron et de ses affluents ;
- **1 ZICO** : Hautes vallées d'Aspe et d'Ossau ;
- **4 zones Natura 2000** : les ZSC du Massif du Ger et du Lurien, du Gave d'Ossau et du Massif du Mouille de Jaout, ainsi que la ZPS des Hautes vallées d'Aspe et d'Ossau ;
- **2 espaces naturels sensibles** : le Bois noir et la Forêt des Crêtes blanches.

La commune se trouve dans l'aire d'adhésion optimale du Parc National des Pyrénées mais n'y appartient pas (pas d'adhésion de la commune à la charte).

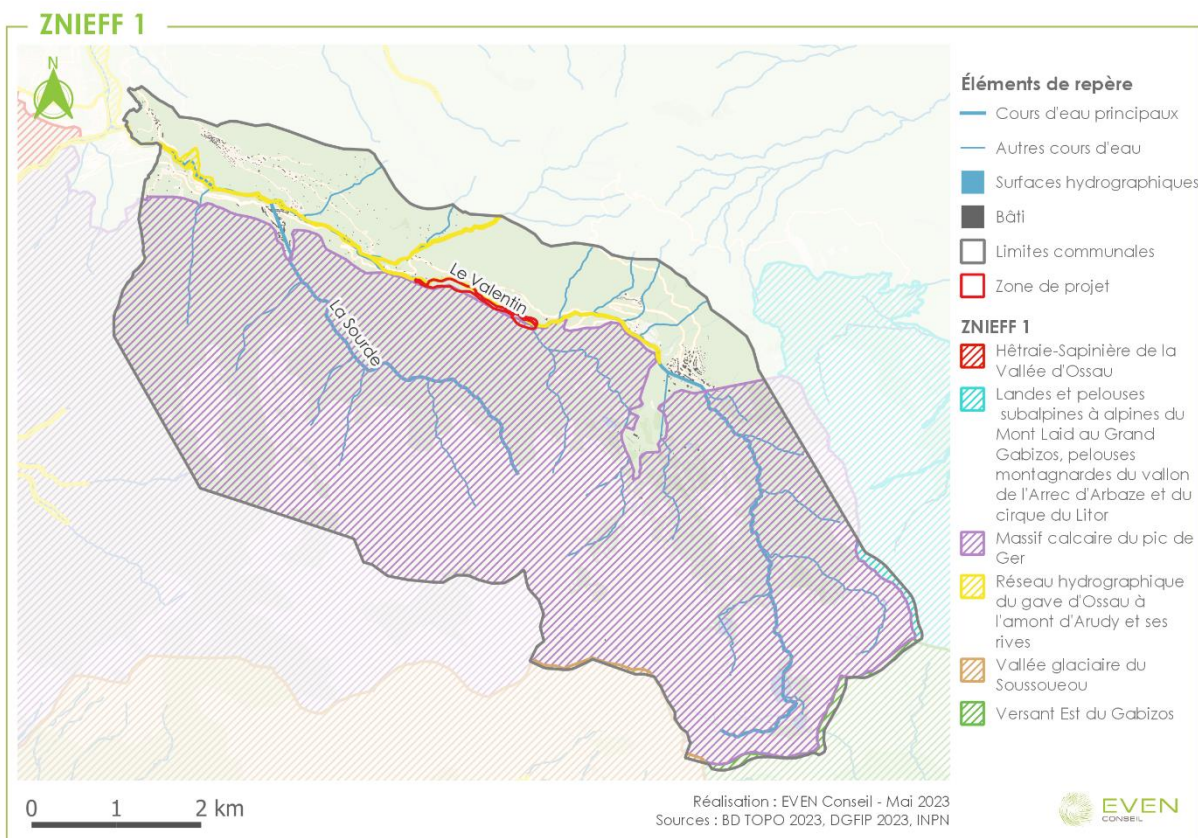


La zone objet de la procédure est concernée par :

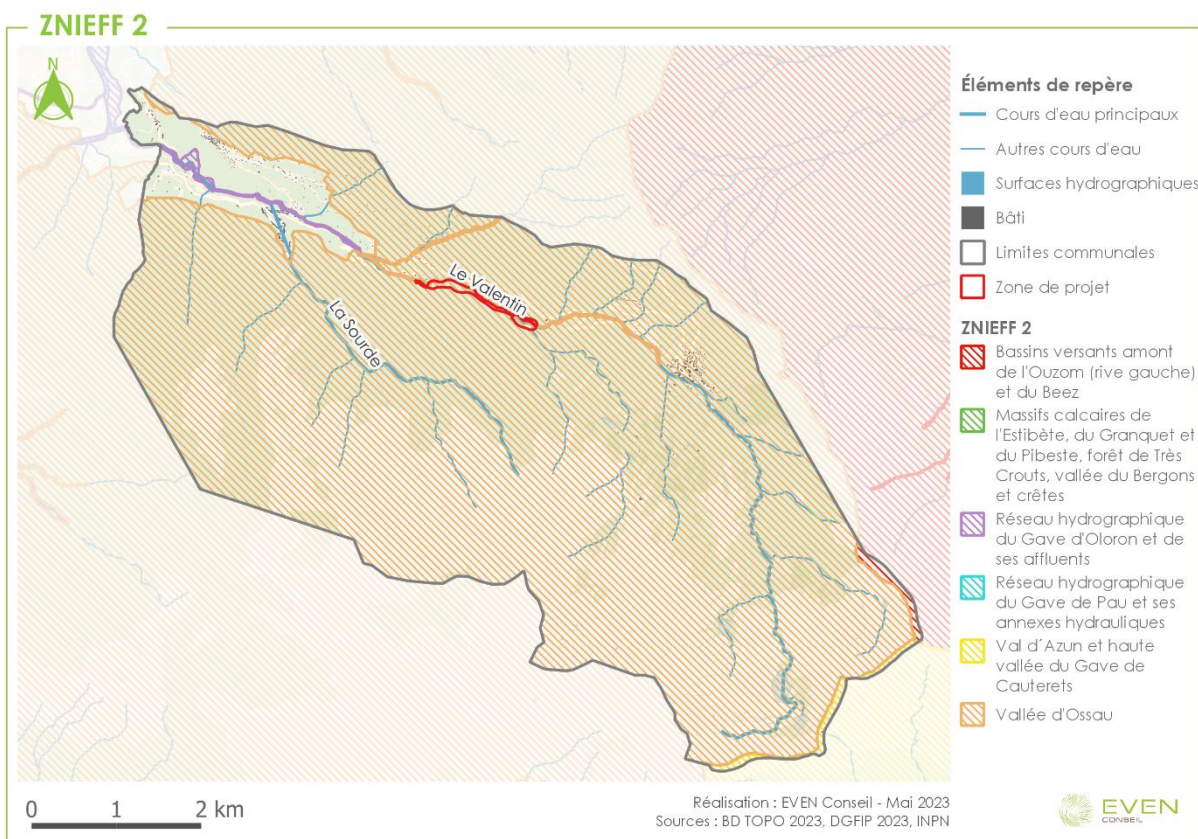
- 2 ZNIEFF de type 1 : Le massif calcaire du Pic de Ger et le Réseau hydrographique du gave d'Ossau à l'amont d'Arudy et ses rives ;
- 2 ZNIEFF de type 2 : La vallée d'Ossau et le Réseau hydrographique du gave d'Oloron et de ses affluents ;
- 1 ZICO : Hautes vallées d'Aspe et d'Ossau ;
- 2 zones Natura 2000 de type ZSC (Massif du Ger et du Lurien, Gave d'Ossau) et 1 zone Natura 2000 de type ZPS (Hautes vallées d'Aspe et d'Ossau).

La zone objet de la procédure est également concernée par le périmètre de 7 Plans Nationaux d'Action. 6 d'entre eux concernent l'avifaune : le Grand Tétras, le Gypaète barbu, le Milan Royal, le Vautour Fauve, le Vautour percnoptère et l'Aigle Royal. Le dernier concerne le Desman des Pyrénées, un mammifère semi-aquatique emblématique des Pyrénées. La zone objet de la procédure se trouve en zone noire de ce dernier PNA, soit considéré comme présent actuellement.

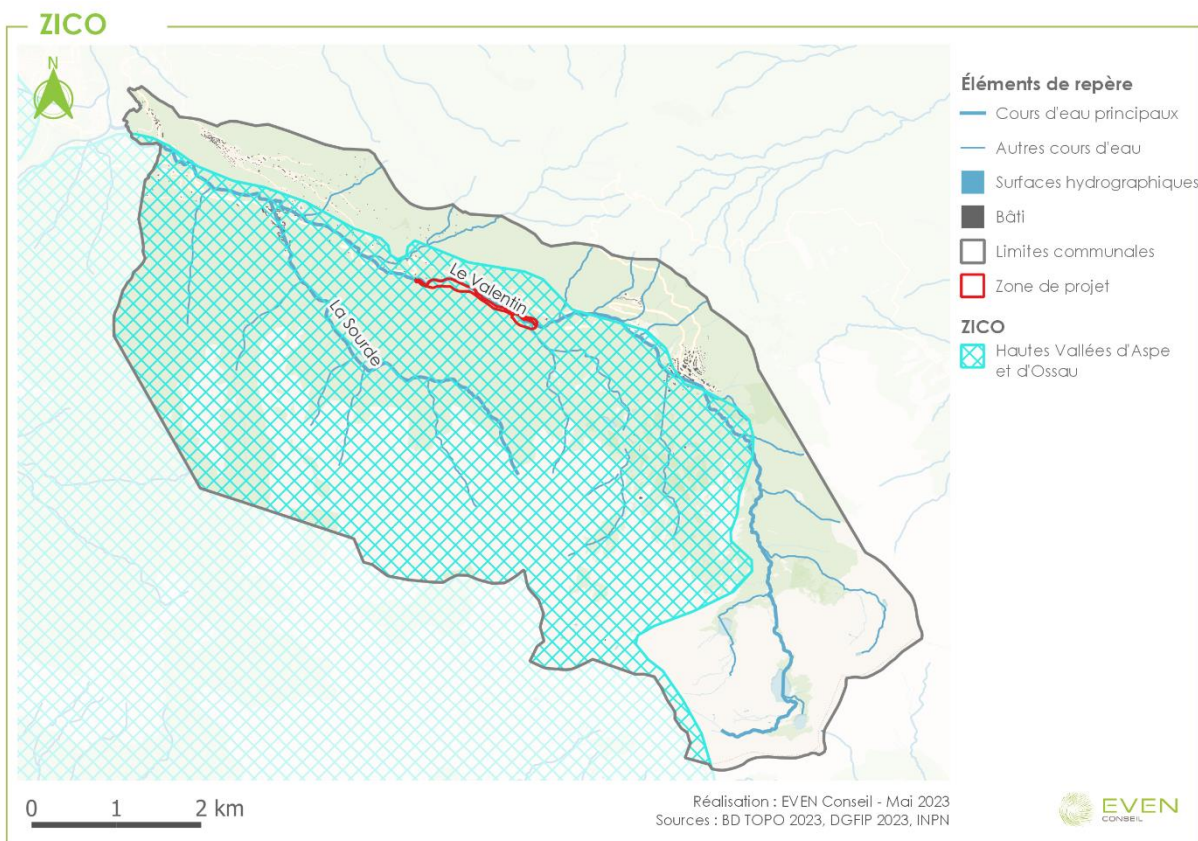
D'autre part, l'arrêté préfectoral n°2014289-0016 relatif aux frayères et zones d'alimentation ou de croissance de la faune piscicole dans les cours d'eau du département des Pyrénées-Atlantiques, pris à Pau le 16 octobre 2014, identifie sur le Valentin une frayère de type « 1p ». L'arrêté précise que les espèces ciblées sont le chabot et la truite fario. Toutefois, des inventaires piscicoles réalisés durant deux années sur le cours d'eau dans le cadre de l'élaboration de l'étude d'impact du projet hydroélectrique du Valentin ont montré que ce cours d'eau présente un peuplement monospécifique constitué exclusivement de truites communes.



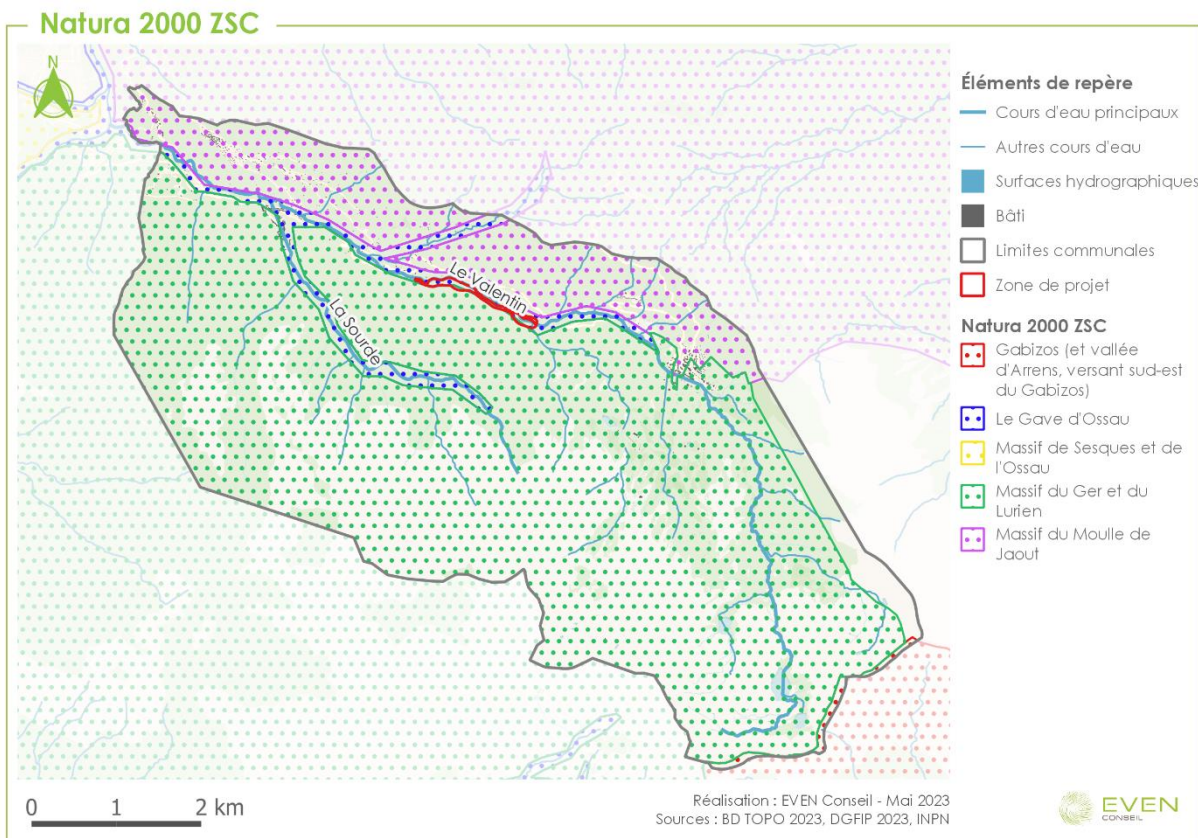
Carte 8 : ZNIEFF 1 sur la commune (EVEN Conseil)



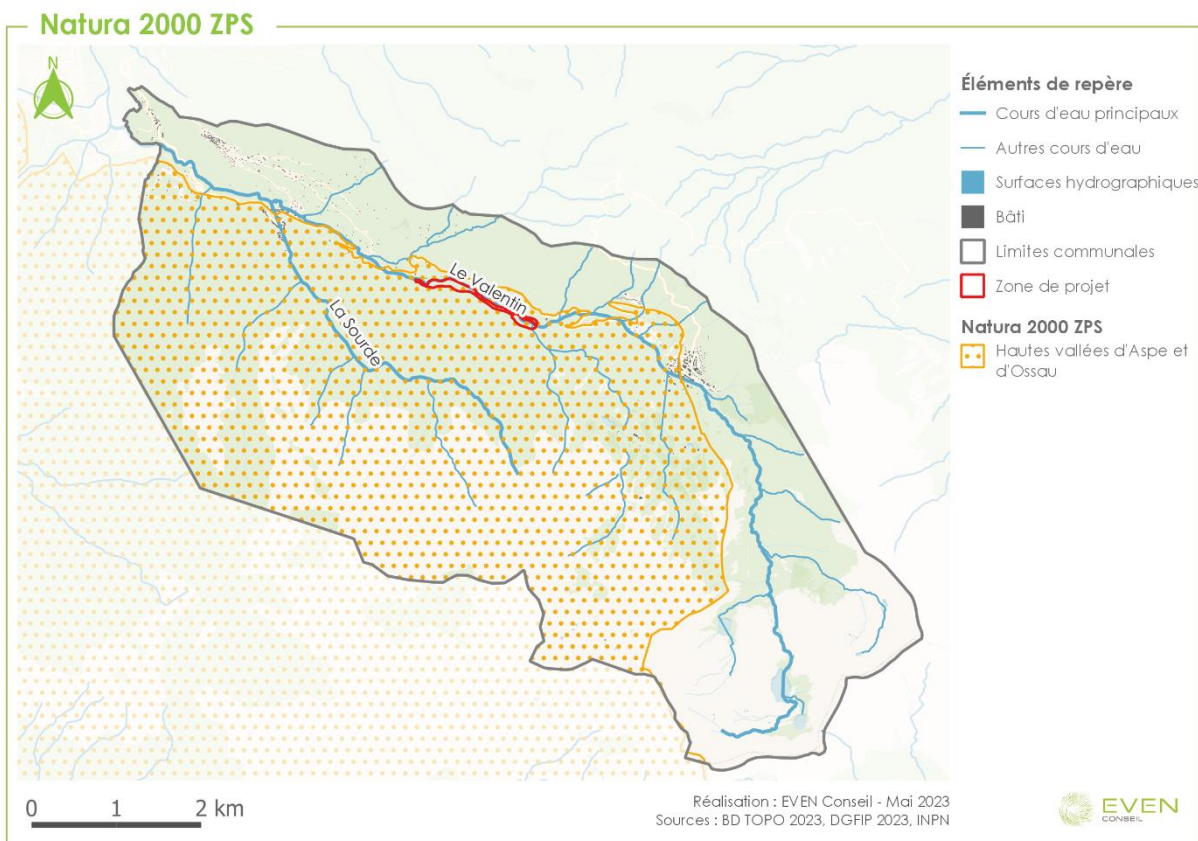
Carte 9 : ZNIEFF 2 sur la commune (EVEN Conseil)



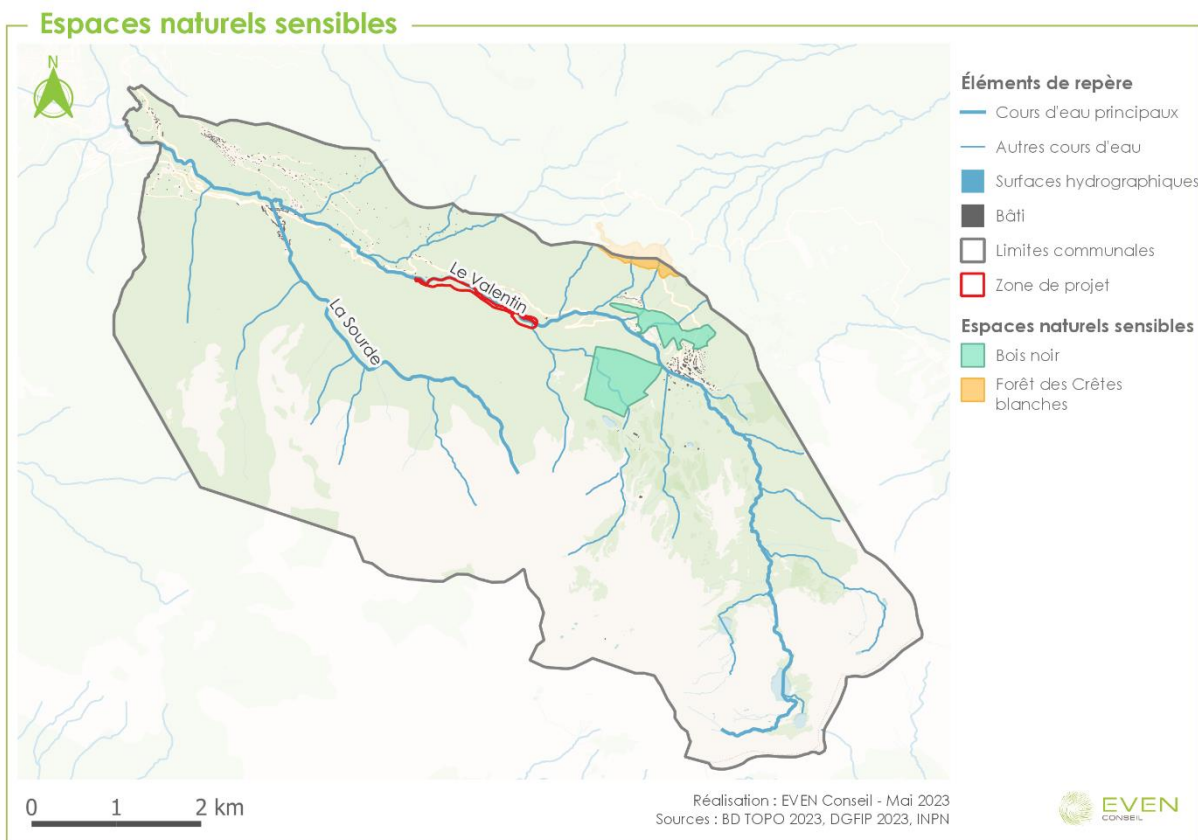
Carte 10 : ZICO sur la commune (EVEN Conseil)



Carte 11 : Natura 2000 ZSC sur la commune (EVEN Conseil)



Carte 12 : Natura 2000 ZPS sur la commune (EVEN Conseil)



Carte 13 : Espaces naturels sensibles sur la commune (EVEN Conseil)

b - Trame verte et bleue

La Trame Verte et Bleue (TVB) constitue un outil de préservation de la biodiversité visant à intégrer les enjeux de maintien et de renforcement de la fonctionnalité des milieux naturels dans les outils de planification et les projets d'aménagement.

La Trame Verte et Bleue se compose de deux principaux éléments :

- Les réservoirs de biodiversité : espaces où la biodiversité est la plus riche et la mieux représentée (incluant les sites Natura 2000, les ZNIEFFs, etc.) ;
- Les corridors écologiques : voies de déplacement préférentielles empruntées par la faune et la flore pour relier les réservoirs de biodiversité entre eux.

L'identification de la TVB peut se faire à différentes échelles géographiques. Dans le cas d'Eaux-Bonnes, **seul l'état des lieux des continuités écologiques en Aquitaine couvre la commune**. En effet, le SCoT Vallée d'Ossau est en cours de rédaction et le PLU de la commune ne décline pas de TVB.

L'état des lieux des continuités écologiques en Aquitaine, publié en 2017, utilise des données qui ont servi à élaborer le Schéma Régional de Cohérence Ecologique d'Aquitaine (SRCE). Ce schéma a été annulé par le Tribunal administratif de Bordeaux (jugement du 13 juin 2017) pour manque d'autonomie fonctionnelle entre l'autorité chargée de l'évaluation environnementale du schéma et l'autorité qui l'a adoptée. Contrairement au SRCE annulé, cet état des lieux n'a aucune portée juridique. Il comporte seulement des éléments de connaissance sur les continuités écologiques à l'échelle de l'Aquitaine qui sont transmis à titre informatif. En effet, l'Etat et la région Nouvelle Aquitaine considèrent que les informations contenues dans ce document sont de nature à faciliter l'identification des enjeux relatifs à la biodiversité sur un territoire, sachant qu'il convient de rappeler que ces informations ne peuvent en aucun cas être opposables.

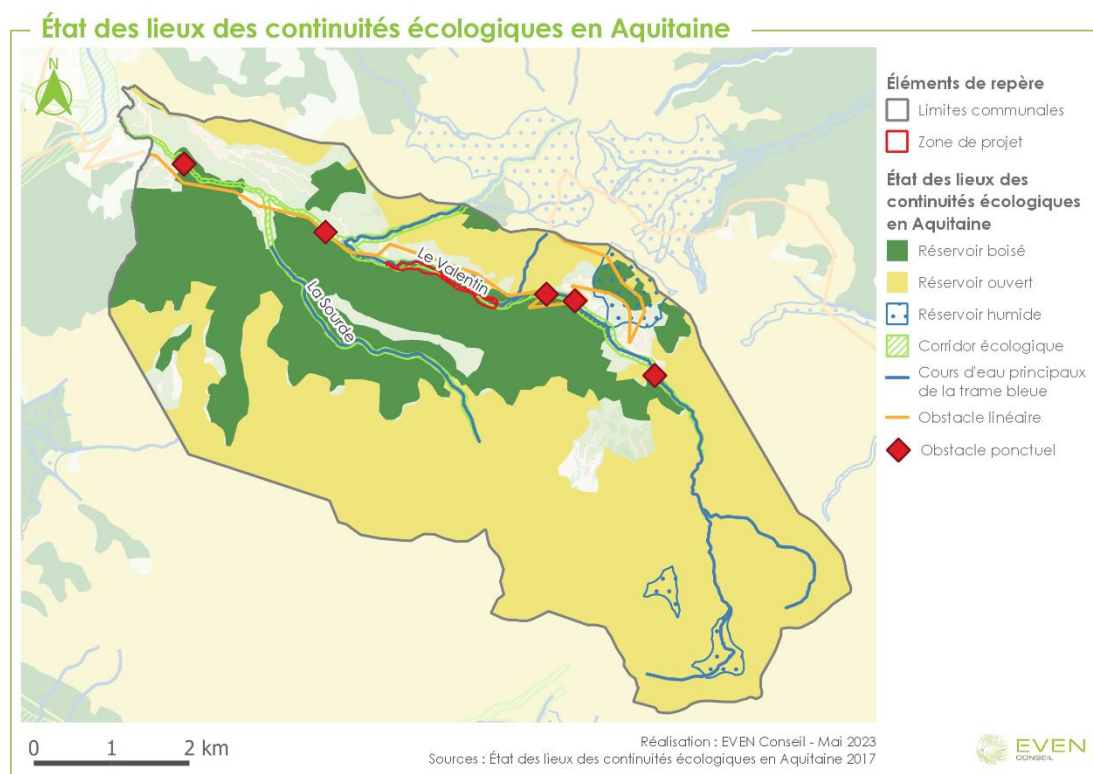
D'après cet état des lieux, la **trame verte communale** se compose essentiellement d'un important ensemble de réservoirs de biodiversité boisés et ouverts. Certaines **zones humides** ont fait l'objet d'une caractérisation en réservoirs de biodiversité et corridors au sein de l'état des lieux. Ce sont des milieux dont le rôle est essentiel au sein de la trame bleue. En effet, ces espaces sont le support de nombreux services écosystémiques du fait des fonctions hydrologiques, biogéochimiques, écologiques qu'elles assurent. Ils sont de plus fragiles et menacés, en effet il est estimé que plus de la moitié des zones humides nationales a été détruite au cours du 20ème siècle (OFB & Office international de l'eau 2022). Sur la commune, des **réservoirs humides** sont recensés au Nord de Gourette ainsi qu'aux niveaux des lacs d'Anglas, d'Uziou et du Lavedan. Des **corridors écologiques humides** se trouvent en bordure de cours d'eau principaux (Valentin, Sourde et Cély). La cartographie des Zones Humides Effectives (ZHE) de 2022 provenant de la compilation d'inventaires de terrain réalisés sur le Bassin Adour Garonne recense quant à elle des zones humides qui recoupent partiellement ces réservoirs humides (données issues du Système d'Information sur l'Eau Adour-Garonne).

Les continuités au niveau des cours d'eau sont à la fois longitudinales (selon les directions amont-aval), transversales (entre le lit mineur du cours d'eau et ses annexes telles que les zones humides) et temporelles (en lien avec les saisons hydrologiques et le rythme biologique des espèces) et concernent autant les espèces que les sédiments. Dans l'état des lieux des continuités écologiques en Aquitaine, **les cours d'eau identifiés constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques**. Sur la commune, les principaux cours d'eau constitutifs de la trame bleue sont le Valentin, la Sourde, le Cély, le ruisseau des Blanques et le ruisseau de Louesque.

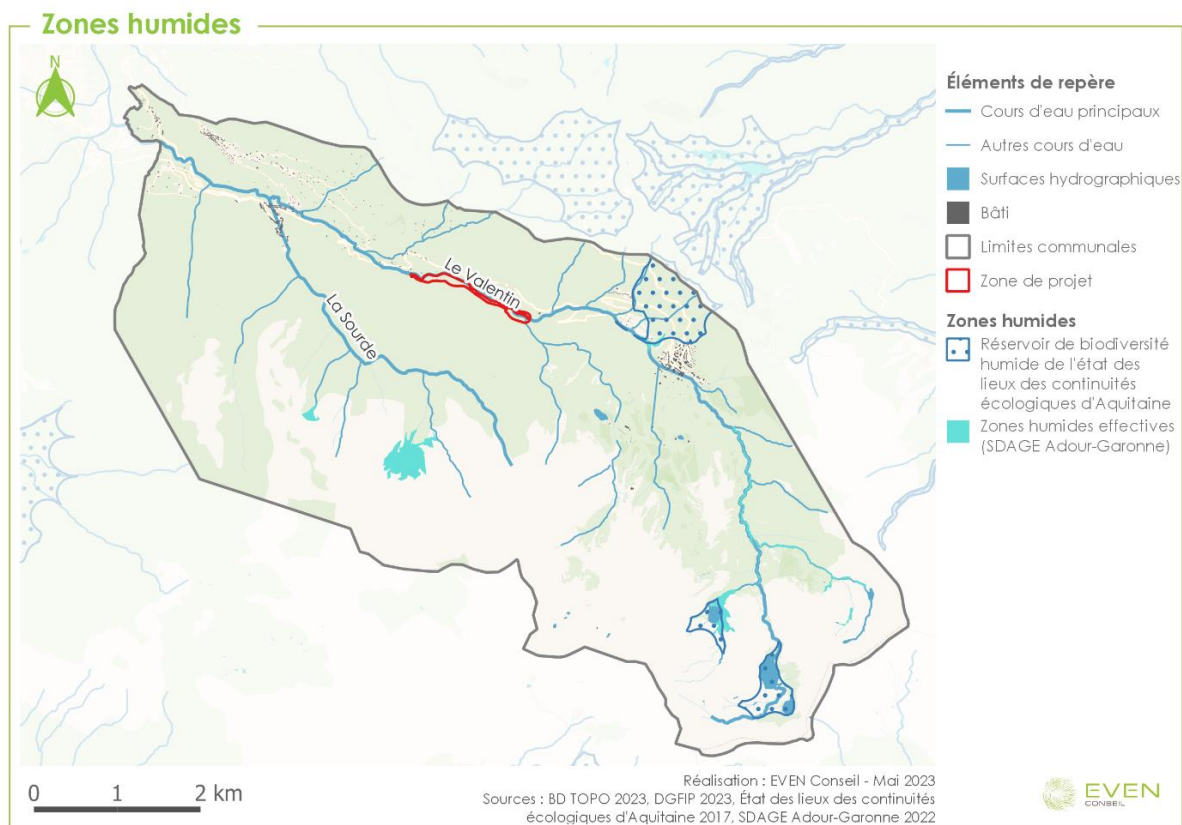
Les principaux **obstacles aux continuités écologiques** sont de deux grands types : réseau d'infrastructures linéaires de transport (D918) et obstacles à l'écoulement (3 obstacles sur le Valentin).



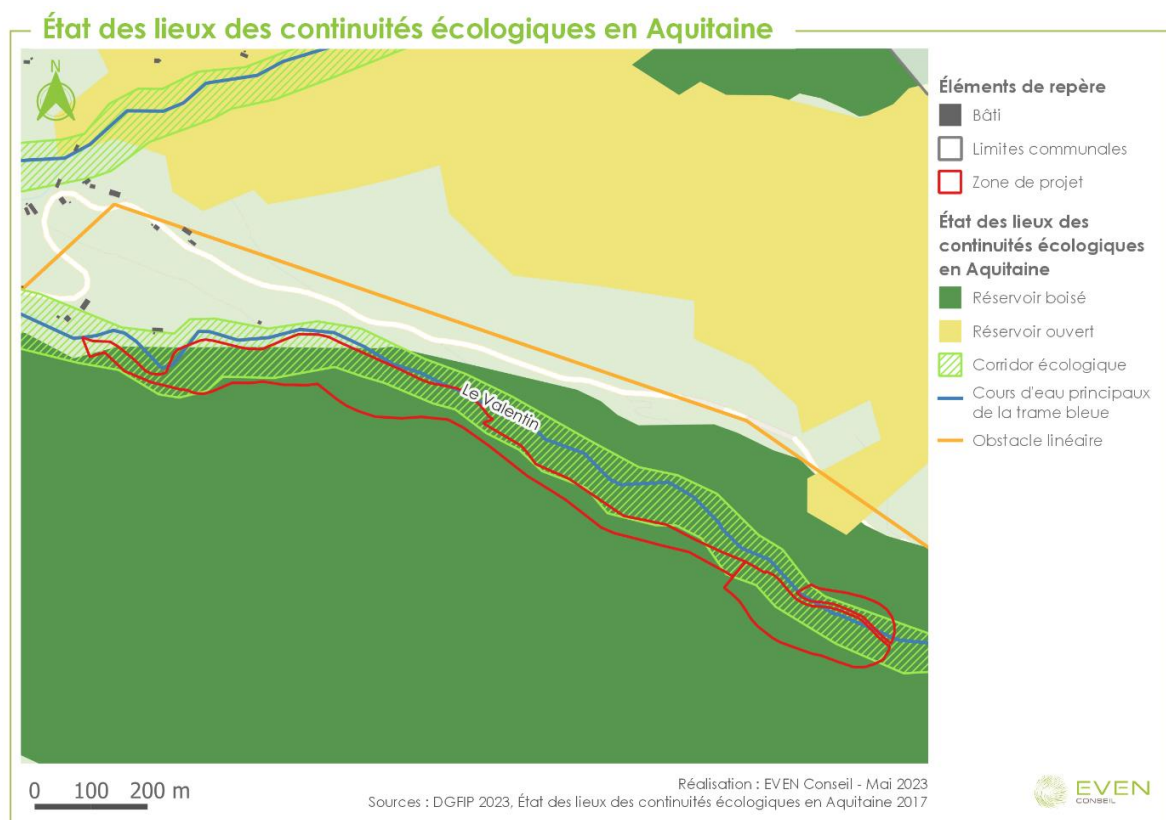
D'après l'état des lieux des continuités écologiques d'Aquitaine, la zone objet de la procédure est concernée par un réservoir de biodiversité boisé et un corridor écologique humide. Le tronçon du Valentin au niveau de la zone objet de la procédure est considéré comme appartenant à la trame bleue. Toutefois, aucune zone humide effective n'a été recensée au droit de la zone objet de la procédure par les inventaires réalisés à l'échelle du bassin Adour-Garonne.



Carte 14 : Données de l'état des lieux des continuités écologiques en Aquitaine sur la commune (EVEN Conseil)



Carte 15 : Données sur les zones humides de la commune (EVEN Conseil)



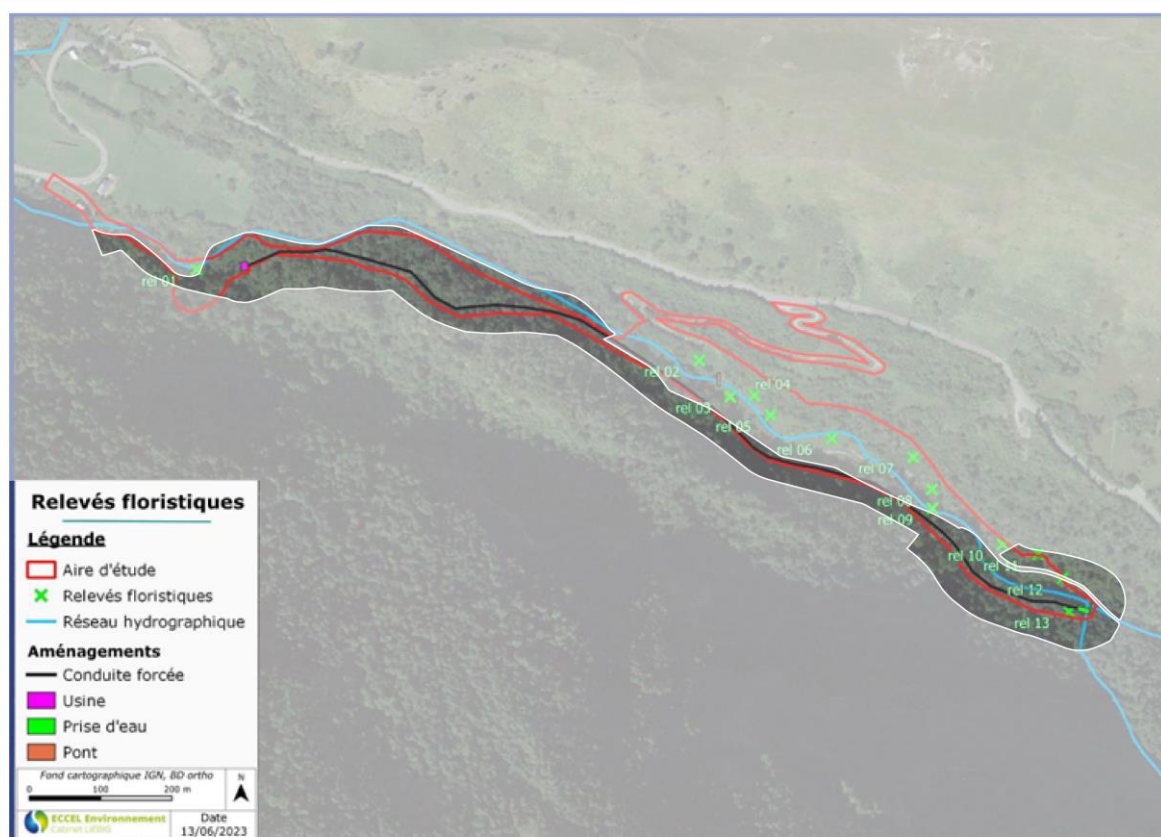
Carte 16 : Données de l'état des lieux des continuités écologiques d'Aquitaine sur la zone objet de la procédure (EVEN Conseil)

c - Expertise naturaliste sur la zone objet de la procédure

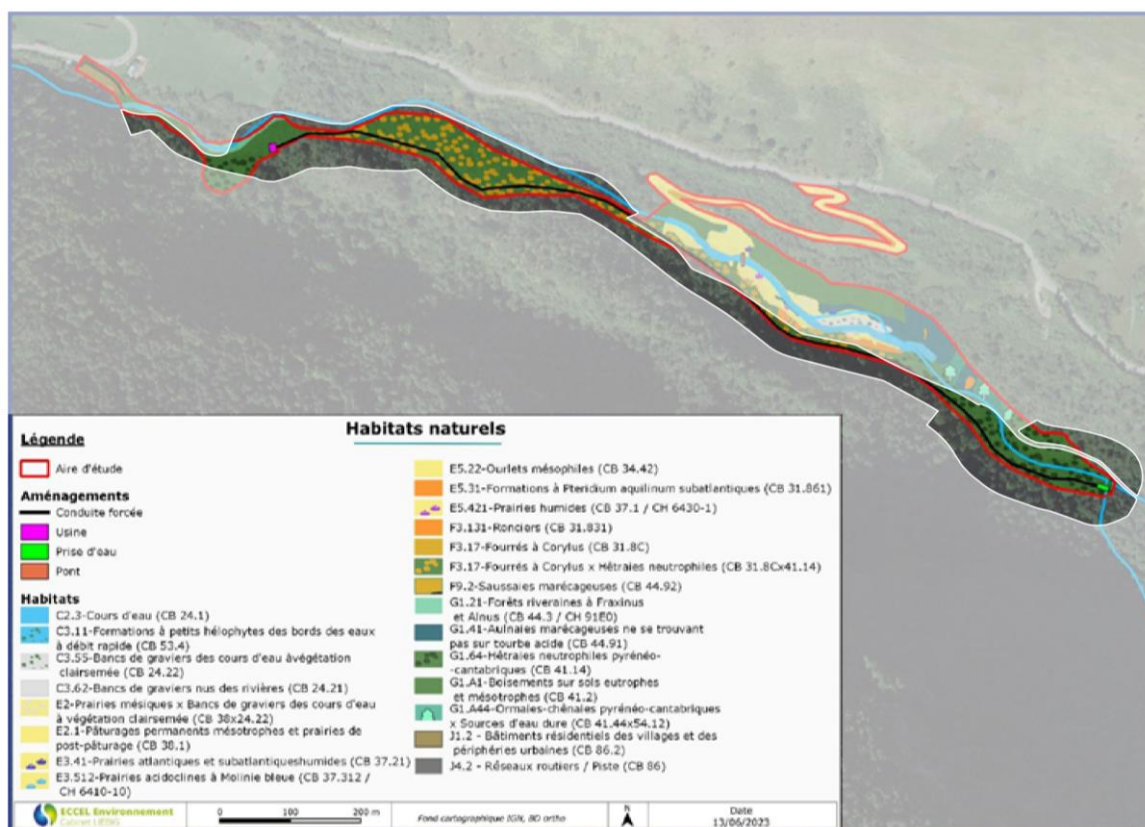
L'étude d'impact pour l'aménagement hydroélectrique du Valentin est produite par le bureau d'études ECCEL Environnements. À l'occasion de l'élaboration cette étude, des inventaires de terrain ont été réalisés (habitats, flore, faune) sur une aire d'étude recoupant en partie la zone objet de la procédure.

Le vallon du Valentin est un secteur diversifié en **habitats** par sa topographie et ses microclimats. **Une vaste zone humide** a été identifiée en rive droite, à l'extérieur de la zone de projet. De **petites zones humides** ont également été localisées en rive gauche. Sur la rive gauche, des habitats de moyen voire très faible intérêt ont été recensés en raison des pistes existantes. Néanmoins même en bordure et sur ces dernières, très ponctuellement, de petites zones humides existent. La reproduction d'amphibiens a été observée au sein d'ornières faites par les engins empruntant la piste au niveau de ces zones humides. Sur les sept hectares prospectés, deux ont été identifiés comme zone humide, localisées en majorité sur la partie amont, peu concernée par la DPMEC.

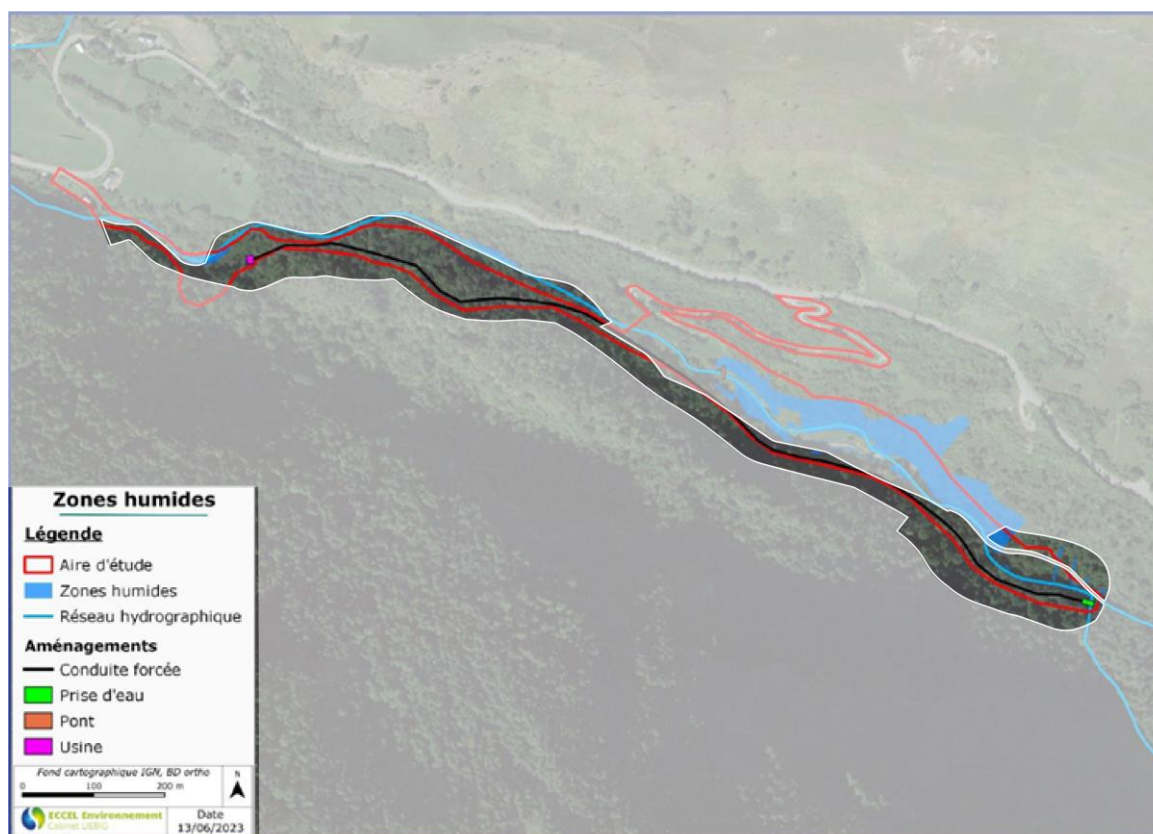
Selon le Portail français d'accès aux données d'observation sur les espèces (OpenObs) il semble n'être connu qu'une seule espèce à enjeu au sein du périmètre d'étude. L'hellébore vert (*Helleborus viridis*), une espèce déterminante ZNIEFF. **184 espèces floristiques** ont été inventoriées sur la zone d'étude et environ 400 observations floristiques ont été faites. **Aucune espèce à statut de protection** n'a été observée mais **29 espèces déterminantes pour les ZNIEFF** (dont l'hellébore vert) ont été identifiées. **3 espèces invasives plus ou moins préoccupantes** ont été observées dans la zone d'étude : *Melilotus albus*, *Oenothera biennis*, *Buddleja davidii* au niveau de la rive droite dans une zone de galets en cours de végétalisation régulièrement soumise aux inondations.



Carte 17 : Localisation des relevés floristiques réalisés lors des inventaires habitats/flore (ECCEL Environnement)



Carte 18 : Habitats inventoriés dans le périmètre d'étude (ECCEL Environnement)



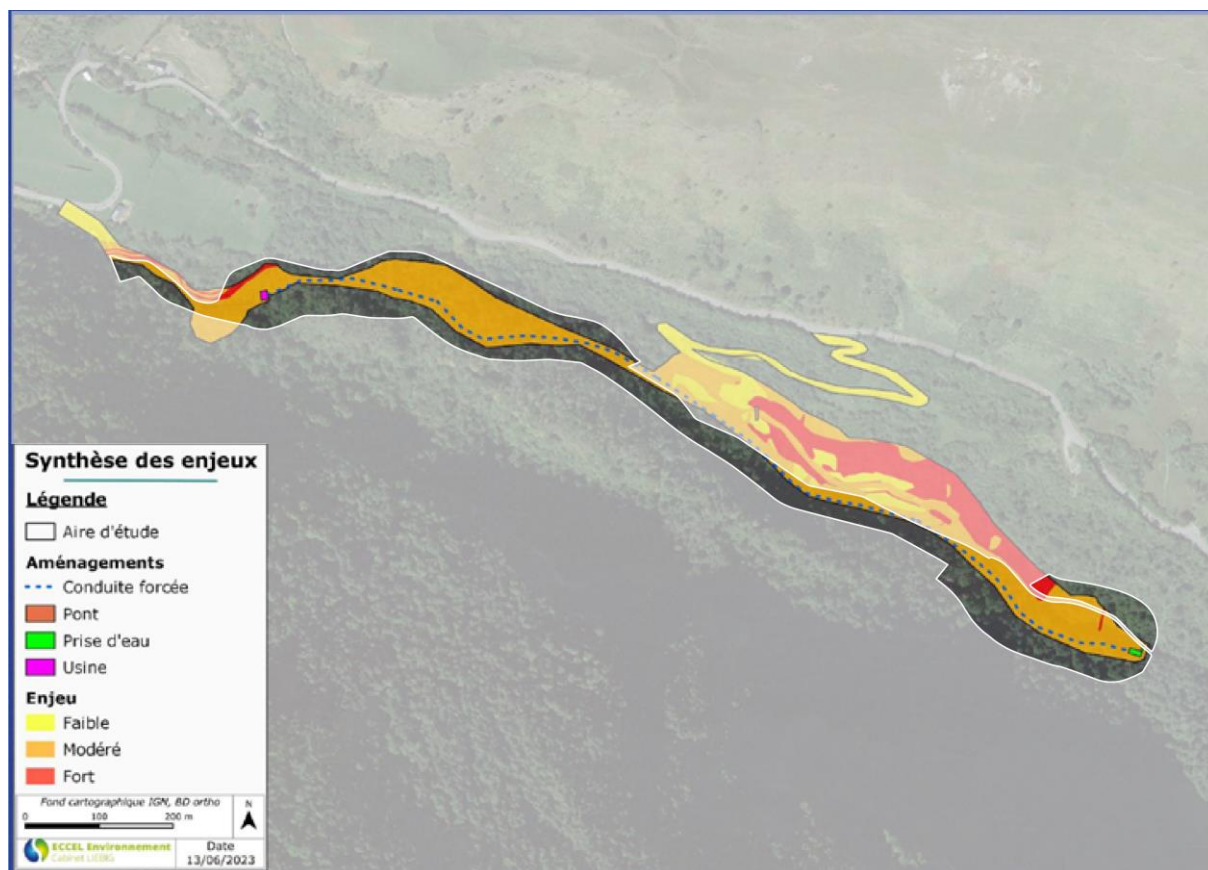
Carte 19 : Habitats humides au sens réglementaire recensés dans le périmètre d'étude (ECCEL Environnement)

Les données bibliographiques concernant la faune ont été tirées des inventaires de la LPO Nouvelle-Aquitaine, de la base de données Artemisiae, des données communales de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), des Formulaires Standards de Données (FSD) et fiches des sites Natura 2000 et ZNIEFF intégrés ou localisés à proximité du projet (rayon inférieur à 5 km). Ont été recensées : 82 espèces de rhopalocères, 48 espèces d'hétérocères, 4 espèces d'odonates, 17 espèces d'orthoptères et 9 espèces de coléoptères, 6 espèces d'amphibiens, 7 espèces de reptiles, 124 espèces d'oiseaux hivernants, 183 espèces d'oiseaux potentielles (de passage), 94 espèces d'oiseaux nicheurs, 12 espèces de mammifères hors chiroptères, 8 espèces de chiroptères

Lors des inventaires de terrain, ont été recensés :

- 25 espèces de **rhopalocères** et 2 espèces **d'hétérocères diurnes** (aucune espèce au statut patrimonial ou de protection, enjeu local faible) ;
- Aucune espèce d'odonate (bien que les habitats recensés soient favorables à ce groupe) ;
- 4 espèces d'**orthoptères** (aucune espèce au statut patrimonial ou de protection, enjeu local faible) ;
- Aucune espèce de coléoptère (bien que les boisements aux alentours soient favorables aux espèces saproxylophages telles que du Lucane Cerf-Volant et du Grand Capricorne) ;
- 2 espèces d'**amphibiens** : la grenouille rousse et le triton palmé (protégés au niveau national et à enjeu local modéré). D'autres espèces sont susceptibles d'être présentes sur site, à l'image du Calotriton des Pyrénées et de la Salamandre tachetée, espèces citées sur le territoire communal ;
- 3 espèces de **reptiles** : le lézard des murailles (enjeu local faible), le lézard vivipare (enjeu local fort) et la vipère aspic (enjeu local fort), protégés au niveau national ;
- 47 espèces d'**oiseaux** inventoriés en période hivernale et 50 espèces d'oiseaux inventoriés en période de nidification (enjeu local fort pour l'aigle royal et le milan noir protégés à l'échelle nationale, enjeu local modéré pour 15 espèces inventoriées en période hivernale et pour 11 inventoriées en période de nidification, enjeu local faible pour les autres espèces inventoriées) ;
- 3 espèces de **mammifères hors chiroptères** : l'écureuil roux (enjeu local modéré, protégé à l'échelle nationale), le renard roux (enjeu local faible) et le sanglier (enjeu local faible) ;
- 14 espèces de **chiroptères** au moins (différentes espèces écoutées indéterminées) (5 espèces à enjeu local fort et 9 espèces à enjeu local modéré, toutes protégées à l'échelle nationale) ;
- 1 espèce de **poisson** : la truite commune (espèce protégée au niveau national).

Le croisement de différents facteurs (statut, caractère humide des habitats, état de conservation, rareté, vulnérabilité, sensibilité des espèces et des milieux par rapport au site, ...) a permis de hiérarchiser des secteurs à enjeux forts, moyens, faibles ou nuls sur l'aire étudiée. Elle est globalement dominée par des enjeux modérés et forts, notamment du fait de la présence de nombreuses zones humides. Les enjeux faibles sont liés aux pistes et aux pâtures permanentes, présentant une richesse floristique et faunistique plus faible.



Carte 20 : Synthèse des enjeux écologiques sur le périmètre d'étude (ECCEL Environnement)



La zone objet de la procédure correspond à certains secteurs de la rive gauche et de l'amont du Valentin au sein de l'aire étudiée dans l'étude d'impact. Des enjeux écologiques locaux de niveau faible à fort (ponctuellement) y sont identifiés.

I.4 - Ressource en eau

La commune d'Eaux-Bonnes est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne, approuvé pour la période 2022-2027. Celui-ci n'est pas décliné à l'échelle locale par un Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

a - Masses d'eaux souterraines

Le territoire compte **2 masses d'eau souterraines** identifiées dans le référentiel du SDAGE Adour Garonne. Leur état quantitatif et chimique ainsi que les pressions qui s'exercent sur elles, d'après l'état des lieux réalisé pour l'élaboration du SDAGE Adour Garonne 2022-2027, sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Caractéristiques des masses d'eau souterraines recensées sur la commune par le SDAGE Adour Garonne 2022-2027

CODE	MASSE D'EAU	ETAT QUANTITATIF	ETAT CHIMIQUE	PRESSIONS SIGNIFICATIVES
FRFG051B	Terrains plissés du bassin versant du Gave d'Oloron et du Saison	BON	BON	Pas de pression significative
FRFG051A	Terrains plissés du bassin versant du gave de Pau	BON	BON	Pas de pression significative



La zone d'étude est concernée par la masse d'eau souterraine « Terrains plissés du bassin versant du Gave d'Oloron et du Saison », évaluée comme en bon état quantitatif et chimique.

b - Masses d'eau superficielles

Le territoire compte **2 masses d'eau superficielles de type cours d'eau** identifiées dans le référentiel du SDAGE Adour Garonne. Leur état écologique et chimique ainsi que les pressions qui s'exercent sur elles sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Caractéristiques des masses d'eau superficielles recensées sur la commune par le SDAGE Adour Garonne 2022-2027

CODE	MASSE D'EAU	ETAT ECOLOGIQUE	ETAT CHIMIQUE	PRESSIONS SIGNIFICATIVES
FR438	Le Valentin	BON	Non classé	Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations collectives
FRR438_1	La Sourde	BON	Non classé	Pas de pression significative



La zone d'étude est située en bordure du Valentin, évalué comme en bon état écologique et à l'état chimique non classé.

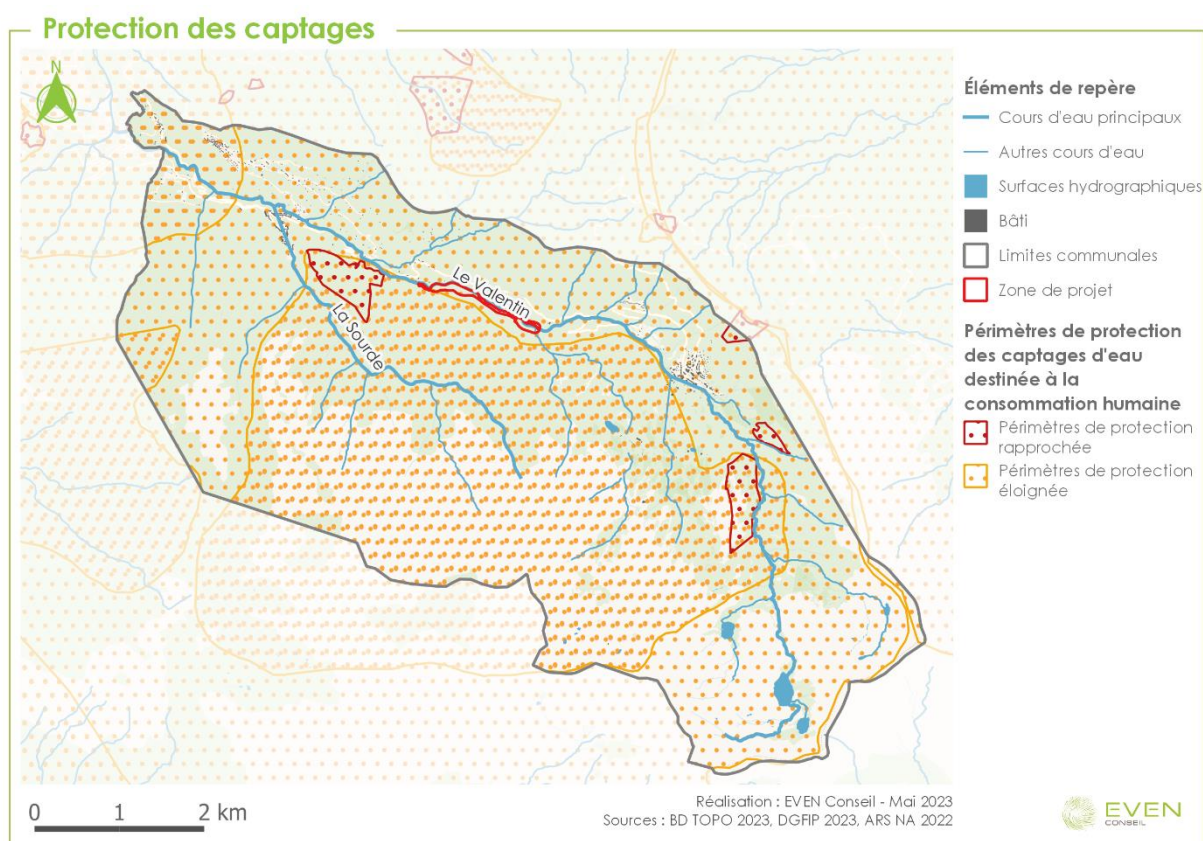
c - Alimentation en eau potable

La commune d'Eaux-Bonnes gère en régie la production, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau potable. D'après les données de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, il existe **5 captages d'eau destinée à la consommation humaine** sur la commune. Aucun captage communal n'est identifié comme sensible ou prioritaire à l'échelle du bassin Adour-Garonne. La quasi-totalité de la commune est concernée par des périmètres éloignés de protection de ces captages et des captages à proximité.

La commune ne se situe dans **aucun périmètre témoignant de pressions pouvant affecter la qualité ou la quantité de la ressource en eau** (zone de répartition des eaux, zone sensible à l'eutrophisation, zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole ou zone de sauvegarde).



La zone objet de la procédure est concernée par des périmètres éloignés de protection de captages d'eau destinée à la consommation humaine.



Carte 21 : Périmètres de protection des captages sur la commune (EVEN Conseil)

d - Assainissement

La commune d'Eaux-Bonnes assure en régie la collecte, le transport et le traitement des eaux usées. Elle dispose de **2 stations d'épuration** des eaux usées :

- La station « EAUX BONNES BOURG », d'une capacité de 1900 EH pour une charge entrante maximale de 362 EH en 2021, mise en service en 2008, fonctionnant par boue activée et conforme en équipement et performance au 31/12/21 ;
- La station « EAUX BONNES (GOURETTE) », d'une capacité de 6500 EH pour une charge entrante maximale de 1324 EH en 2021, mise en service en 1983, fonctionnant par boue activée et conforme en équipement et en performance au 31/12/21.

La communauté de communes de la Vallée d'Ossau, dont la commune d'Eaux-Bonnes fait partie, assure la compétence assainissement non-collectif.



Aucune station d'épuration des eaux usées n'est recensée au droit ou à proximité de la zone objet de la procédure.

I.5 - Risques et nuisances

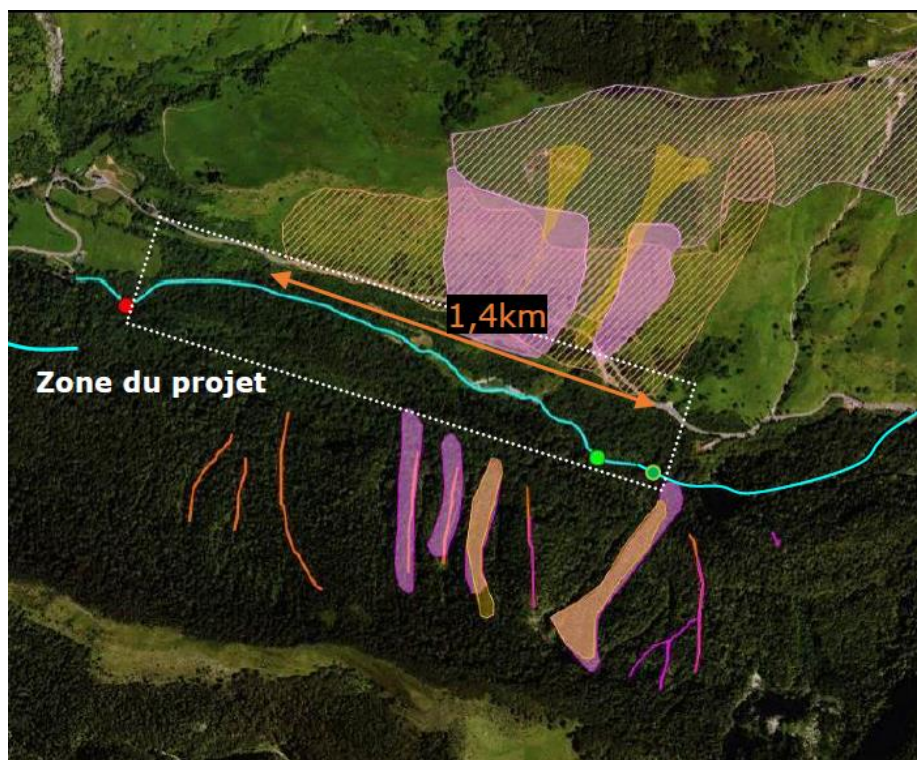
a - Risques naturels

■ Avalanches

Le terme « avalanche » désigne un déplacement rapide d'une masse de neige sur une pente, provoqué par une rupture du manteau neigeux. Cette masse varie de quelques dizaines à plusieurs centaines de milliers de mètres cubes, pour des vitesses comprises entre 10 et 400km/h, selon la nature de la neige et les conditions d'écoulement. Les pentes favorables au départ des avalanches sont comprises entre 30 et 55°.

D'après le Dossier départemental des risques majeurs (DDRM) des Pyrénées Atlantiques de 2018, la commune d'Eaux-Bonnes est concernée par le risque avalanche.

L'étude géotechnique préalable réalisée par Géolithe qualifie plus précisément ce risque à l'échelle du site d'étude, grâce à la Carte de Localisation des Phénomènes d'Avalanche (CLPA), qui est une carte descriptive des phénomènes observés ou historiques.



Carte 22 : CLPA des Eaux-Bonnes et délimitation du site d'étude par le rectangle blanc / Etude géotechnique préalable, Géolithe.

2 couleurs sont observables sur cette carte :

- Les polygones roses correspondent aux délimitations définies par recueil de témoignages ;
- Les polygones oranges correspondent aux délimitations effectuées par photo-interprétation et analyse de terrain.

Cette carte permet de mettre en avant des coulées avalancheuses en rive gauche et en rive droite du Valentin sur la zone étudiée. Celles-ci sont moins imposantes en rive gauche, canalisées dans de petits couloirs étroits, qu'en rive droite où elles concernent une zone d'1,4km de largeur, connue sous le nom de zone avalancheuse de Sciala.

Aucune coulée n'intersecte les tracés en rive gauche et en rive droite. Néanmoins, cela ne signifie pas que l'atteinte du tracé par un phénomène avalancheux n'est pas possible.



La zone objet de la procédure est potentiellement concernée par le risque d'avalanche.

■ Feux de forêt

On parle de feu de forêt lorsqu'un feu concerne une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. On étend la notion de feu de forêt aux incendies concernant des formations subforestières de petite taille : le maquis, la garrigue et les landes. Généralement, la période de l'année la plus propice aux feux de forêt est l'été, car aux effets conjugués de la sécheresse et d'une faible teneur en eau des sols, viennent s'ajouter les travaux en forêt.

Le DDRM précise que le risque de feu de forêt est non négligeable en période hivernale dans les zones montagnardes où se pratique l'écobuage pastoral, telles que les communes de la Vallée d'Ossau dont Eaux-Bonnes fait partie.



La zone objet de la procédure comprend des boisements connectés à un ensemble forestier conséquent. Elle est donc concernée par le risque de feux de forêt.

■ **Mouvements de terrain**

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les volumes en jeux sont compris entre quelques m³ et des millions de m³ (voire dizaines de millions de m³). Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour).

D'après les données de la plateforme nationale Géorisques, **4 mouvements de terrain ponctuels** ont été recensés sur la commune. Il s'agit de 3 glissements de terrain et d'une chute de blocs ou éboulement.

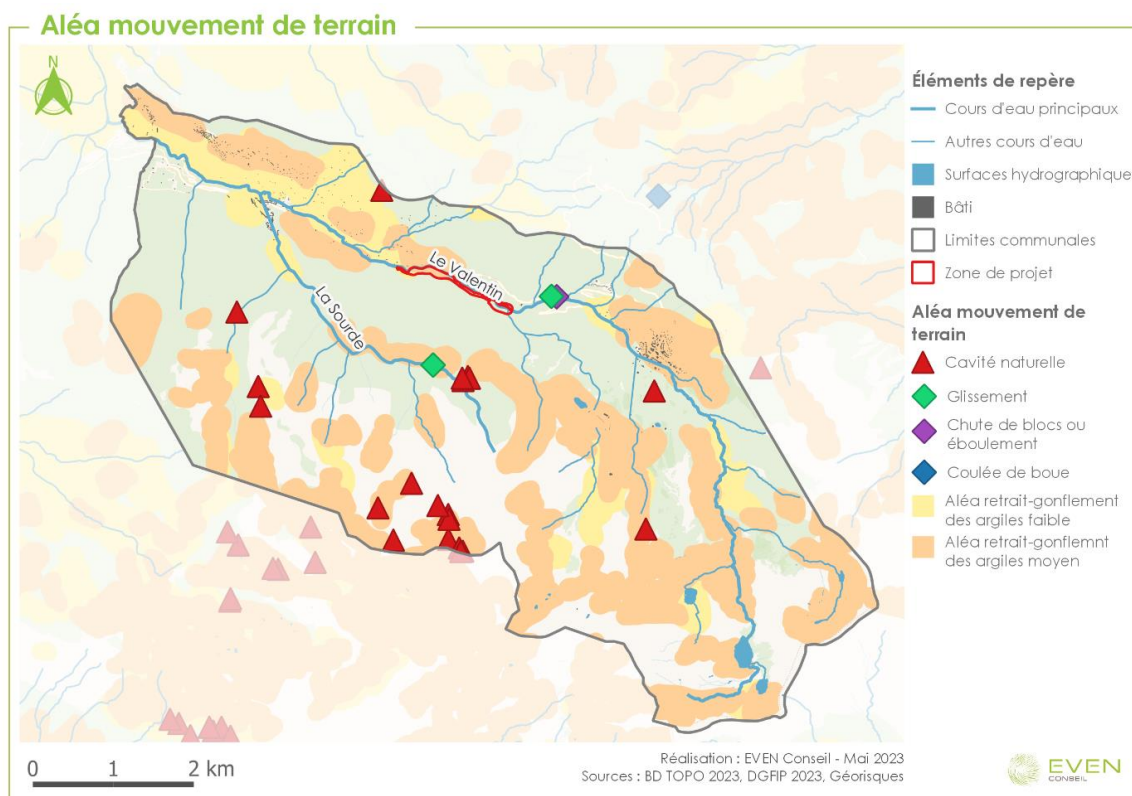
De plus, **20 cavités naturelles** sont identifiées sur la commune. Elles représentent un danger car elles peuvent affecter la stabilité des sols et entraîner des mouvements de terrain.

L'**aléa de retrait-gonflement des argiles**, associé à la propriété des argiles à pouvoir changer de volume en fonction de leur capacité d'absorption, est estimé **faible à moyen** sur la commune.

Enfin, la totalité du territoire communal se situe en **zone de sismicité moyenne (niveau 4 sur 5) dans le zonage sismique de la France**, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2011. Dans cette zone, des précautions parasismiques adaptées à la nature des bâtiments doivent être mises en place (articles R563-1 à D563-8-1 du Code de l'Environnement et Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »).



Aucun mouvement de terrain ou cavité n'est recensé à proximité de la zone objet de la procédure (à moins de 500 m). Celle-ci est concernée sur sa partie Ouest par un aléa de retrait-gonflement des argiles faible à moyen et se situe en zone de sismicité moyenne (niveau 4 sur 5 dans le zonage sismique de la France).



Carte 23 : Aléa mouvement de terrain sur la commune (EVEN Conseil)

■ Inondation

Une inondation correspond à la submersion temporaire de zones habituellement hors d'eau. Elle peut être due au débordement d'un cours d'eau, au ruissellement et à l'accumulation d'eaux pluviales, à une remontée de nappe phréatique, ou à une submersion marine.

D'après le DDRM des Pyrénées-Atlantiques, la commune d'Eaux-Bonnes est particulièrement concernée par les **crues torrentielles**. Il s'agit de crues dévastatrices provoquées par des précipitations extrêmes s'abattant sur des bassins versants fortement pentus (vitesse d'écoulement > 3m/s) et générant des coulées de boues et du transport solide. Ces crues se produisent sur l'amont des bassins versants, en site de montagne. Elles sont particulièrement dommageables, voire désastreuses.



La zone objet de la procédure est localisée en bordure du Valentin. Elle est donc potentiellement concernée par le risque d'inondation par crue torrentielle.

■ Radon

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte chimiquement. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans le sol et les roches. Présent partout avec une concentration très variable, il peut s'accumuler dans les espaces clos comme les bâtiments. Son inhalation conduit à augmenter le risque de développer un cancer, bien que cette augmentation soit proportionnelle au niveau d'exposition.

Le potentiel radon des sols représente la capacité du sol à émettre du radon. La cartographie des zones à potentiel radon des sols établie par l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) identifie les zones sur lesquelles la présence de radon à des concentrations élevées dans les bâtiments est la plus probable. La commune d'Eaux-Bonnes est concernée par un **potentiel radon de catégorie 1 sur 3** (présence de formations géologiques présentant les teneurs les plus faibles en uranium du territoire métropolitain, grande majorité de bâtiments présentant des concentrations en radon faibles).



La zone objet de la procédure présente un potentiel radon de catégorie 1 sur 3 (concentrations faibles en radon dans les bâtiments).

■ Zonage réglementaire lié aux risques naturels

La commune d'Eaux-Bonnes fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques approuvé par arrêté préfectoral le 4 juin 1991, révisé le 20 novembre 2013. Celui-ci traite des aléas avalanche, inondation, crue torrentielle, glissement de terrain, chute de pierres et/ou de blocs, séisme. Il définit sur la commune des zones rouges inconstructibles et des zones bleues constructibles sous conditions au regard des risques générés par ces aléas.



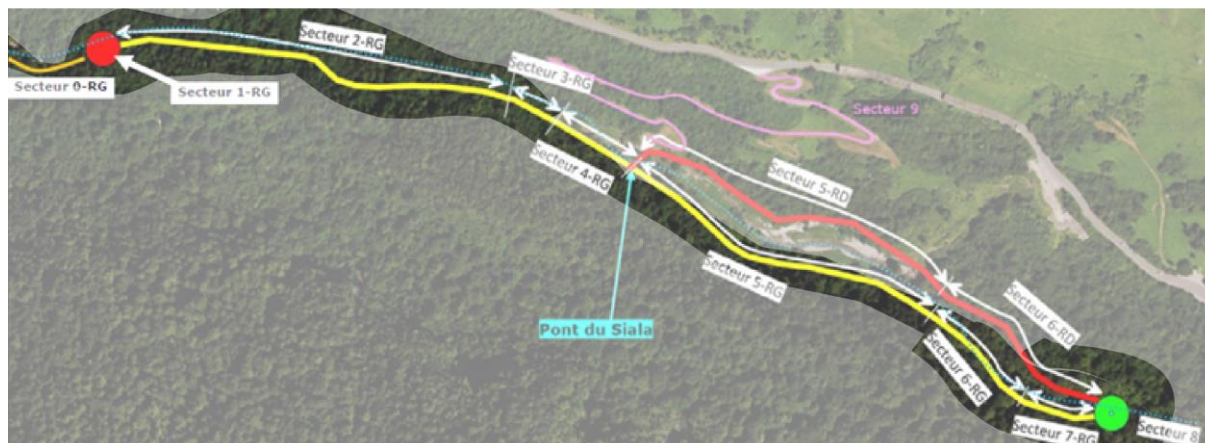
L'extrémité Ouest de la zone objet de la procédure est concernée par une zone rouge (inconstructible) du PPR communal.



Carte 24 : Emprise du zonage du Plan de Prévention des Risques sur la zone objet de la procédure (EVEN Conseil)

■ **Qualification des aléas par type de risque naturel à l'échelle du secteur d'étude (source : étude géotechnique préalable réalisée par Géolithe)**

Les aléas ont été définis par rapport à la position du tracé transmis sans tenir compte du mode de réalisation du projet.



Carte 25 : Sectorisation du site dans le cadre de l'étude géotechnique préalable / Etude géotechnique préalable, Géolithe.

Tableau 3 : Qualification des aléas pour chaque site naturel sur chaque secteur d'étude / Etude géotechnique préalable, Géolithe.

	Secteurs	Longueur horizontale approximative	Qualification du <u>niveau d'aléas</u> sur chacun des secteurs définis §3.6					
			Eboulement rocheux	Glissement de terrain	Avalanche	Crue / Erosion berges	Séisme	Retrait / Gonfl. Argiles
-	Secteur 0	~400m	Moyen	Moyen	Faible	Fort	Moyen	Moyen
Linéaire commun aux 2 tracés - rive gauche	Secteur 1 RG	Usine	Moyen	Moyen	Faible	Fort	Moyen	Moyen
	Secteur 2 RG	620m	Faible	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Moyen
	Secteur 3 RG	80m	Faible	Fort	Faible	Moyen	Moyen	Moyen
	Secteur 4 RG	195m	Faible	Faible	Faible	Fort	Moyen	Non Concerné
Tracé rive gauche	Secteur 5 RG	490m	Moyen	Moyen	Faible	Moyen	Moyen	Non Concerné
	Secteur 6 RG	260m	Moyen	Moyen	Faible	Faible	Moyen	Non Concerné
	Secteur 7 RG	150m	Moyen	Fort	Faible	Fort	Moyen	Non Concerné
Tracé rive droite	Secteur 5 RD	530m	Moyen	Très fort	Faible	Fort	Moyen	Non Concerné
	Secteur 6 RD	400m	Moyen	Très fort	Faible	Moyen	Moyen	Non Concerné
-	Secteur 8	Prise d'eau	Moyen	Moyen	Faible	Très Fort	Moyen	Non Concerné
-	Secteur 9	Piste d'accès	Moyen	Moyen	Moyen	Fort	Moyen	Non Concerné

Ce tableau de synthèse des aléas réalisé par Géolithe dans le cadre de l'étude géotechnique préalable permet de mettre en avant une sensibilité particulière du site à l'aléa glissement de terrain et crue/érosion des berges. Ces aléas sont, de plus, particulièrement fort sur le secteur de la rive droite, concernée à la marge par la procédure d'évolution du PLU.



D'après l'étude géotechnique préalable menée par Géolithe, le site d'étude est concerné :

- Par un aléa glissement de terrain de niveau fort sur le secteur 3, et le secteur 7 ;
- Par un aléa crue/érosion des berges sur le secteur 4 et 7.

b - Risques technologiques

■ Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) est un établissement dont l'activité présente un risque ou un inconvénient pour l'environnement. Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, l'Etat a répertorié les établissements les plus dangereux, les a soumis à réglementation et les contrôle en permanence. Certains d'entre eux, particulièrement dangereux en raison de la nature des produits qu'ils utilisent, traitent ou stockent, sont par ailleurs soumis à la Directive « SEVESO 2 ».

D'après Géorisques, aucune ICPE n'est recensée sur la commune



Aucune ICPE n'est recensée au droit ou à proximité de la zone objet de la procédure.

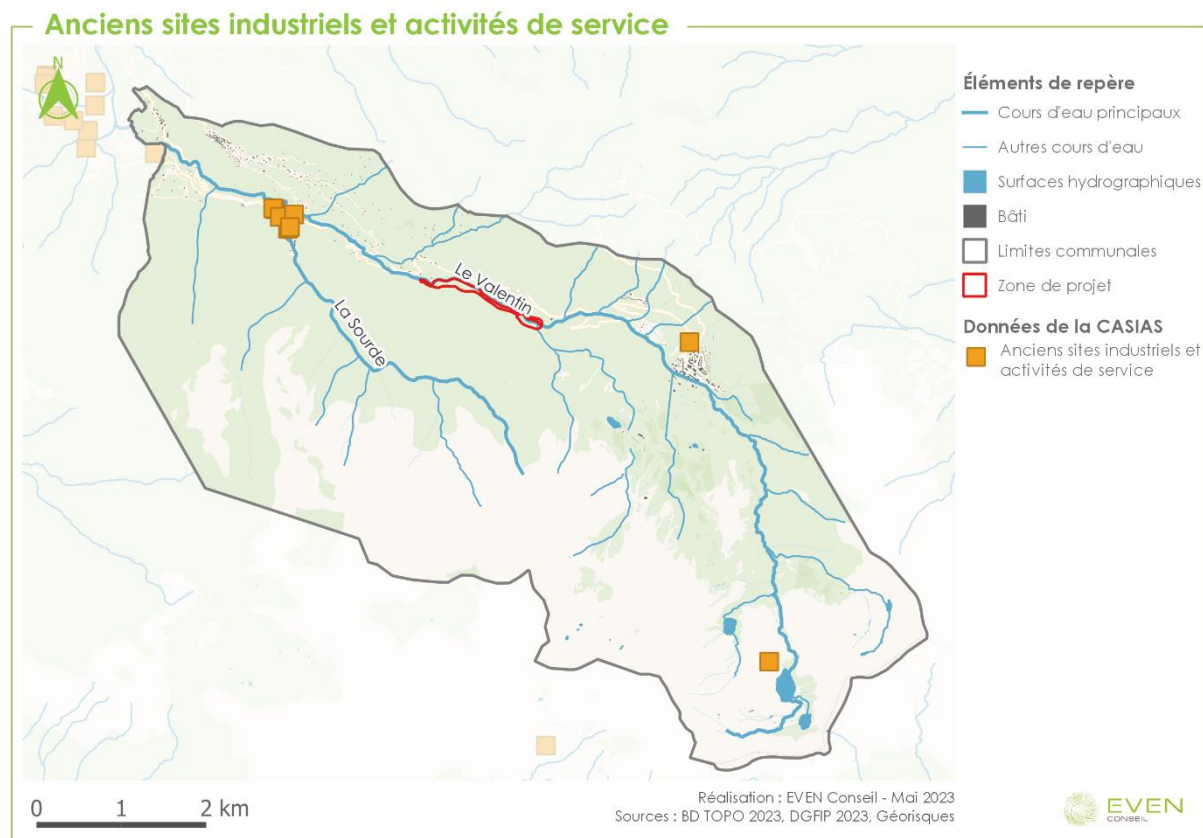
■ Anciens sites industriels et activités de service

La carte des anciens sites industriels et activités de services (CASIAS) recense les anciennes activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il peut s'agir d'anciennes activités industrielles (qu'il s'agisse d'industries lourdes, manufacturières, etc.) ou encore d'anciennes activités de services potentiellement polluantes (par exemple les blanchisseries, les stations-services et garages, etc.). La carte CASIAS a été élaborée à partir de l'ancienne base de données des anciens sites industriels et activités de services intitulée « BASIAS ».

D'après Géorisques, **8 de ces sites** sont recensés sur la commune. Il s'agit d'anciens dépôts d'essence et de stations-service situés au niveau du bourg principal ou de Gourette, ainsi que de l'ancienne concession minière d'Anglas à proximité du lac d'Uziou.



Aucun ancien site industriel ou activité de service n'est recensé au droit ou à proximité de la zone objet de la procédure.



Carte 26 : Anciens sites et activités de service sur la commune (EVEN Conseil)

■ Informations de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL)

La nécessité de connaître les sites pollués (ou potentiellement pollués), de les traiter le cas échéant, en lien notamment avec l'usage prévu, d'informer le public et les acteurs locaux, d'assurer la traçabilité des pollutions et des risques y compris après traitement a conduit le ministère chargé de l'environnement à créer la base de données BASOL. Depuis, un nouveau système d'information a été mis en place par le ministère chargé de l'environnement et permet la cartographie de ces sites (ex-BASOL) à l'échelle de la parcelle cadastrale.

D'après Géoportail, aucun site recensé dans l'ex-BASOL n'est présent sur la commune.



Aucun site recensé dans l'ex-BASOL ne se trouve au droit ou à proximité de la zone objet de la procédure.

■ Rupture de barrage

Les barrages, jouent un rôle essentiel dans le département des Pyrénées-Atlantiques, en contribuant notamment à la protection contre les inondations, à la mobilisation de la ressource en eau et à la production d'énergie électrique.

D'après le DDRM des Pyrénées-Atlantiques, la commune d'Eaux-Bonnes n'est pas concernée par le risque de rupture de barrage.



La zone objet de la procédure n'est pas concernée par le risque de rupture de barrage.

■ **Transport de matières dangereuses**

Les risques associés au transport de matières dangereuses sont consécutifs à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation et déversant des matières dangereuses. Celui-ci peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement. Ces risques sont à mettre en relation avec les risques générés par les ICPE classées SEVESO.

D'après la DDRM des Pyrénées-Atlantiques, les risques associés au transport de matières dangereuses sont présents sur l'ensemble du département mais aucune infrastructure de transport de la commune ne présente de risque majeur (pas d'axe routier ou ferroviaire majeur). De plus, aucun réseau de canalisations transportant du gaz n'est recensé sur la commune (les données de Géorisques, de la plateforme SIGENA de la région Nouvelle-Aquitaine ainsi que les données de GRDF ont été consultées).



La zone objet de la procédure se situe à proximité de la D918. Cette route ne constitue cependant pas un axe majeur départemental pour le transport de matières dangereuses. Aucun réseau de transport de gaz n'est recensé au droit de la zone objet de la procédure.

c - Nuisances sonores

Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre dans les Pyrénées-Atlantiques relève de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2019 qui actualise les classements sonores de 1999, 2002 et 2004.

Les infrastructures de transports terrestres sont classées en 5 catégories. A chaque catégorie est associée une largeur de secteur affecté par le bruit, qui s'étend de part et d'autre de l'infrastructure classée, et un niveau sonore à prendre en compte par les constructeurs et les isollements de façade à mettre en œuvre.

La commune d'Eaux-Bonnes ne comporte aucune infrastructure de transport terrestre classée.



La zone objet de la procédure se trouve à proximité de la D918 qui ne figure pas dans le classement sonore des infrastructures de transport terrestre dans les Pyrénées-Atlantiques.

I.6 - Consommation et production énergétique

a - Etat des lieux de la consommation énergétique à l'échelle de la communauté de communes

D'après les données de l'Agence Régionale d'Évaluation environnement et Climat de Nouvelle-Aquitaine (disponibles sur la plateforme Terristory), la consommation énergétique de la communauté de communes de la Vallée d'Ossau était de 21,65 MWh/habitant en 2020.

Le secteur résidentiel est le premier secteur consommateur d'énergie de la communauté de communes, suivi par le secteur des transports. L'agriculture est le secteur le moins consommateur mais le plus émetteur de GES avec une émission de 58 kt en équivalent CO₂, lié à la prévalence de l'élevage.

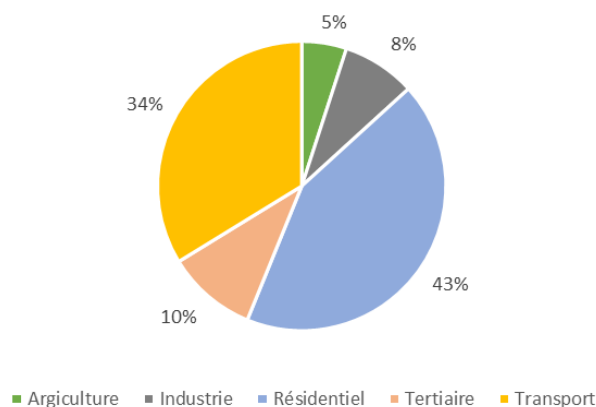


Figure 1 : Consommation d'énergie par secteur sur la communauté de communes de la Vallée d'Ossau en 2020 (AREC Nouvelle-Aquitaine)

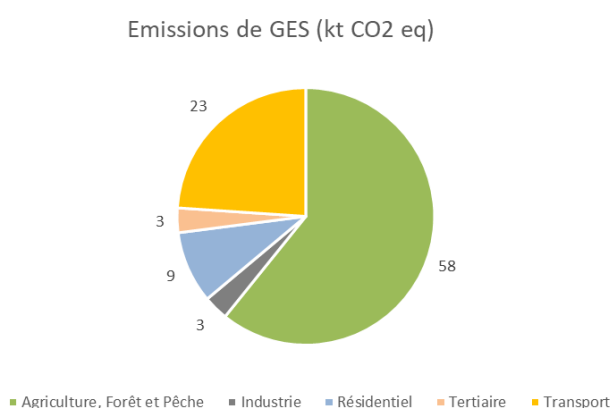


Figure 2 : Emissions de GES (kt CO₂ eq) (AREC Nouvelle-Aquitaine)

b - L'énergie hydraulique : principale source de production d'énergie

En 2020, la production d'énergie renouvelable de la communauté de communes correspondait à 313,82% de sa consommation énergétique totale. 87% des 658,33 Gwh produits cette année correspondaient à de l'énergie hydraulique.

Les installations sur la commune d'Eaux-Bonnes contribuent à cette production. D'après les données du Système d'information sur l'Eau Adour-Garonne (SIE AG), 3 usines hydroélectriques sont actuellement en fonctionnement sur le territoire communal et utilisent la force de l'eau du Valentin :

- L'usine d'Assouste, exploitée par la Société Hydro-électrique du Midi ;
- L'usine du bourg d'Eaux-Bonnes, exploitée par la Société Hydro-électrique du Midi ;
- La centrale du Pont du Goua exploitée par la SARL Tribouly.



La zone objet de la procédure est située en bordure du Valentin, sur lequel sont actuellement implantées 3 usines hydroélectriques en fonctionnement.

I.7 - Synthèse des composantes environnementales

Le tableau suivant présente une synthèse des principales caractéristiques environnementales qui concernent le site de projet et qui pourraient être affectées par la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU.

THÉMATIQUE	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES	NIVEAU DE SENSIBILITÉ DE LA THÉMATIQUE
MILIEU PHYSIQUE	<ul style="list-style-type: none"> Versant à pente importante de direction Sud-Nord (environ 30 m de dénivelé au plus large de la zone objet de la procédure) Zone en bordure du Valentin comprenant la partie aval du Ravin d'Esperta (cours d'eau temporaire affluent du Valentin) Zone sur un ensemble géologique calcaire et est caractérisée par des brunisols 	/
PATRIMOINE PAYSAGER ET BÂTI	<ul style="list-style-type: none"> Versant boisé d'une vallée assez encaissée Zone en bordure de cours d'eau Zone peu visible depuis la D918 se situant à proximité Zone concernée par le site classé de la vallée du Valentin sur sa partie Ouest 	FAIBLE-MODERE
MILIEUX NATURELS	<ul style="list-style-type: none"> 2 ZNIEFF de type 1, 2 ZNIEFF de type 2, 1 ZICO, 2 zones Natura 2000 de type ZSC et 1 zone Natura 2000 de type ZPS, 7 PNA ; Frayère de type « 1p » (ciblant le chabot et la truite fario) identifiée par l'arrêté préfectoral n°2014289-0016 relatif aux frayères et zones d'alimentation ou de croissance de la faune piscicole dans les cours d'eau du département des Pyrénées-Atlantiques ; D'après l'état des lieux des continuités écologiques d'Aquitaine : <ul style="list-style-type: none"> Présence d'un réservoir de biodiversité boisé et un corridor écologique humide ; Le tronçon du Valentin au niveau de la zone est considéré comme appartenant à la trame bleue ; Aucune zone humide effective recensée au droit de la zone objet de la procédure (SIE Adour-Garonne) <p>Sur l'aire d'étude de l'étude d'impact, ayant un périmètre recoupant partiellement la zone d'étude de la déclaration de projet, ont été recensés lors d'inventaires terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> 25 espèces de rhopalocères et 2 espèces d'hétérocères diurnes (aucune espèce au statut patrimonial ou de protection, enjeu local faible) ; 4 espèces d'orthoptères (aucune espèce au statut patrimonial ou de protection, enjeu local faible) ; 	FORT

	<ul style="list-style-type: none"> 2 espèces d'amphibiens : la grenouille rousse et le triton palmé (protégés au niveau national et à enjeu local modéré). D'autres espèces sont susceptibles d'être présentes sur site, à l'image du Calotriton des Pyrénées et de la Salamandre tachetée, espèces citées sur le territoire communal ; 3 espèces de reptiles : le lézard des murailles (enjeu local faible), le lézard vivipare (enjeu local fort) et la vipère aspic (enjeu local fort), protégés au niveau national ; 47 espèces d'oiseaux inventoriés en période hivernale et 50 espèces d'oiseaux inventoriés en période de nidification (enjeu local fort pour l'aigle royal et le milan noir protégés à l'échelle nationale, enjeu local modéré pour 15 espèces inventoriées en période hivernale et pour 11 inventoriées en période de nidification, enjeu local faible pour les autres espèces inventoriées) ; 3 espèces de mammifères hors chiroptères : l'écureuil roux (enjeu local modéré, protégé à l'échelle nationale), le renard roux (enjeu local faible) et le sanglier (enjeu local faible) ; 14 espèces de chiroptères au moins (différentes espèces écoutées indéterminées) (5 espèces à enjeu local fort et 9 espèces à enjeu local modéré, toutes protégées à l'échelle nationale) ; 1 espèce de poisson : la truite commune (espèce protégée au niveau national). Une vaste zone humide, située à proximité immédiate du site d'étude. <p>La zone objet de la procédure correspond à certains secteurs de la rive gauche et de l'amont du Valentin au sein de l'aire étudiée dans l'étude d'impact. Des enjeux écologiques locaux de niveau faible à fort y sont identifiés.</p>	
RESSOURCE EN EAU	<ul style="list-style-type: none"> Périmètre de protection éloignée de captage d'eau destinée à la consommation humaine Présence d'ouvrages hydroélectriques en amont et en aval 	FAIBLE
RISQUES ET NUISANCES	<ul style="list-style-type: none"> Risque d'avalanche Risque feu de forêt (boisements connectés à un ensemble forestier conséquent) Aucun mouvement de terrain ou cavité recensé à proximité de la zone (à moins de 500 m) Aléa de retrait-gonflement des argiles faible à moyen sur la partie Ouest de la zone Zone de sismicité moyenne (niveau 4 sur 5 dans le zonage sismique de la France) Risque d'inondation en particulier par crue torrentielle Potentiel radon de catégorie 1 sur 3 (concentrations faibles en radon dans les bâtiments) 	MODERE

	<ul style="list-style-type: none"> • L'extrémité Ouest de la zone d'étude est concernée par une zone rouge (inconstructible) du PPR communal (traitant des aléas avalanche, inondation, crue torrentielle, glissement de terrain, chute de pierres et/ou de blocs, séisme) • Aucune ICPE au droit ou à proximité de la zone • Aucun ancien site industriel ou activité de service au droit ou à proximité de la zone • Aucun site recensé dans l'ex-BASOL au droit ou à proximité de la zone • Aucun risque de rupture de barrage • Zone à proximité de la D 918 ne constituant cependant pas un axe majeur départemental pour le transport de matières dangereuses • Aucun réseau de transport de gaz au droit ou à proximité de la zone • Zone à proximité de la D918 ne figurant pas dans le classement sonore des infrastructures de transport terrestre dans les Pyrénées-Atlantiques 	
CONSOMMATION ET PRODUCTION ENERGETIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • La zone objet de la procédure est située en bordure du Valentin, sur lequel la commune compte 3 usines hydroélectriques. 	/

II. EXPOSE DES EFFETS NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

II.1 - Rappel des modifications apportées au PLU de la commune d'Eaux-Bonnes

a - Rappel des objets de la déclaration de projet

La présente procédure de mise en compatibilité a pour objectif de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eaux-Bonnes afin de permettre l'implantation d'une centrale hydroélectrique sur le secteur « le Valentin ». Les objets déclinés dans le dossier de déclaration de projet sont :

- La modification d'un périmètre d'un secteur actuellement classé en espace boisé classé (EBC) ;
- La modification d'un périmètre d'un secteur actuellement classé en espace libre protégé (ELP) ;
- La modification du classement d'un secteur classé en zone naturelle (N) en secteur Ne ;
- La modification du règlement écrit de la zone naturelle Ne du PLU.

Il est rappelé que l'évaluation environnementale présentement déclinée vise à évaluer les effets notables de l'évolution du PLU sur l'environnement, et non les incidences sur l'environnement du projet mis en œuvre sur le site. Il est également rappelé que la procédure d'implantation de la centrale hydroélectrique fait l'objet d'une étude d'impact visant à évaluer les incidences sur l'environnement de la mise en œuvre du projet, ainsi que les mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation prévues.

b - Détail des conséquences réglementaires induites par la procédure d'évolution du PLU

Sur **la zone Ne dans son emprise totale après modification du zonage**, la modification du règlement écrit entraînera les conséquences suivantes :

- Autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol ;
- Suppression des conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public pour les équipements liés à la production d'énergie électrique ;
- Suppression des conditions d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques pour les équipements liés à la production d'énergie électrique ;
- Suppression des conditions d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ;
- Suppression des conditions de hauteur maximum des constructions pour les équipements liés à la production d'énergie électrique, toutefois avec ajout de la mention suivante : « Cependant, la hauteur de ces constructions devra être

minimisée pour une meilleure intégration paysagère, dans la limite des restrictions techniques » ;

Plus précisément, **sur l'emprise de la zone objet de la procédure**, la suppression des prescriptions graphiques « espace boisé classé » et « espace libre protégé » ainsi que le passage du zonage N au zonage Ne (avec modifications du règlement écrit comprises) aura les conséquences suivantes :

- Autorisation des équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique (centrale hydroélectrique...) ;
- Autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol ;
- Suppression des conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public pour les équipements liés à la production d'énergie électrique ;
- Suppression des conditions d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques pour les équipements liés à la production d'énergie électrique ;
- Suppression des conditions d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives pour les équipements liés à la production d'énergie électrique ;
- Suppression des conditions de hauteur maximum des constructions pour les équipements liés à la production d'énergie électrique, toutefois avec ajout de la mention suivante : « Cependant, la hauteur de ces constructions devra être minimisée pour une meilleure intégration paysagère, dans la limite des restrictions techniques » ;
- Suppression de l'interdiction stricte de toute nouvelle construction et de la nécessité de présentation d'un programme justificatif joint à une demande d'autorisation pour les aménagements (cette modification est liée aux Espaces Libres Protégés) ;
- Suppression de l'obligation de respecter les prescriptions de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme (anciennement article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) :
 - Suppression de l'interdiction de tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements ;
 - Suppression du rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue à l'article 157 du code forestier ;
 - Suppression des modalités de soumission des coupes et abattages d'arbres à autorisation préalable.

II.2 - Perspectives d'évolutions du site (scénario au fil de l'eau)

En l'absence de projet, l'aménagement de **la zone Ne dans son emprise actuelle** aurait pu être modifiée selon les prescriptions du règlement écrit pour ce type de zones : des installations et équipements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique aurait pu être implantés.

En l'absence de projet, l'aménagement de **la zone objet de la procédure** aurait pu être modifié selon les prescriptions du règlement écrit pour les zones N, qui interdit toute construction nouvelle, sauf celles liées et nécessaires aux ouvrages ou services publics et d'intérêt générale.

La présence **d'Espace Boisé Classé** sur le site aurait limité les possibilités de coupes et de défrichement, tandis que la présence d'**Espace Libre Protégé** interdit toute construction nouvelle mais autorise les aménagements (traversées de voies nouvelles, parkings, allées piétonnes, ouvrages publics, etc.), sous réserve de présentation d'un programme justificatif joint à une demande d'autorisation.

En synthèse, sans procédure de modification, le site aurait pu :

- Accueillir une infrastructure de production d'électricité sur la partie classée Ne ;
- Accueillir des aménagement d'accueil du public, sous réserve de justification ;
- Rester sans constructions ni aménagement. L'évolution de la zone aurait donc reposé sur la dynamique naturelle d'évolution des milieux : maintien du couvert forestier ou transition du couvert de plantes herbacées vers des arbustes et jeunes arbres, etc.

II.3 - Effets notables prévisibles sur le patrimoine paysager et bâti

a - Incidences potentiellement induites par le projet d'évolution du PLU

Sur **la zone Ne dans son emprise totale après modification du zonage**, l'autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol pourra affecter directement les perceptions paysagères. De plus, les modifications suivantes pourront avoir un impact négatif sur l'insertion des constructions autorisées dans leur environnement :

- Suppression des conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public pour les équipements liés à la production d'énergie électrique ;
- Suppression des conditions d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques pour les équipements liés à la production d'énergie électrique ;
- Suppression des conditions d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ;
- Suppression des conditions de hauteur maximum des constructions pour les équipements liés à la production d'énergie électrique.

Toutefois, en zone Ne, seules sont autorisées les constructions nouvelles liées et nécessaires aux ouvrages et services publics d'intérêt général, les équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique, les restaurations, extensions et changements de destination des constructions existantes. D'autre part, la modification du règlement ajoute la mention « *Cependant, la hauteur de ces constructions devra être minimisée pour une meilleure intégration paysagère, dans la limite des restrictions techniques* » s'appliquant aux constructions non soumises à des hauteurs maximum. Le PLU régleme aussi l'aspect extérieur des constructions (cf. article N 11).

Concernant la suppression des conditions de desserte, les accès pour le futur aménagement hydroélectrique seront en grande partie existants.

En complément, sur **la zone objet de la procédure**, le déclassement de l'espace libre protégé entraînant une suppression de l'interdiction stricte de toute nouvelle construction et de la nécessité de présentation d'un programme justificatif joint à une demande d'autorisation pour les aménagements augmentera les possibilités de construction, qui restent toutefois limitées par les prescriptions déclinées par le règlement écrit. De même, le déclassement de l'espace boisé classé entraînant la suppression de l'obligation de respecter les prescriptions de l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme est de nature à faciliter l'enlèvement de la végétation sur la zone objet de la procédure.

Toutefois, il convient de rappeler que certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13). De plus, des dispositions réglementaires propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent.

De plus, la zone objet de la procédure ne présente qu'une sensibilité faible à modéré sur la thématique du patrimoine paysager et bâti (présence d'un site classé à l'extrémité Ouest mais versant peu visible d'une vallée encaissée). Également, le site a seulement la possibilité

d'accueillir un seul projet sur la zone concernée, et donc un nombre limité de constructions à prévoir : une prise d'eau et un bâtiment usine, tous deux de faible emprise.

Ainsi, l'impact de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sur le patrimoine paysager et bâti est donc considéré comme faible.

b - Incidences potentiellement induites pendant la phase travaux du projet (cf. étude d'impact du projet de centre hydroélectrique du Valentin)

Les travaux seront réalisés dans un secteur naturel, mais marqué de l'empreinte anthropique. Les travaux, masqués partiellement par l'environnement boisé, resteront cependant ponctuellement visibles depuis la route départementale RD918. Le site de la base de vie sera le secteur le plus sensible d'un point de vue paysager et humain. L'impact visuel du chantier sera ici plus élevé en lien avec la facilité d'accès à cette zone (espace de camping sauvage).

L'impact du chantier sur le patrimoine paysager et bâti est donc considéré comme modéré à faible.

c - Incidences potentiellement induites pendant la phase d'exploitation du projet (cf. étude d'impact du projet de centre hydroélectrique du Valentin)

Les organes enterrés du projet n'auront pas d'impact visuel sur le paysage. Les bâtiments aériens seront de faible emprise et hauteur, limitant ainsi les impacts visuels perçus depuis l'environnement proche (bâtiment de la centrale cachée par la ripisylve et la prise d'eau en retrait de la RD918). Le bâtiment respectera les règles d'urbanisme en vigueur. Une attention particulière sera dédiée à l'impact paysager du bâtiment usine afin qu'il soit bien intégré dans son environnement extérieur. La prise d'eau sera localisée dans un secteur encaissé et boisé, non visible depuis la RD918.

L'impact de l'aménagement final sur le patrimoine paysager et bâti est donc considéré comme négligeable.

II.4 - Effets notables prévisibles sur les milieux naturels

a - Incidences potentiellement induites par le projet d'évolution du PLU

Sur **la zone Ne dans son emprise totale après modification du zonage**, l'autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol pourra affecter directement la qualité et la fonctionnalité des milieux naturels (suppression d'éléments végétaux, dégradation ou destruction d'habitats...).

En complément, sur **la zone objet de la procédure**, le déclassement de l'espace libre protégé augmentera les possibilités de construction et donc de consommation d'espace. Cependant, seules des nouvelles constructions liées et nécessaires aux ouvrages et services publics d'intérêt général et les équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique seront autorisés. De plus, seul un aménagement hydroélectrique est installable sur ce site et donc un nombre limité de constructions à prévoir : une prise d'eau, une conduite forcée enterrée et un bâtiment usine, tous deux de faible emprise. Également, l'aménagement prévu utilisera les pistes déjà existantes. Au vu du site et de ses caractéristiques, il n'est pas possible d'installer des éoliennes ni des panneaux solaires. Les zones de montagnes sont généralement d'avantage propices à des centrales hydroélectriques qu'à des centrales photovoltaïques ou éoliennes. En effet, les effets de masque (ombrages portés par les massifs environnants), l'urbanisation et les accès difficiles compliquent l'installation de ces sources de production d'énergie.

De même, le déclassement de l'espace boisé classé entraînant la suppression de l'obligation de respecter les prescriptions de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme est de nature à faciliter l'enlèvement de la végétation sur la zone objet de la procédure. Le règlement de la zone N prend tout de même des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13).

La zone objet de la procédure est concernée par de nombreux périmètres de reconnaissance du patrimoine naturel et comporte des éléments identifiés comme parties intégrantes des continuités écologiques boisées et humides. Les espèces et habitats recensés sur l'aire d'étude de l'étude d'impact témoignent de la présence d'enjeux écologiques faibles à forts.

Toutefois, il convient de rappeler que certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent. Les possibilités d'altération des habitats sont donc partiellement limitées.

L'impact de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sur les milieux naturels est donc considéré comme modéré à fort.

b - Incidences potentiellement induites pendant la phase travaux du projet (cf. étude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin)

■ Incidences sur la continuité écologique

Un batardage de l'emprise travaux pour la future prise d'eau est prévu sur le Valentin. Le batardage sera réalisé en 2 phases consécutives. A chaque phase, une seule rive et la moitié

du cours d'eau seront traités et isolés par un batardeau en demi-cercle pour permettre la libre circulation de l'eau et des organismes sur l'autre demi-section du cours d'eau.

Aucune rupture de l'écoulement n'est ainsi prévue, la continuité écologique étant maintenue à l'identique par rapport à la situation initiale. Ainsi pour la faune piscicole la montaison et dévalaison sera maintenue. En outre, l'enjeu du transit sédimentaire ne sera pas concerné, les travaux étant réalisés hors période crues.

La continuité biologique sera donc assurée tout au long des travaux. L'impact du chantier sur la continuité écologique est donc considéré comme modéré à faible.

■ Incidences sur la faune macro-benthique

En ce qui concerne les macroinvertébrés, la phase de travaux en rivière peut entraîner un risque non négligeable de destruction directe des individus et de leurs habitats dans le cas de départ important de MES (matières en suspension) vers l'aval ou d'une dégradation significative de la qualité de l'eau. Sur l'emprise de la prise d'eau, en phase travaux, un impact localisé sera en lien avec la destruction même des habitats, qui sera négligeable au regard de la surface totale concernée par le projet.

Aucun impact sur la qualité de l'eau n'est cependant envisagé. Le respect de la continuité écologique permettra également de maintenir un continuum pour les habitats de la faune macro-benthique.

Au regard de la durée des travaux et des faibles emprises, l'impact du chantier sur la faune macro-benthique est donc considéré comme faible.

■ Incidences sur la faune piscicole et leurs habitats

L'emprise des travaux au niveau de la prise d'eau et éventuellement à la zone de restitution seront asséchées afin de permettre la mise en œuvre des aménagements, pouvant occasionner un impact direct de destruction des individus, ainsi que des habitats.

Toutefois, pour les habitats, les surfaces impactées seront relativement restreintes (environ 100 m² pour les batardeaux de la prise d'eau et 50 m² pour la zone de restitution). De plus, ces interventions seront limitées par le respect de zones et de périodes de reproduction de la Truite commune, c'est-à-dire de novembre à février. A ces mesures de protection des espèces piscicoles viendront s'ajouter des mesures de sauvegarde sous la forme de pêches électriques destinées à récupérer les poissons présents sur l'emprise des travaux dans le lit mineur au niveau des batardeaux.

L'impact du chantier sur la faune piscicole et leurs habitats est donc considéré comme faible.

■ Incidences sur les espèces (hors espèces piscicoles) et le milieu naturel

■ Sur les habitats

Plusieurs habitats d'intérêt communautaire à enjeu sur la zone d'étude seront impactés en phase travaux. L'étude d'impact décline plus précisément les milieux naturels susceptibles d'être touchés de manière notable.

- Sur les zones humides

Le site d'étude présente des zones humides susceptibles d'être touchées de manière notable pendant la phase de travaux. L'étude d'impact décline des mesures de réduction afin de limiter les impacts sur celles-ci.

- Sur la flore patrimoniale

Plusieurs espèces patrimoniales sont présentes sur l'aire d'étude. Aucune espèce à statut de protection n'a été observée. 29 espèces sont déterminantes ZNIEFF.

- Sur les invertébrés

Les insectes, pour la plupart peu mobiles en dehors des phases adultes, sont particulièrement vulnérables lors des stades œufs et larves. Aucune espèce protégée n'a été mise en évidence lors des inventaires, mais plusieurs espèces sont identifiées comme potentiellement présentes. Il s'agit du Damier de la Succise, du Cuivré des marais. Leurs plantes-hôtes sont présentes sur site.

Des habitats favorables seront impactés pendant la phase travaux. L'impact en phase travaux est jugé modéré.

Pour les insectes saproxylophages, un écologue sera présent lors de l'abattage des arbres afin de conserver les bois morts favorables à leur présence et ainsi diminuer l'impact du projet sur ces espèces.

- Sur les reptiles et les amphibiens

Plusieurs reptiles et amphibiens ont été observés sur le site lors de campagnes de prospections. Ces derniers sont tous protégés à l'échelle nationale. Un enjeu fort leur a été attribué. En plus de la destruction d'habitats, la phase travaux pourrait engendrer une destruction potentielle d'individus ainsi qu'une perturbation/dérangement de ces dernières, dû aux bruits, vibrations et poussières créés par le chantier.

L'impact en phase travaux est de ce fait jugé fort sur les reptiles et amphibiens. Les mesures de réduction du phasage des travaux et celle visant la mise en défens et préservation des zones humides permettront de réduire l'impact sur ces deux groupes.

- Sur l'avifaune

En ce qui concerne les groupes oiseaux, les impacts attendus du projet sur les habitats naturels sont principalement liés aux dégagements des emprises nécessaires aux travaux pour l'implantation de la conduite forcée sur les zones à défricher. Ces impacts sont jugés significatifs. L'impact en phase travaux se traduit par la destruction d'habitats et de sites de reproduction favorables aux oiseaux.

Toutefois, il convient de relativiser l'impact de cette destruction d'habitats. En effet, l'emprise des travaux est limitée par rapport au massif forestier, la conduite forcée suit sur la moitié de son linéaire la piste/sentier existant. De surcroît, les habitats de report/repli sont bien présents sur ce secteur. De plus des mesures spécifiques sont prévues au sein du projet : adaptation du phasage des travaux, intervention d'un écologue lors de l'abattage des arbres.

- Sur les mammifères (dont chiroptère)

Pour les chiroptères, deux périodes sont particulièrement sensibles : la reproduction/nidification (de novembre à février) et la mise-bas/élevage des jeunes (de mai à août). Sur ces périodes, le dérangement d'individus d'espèces protégées est jugé significatif lors des travaux à cause de la fréquentation du site.

Ainsi, des travaux engagés hors période de reproduction impliqueront un impact réduit sur ces espèces. Le phasage des travaux est donc d'une importance capitale.

L'impact en phase travaux se traduit par la destruction d'habitats et de sites de reproduction favorables aux chiroptères. Les travaux pourraient également entraîner la

destruction d'individus de chauves-souris pouvant hiberner dans le creux des arbres. Afin de réduire cet impact, des mesures spécifiques sont prévues au sein du projet : adaptation du phasage des travaux, intervention d'un écologue lors de l'abattage des arbres, abattage doux.

■ Sur la rivière

Les travaux en rivière peuvent avoir un impact sur la qualité de l'eau du Valentin mais également sur la configuration des berges sur les sites d'implantations de la future prise d'eau et au niveau de la restitution. Ces travaux pourraient impacter directement (ou indirectement) les mammifères semi-aquatiques identifiés ou potentiellement présents dans le cours d'eau (Desman, Loutre), tout comme le Calotriton des Pyrénées, potentiellement présents sur ce secteur.

Concernant l'avifaune, le Cincle plongeur, apparemment au cortège du milieu aquatique, sera impacté lors de la phase travaux par du dérangement (bruit, poussière...). Un phasage des travaux sera mis en place afin de réduire cet impact. A noter qu'aucun nid n'a été identifié au droit de la prise d'eau et de la restitution.

La Loutre présente une forte mobilité et un domaine vital relativement grand. Cette espèce reste peu impactée par le projet et sera fuyante par rapport aux dérangements ponctuels. De plus, aucune catiche n'a été identifiée au droit de la future prise d'eau.

Les habitats favorables du Desman et autres mammifères semi-aquatiques sont des berges relativement pentues avec des blocs et des racines, tandis que le Calotriton va privilégier en berges les zones ombragées des cours d'eau, voire à rester dissimulé sous les pierres reposant au fond du lit. Les espèces semi-aquatiques ont également la particularité de pouvoir s'adapter en phase terrestre pour rapidement faire face à des perturbations ponctuelles. Si l'on considère spécifiquement le Desman, il n'y a pas d'habitats favorables dans les zones de travaux dans le cours d'eau (prise d'eau et restitution). En outre, les berges potentiellement favorables à l'établissement de leur gîte ne seront pas concernées par les travaux.

Concernant les individus, le risque de mortalité est très faible, aucuns travaux ne seront réalisés au droit des berges potentiellement favorables à l'établissement de leur gîte (en aval du pont de Siala par exemple). Une circulation d'engins proche des berges est à prévoir, néanmoins elle sera suffisamment éloignée du cours d'eau qui limite drastiquement le risque d'écrasement. Toutefois, un dérangement des individus gîtés par le bruit et les vibrations du chantier peut être considéré.

La prise d'eau du Valentin sera donc concernée par ces incidences temporaires.

La mise en œuvre de batardeaux depuis la berge permettra de réduire les incidences sur la rivière, la totalité des travaux étant effectuée dans leur enceinte, limitant ainsi les risques de dégradation de la qualité de l'eau en aval. Les ressources trophiques (populations de macro-invertébrés ou de truites) dont se nourrissent la Loutre et le Desman seront ainsi préservées.

Le système de batardage retenu pour la réalisation du chantier ne sera pas non plus un obstacle aux déplacements de ces espèces puisqu'il s'effectuera en lit mineur, par demi-cours d'eau et que les berges, larges, resteront accessibles. Par ailleurs, le chantier sera à l'arrêt pendant la nuit, ne perturbant donc pas leur activité nocturne. Sur ce secteur, les travaux auront une incidence sur la configuration des berges puisque la ripisylve sera supprimée et qu'un linéaire restreint de berges sera reprofilé. Néanmoins, la zone de travaux des berges est peu propice à l'établissement de gîte de Desman.

Une incidence, modérée au vu du linéaire impacté, est envisagée sur ces mammifères semi-aquatiques si des gîtes sont présents au niveau des berges impactées. Une mesure est envisagée pour limiter cet impact.

En conclusion, les impacts des travaux sur le milieu naturel terrestre (faune, flore, habitats et zones humides) sont considérés comme moyens à forts. Pour éviter et réduire ces impacts, plusieurs mesures seront mises en œuvre : décalage de la période de travaux de défrichement, intervention écologue en préalable des travaux de défrichement, balisage et évitement des zones sensibles à enjeux, etc..

c - Incidences potentiellement induites pendant la phase d'exploitation du projet (cf. étude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin)

■ Incidences sur la continuité écologique

Sur le volet piscicole, l'installation de la prise d'eau entraînera une rupture dans le continuum biologique, le seuil constituant un obstacle infranchissable à la montaison de la truite. La prise d'eau du Valentin ne sera pas équipée d'ouvrage de montaison piscicole. La zone d'implantation de cet aménagement correspond actuellement à un faciès cascade en zone de gorge à forte discontinuité longitudinale qui limite la montaison piscicole. En outre, ce secteur présente une fragmentation naturelle de la continuité piscicole à raison d'un infranchissable naturel tous les 30 m en moyenne. Toutefois, cette prise d'eau sera équipée d'une grille de type Coanda (prise d'eau dite « par en-dessous »), elle sera ichtyocompatible à la dévalaison, avec une taille d'entrefer de 2mm.

Au même titre que pour la continuité piscicole, la création de la prise d'eau engendra une fragmentation de la continuité longitudinale. Le milieu présente naturellement un fort fractionnement de l'habitat, peu ou pas favorable à la présence du Desman, en conséquence l'ouvrage ne sera pas équipé d'aménagement spécifique.

L'aménagement sur le Valentin ne sera pas équipé d'ouvrage de montaison piscicole, le milieu présentant naturellement une forte fragmentation de la continuité longitudinale avec une prise d'eau située à l'aval immédiat de 700 m de gorges infranchissables.

Cet ouvrage n'aura pas d'impact sur la dévalaison piscicole. En effet, la prise d'eau sera équipée de grille Coanda et d'un exutoire de dévalaison. Elle sera considérée comme ichtyocompatible et garantira la dévalaison des poissons. La chute de ces derniers sera amortie par une fosse de réception.

■ Incidences sur la faune macro-benthique

La création de la prise d'eau n'aura pas de conséquence sur la communauté de macroinvertébrés implantée en amont, l'effet retenue très relatif, et s'apparente, à un faciès cascade qui s'écoule sur des dalles/rochers, peu susceptible de générer une altération du peuplement.

Au niveau du TCC, la réduction des débits pourra diversifier les caractéristiques habitationnelles des faciès, qui sont aujourd'hui exclusivement lotiques et rapides. Les tronçons concernés verront donc augmenter la diversité de leurs habitats au détriment de leurs superficies, pour des peuplements d'invertébrés relativement denses.

Aussi, dans une certaine mesure, la diminution globale des débits assurera la pérennité des supports intermédiaires tels que les pierres, bénéfiques au peuplement d'invertébrés en place en pérennisant leur stabilité.

Au niveau des macroinvertébrés les impacts seront négligeables. La mise en place d'un débit réservé modifiera le fonctionnement hydrologique du cours d'eau, en réduisant en partie la superficie en eau disponible, mais avec un effet potentiellement positif pour la stabilité des communautés et la disponibilité en habitats diversifiés.

■ Incidences sur la faune piscicole et leurs habitats

La création du futur aménagement du Valentin réduira le potentiel théorique d'habitats disponibles pour les différents stades de la truite commune, espèce cible prioritaire pour le cours d'eau concerné. Le secteur en aval de la future prise d'eau verra son débit moyen transitant réduit par la dérivation

La création d'un aménagement hydroélectrique sur le Valentin entraînera nécessairement une modification des habitats existants dans la mesure où le débit transitant sera diminué. Cela aura un impact négatif sur la disponibilité des habitats piscicoles en aval. Cet impact doit, toutefois, être relativisé au regard de la conservation des exigences piscicoles pour l'accomplissement de l'intégralité de leur cycle biologique défini sur ces milieux.

■ Incidences sur les espèces (hors espèces piscicoles) et le milieu naturel

La centrale va impacter définitivement certains milieux naturels spécifiques, notamment des milieux forestiers. Ceux-ci sont des zones favorables aux oiseaux et chiroptères, qui peuvent y nicher/gîter. De nombreuses zones de report sur le massif sont présentes de part et d'autre.

Le passage, abritant la conduite forcée enterrée, sera entretenu pour éviter l'installation de ligneux mais une revégétalisation naturelle du sol est à prévoir. Pour faciliter cette reprise, la partie supérieure de la conduite forcée sera recouverte d'une épaisseur de terre végétale et de matériaux fins. Pour rappel, la conduite forcée est enterrée sur quasi la moitié de son linéaire sous des pistes existantes.

La trouée réalisée pour la conduite forcée va permettre, le développement d'un cortège différent, constitué d'espèces floristiques héliophiles des milieux ouverts et, par prolongement, diversifier la mosaïque paysagère du site et les offres en habitats pour certains groupes faunistiques (reptiles, cortèges entomologiques).

Les effets négatifs de l'aménagement sur le milieu naturel, et particulièrement sur les oiseaux, les mammifères, les insectes, les reptiles et amphibiens, seront faibles en phase d'exploitation. Le bruit atténué de l'aménagement permettra à la faune de se réapproprier le site.

■ Incidences sur les espèces semi-aquatiques

■ Incidences sur le Desman des Pyrénées

Il convient de considérer que la modification du débit du cours d'eau de façon définitive pourra induire un risque de changement temporaire des habitats de chasse, quant à la perte de connectivité du milieu elle sera temporaire.

En outre, les débits réservés délivrés n'affecteront pas la ressource trophique (population de macro-invertébrés) dont se nourrit le Desman des Pyrénées, elle sera ainsi préservée.

Les niveaux d'impacts sont donc pressentis comme modérés sur le Desman des Pyrénées, que ce soit en ce qui concerne les habitats ou les individus.

■ Incidences sur les autres espèces semi-aquatique (Calotriton et Loutre)

Les débits réservés n'auront pas nature à affecter la ressource trophique. La ressource alimentaire : macroinvertébrés et poissons respectivement pour le Calotriton et la Loutre, ne sera pas influée de manière significative, et n'affecteront donc pas sur le maintien de ces espèces.

Pour rappel, le Calotriton des Pyrénées n'a pas été contacté lors des inventaires dédiés. Toutefois, d'après les données bibliographiques l'espèce est potentiellement présente sur la zone d'étude.

Les effets négatifs de l'aménagement sur ces espèces semi-aquatiques seront faibles en phase d'exploitation.

II.5 - Effets notables prévisibles sur la ressource en eau

a - Incidences potentiellement induites par le projet d'évolution du PLU

Aucune modification apportée par la procédure de mise en compatibilité du PLU n'est de nature à impacter négativement la ressource en eau **sur la zone Ne dans son emprise actuelle**.

Sur **la zone objet de la procédure**, le déclassement de l'espace libre protégé augmentera les possibilités de construction, et donc potentiellement l'augmentation des besoins en eau potable ou en service d'assainissement. Cependant, seules des nouvelles constructions liées et nécessaires aux ouvrages et services publics d'intérêt général et les équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique seront autorisés, ce qui limite très fortement ces augmentations potentielles.

La procédure de mise en compatibilité du PLU n'est donc pas de nature à augmenter les besoins en eau, générer des volumes d'eaux à traiter ou entraîner des pollutions au sein des périmètres de protection éloignée de captage d'eau destinée à la consommation humaine.

Ainsi, l'impact de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sur la ressource en eau est considéré comme négligeable.

b - Incidences potentiellement induites pendant la phase travaux du projet (cf. étude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin)

■ Incidences sur les eaux souterraines

Le projet n'est pas de nature à induire des incidences sur les eaux souterraines puisque les terrassements pour l'installation de la conduite forcée sont limités à la couche supérieure des sols.

L'impact sur les eaux souterraines est donc considéré comme négligeable.

■ Incidences sur l'hydraulique et le débits

Les travaux de création de la future prise d'eau et du canal de restitution nécessitent une mise hors d'eau par l'installation de batardeaux. La zone de travaux sera isolée du cours d'eau par demi-lits à l'aide de big-bag remplis de matériaux exogènes. Ce chantier sera réalisé à l'étiage estival.

Les travaux débiteront par la rive gauche. Ces travaux correspondent à la première phase : travaux en berge rive gauche. La seconde phase des travaux sera effectuée en rive droite au sein du lit mineur et correspond à la réalisation du seuil avec clapet.

Les eaux d'infiltration au sein de la zone de chantier seront pompées et décantées puis filtrées avant un retour au torrent. Durant les travaux à la prise d'eau, le débit du torrent ne sera pas modifié, il s'écoulera en tout temps.

Les zones exondées mesureront 15 m de longueur pour 12 m de large. Il s'agit ici de la seule étape pouvant impliquer des impacts, temporaires, sur l'hydraulique de la rivière (rehausse de la hauteur d'eau), les autres phases de travaux s'effectuant ensuite à l'intérieur de l'emprise du batardeau ou sur le milieu terrestre. Toutefois, l'effet est limité car à aucun moment la rivière ne sera batardée sur toute sa largeur. Le batardage sera dimensionné afin de répondre aux exigences usuelles en termes de sûreté hydraulique du chantier.

Au droit de la confluence entre le canal de restitution et le Valentin, cette zone pourra être batardée et mise à sec grâce à un pompage si les travaux le demandent. Seule la rive gauche sera concernée par le batardage. La nature et le dimensionnement du batardeau seront similaires à ceux réalisés pour les travaux de la prise d'eau.

L'impact des travaux sur l'hydraulique du Valentin est donc considéré comme temporaire et négligeable.

■ Incidences sur la qualité de l'eau

La qualité physico-chimique des eaux du Valentin est actuellement considérée comme « bonne ».

Les travaux seront réalisés dans l'enceinte de batardeaux, permettant ainsi d'éviter la dégradation des eaux en aval du chantier. Les laitances de béton et éventuelles pollutions seront contenues, pour limiter les risques de pollution accidentelle.

La constitution des batardeaux en big bag permettra d'éviter le risque de lessivage. De plus, aucun engin ne pénétrera dans le lit du cours d'eau, les batardeaux étant installés depuis la rive. D'autant que les eaux d'infiltration au sein de la zone de chantier seront pompées et décantées puis filtrées avant un retour au torrent.

L'impact évalué des travaux sur la qualité physico-chimique des eaux du Valentin est donc considéré comme faible.

c - Incidences potentiellement induites pendant la phase d'exploitation du projet (cf. étude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin)

■ Incidences sur les eaux souterraines

La superficie de sol naturel imperméabilisée par les organes nécessaires à la production hydroélectrique est restreinte, et concerne la prise d'eau, la conduite forcée, le canal de restitution et l'emprise de l'usine. Cette imperméabilisation n'est pas de nature à affecter significativement les capacités d'épuration et d'infiltration du sol, d'autant plus que les zones concernées se situent au plus proche du thalweg.

Les aménagements ne seront pas de nature à induire des incidences à long terme sur les sols et les eaux souterraines.

■ Incidences sur l'hydraulique et les débits

L'installation de la prise d'eau sur le Valentin va provoquer dans une certaine mesure le ralentissement des écoulements et créer une augmentation de la ligne d'eau en amont de l'obstacle. Grâce aux gorges, la surface de terrains submergés reste relativement faible comparée à d'autres prises d'eau.

■ Incidences sur la qualité de l'eau

Dans le cas présent, l'effet retenue sera très faible pour la prise d'eau. Il n'y aura donc pas de stratification thermique dans cette retenue. Le temps de séjour et l'inertie modeste d'une telle masse d'eau limiteront les écarts thermiques significatifs entre l'amont et l'aval du seuil. D'autant plus, que l'aménagement est localisé dans un milieu encaissé et où la ripisylve est relativement dense.

En outre, la réduction du débit dans le TCC pourra avoir une légère incidence, en période estivale avec le réchauffement de la lame d'eau plus faible, quoique, atténuée par l'effet modérateur de l'ombrage de la ripisylve relativement dense sur le linéaire concerné.

En phase exploitation, aucun apport d'élément chimique n'est prévu.

En phase d'exploitation, aucun impact significatif sur la qualité physico-chimique des eaux n'est à prévoir.

II.6 - Effets notables prévisibles sur l'exposition des biens et personnes aux risques et nuisances

a - Incidences potentiellement induites par le projet d'évolution du PLU

Sur **la zone Ne dans son emprise totale après modification du zonage**, l'autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol pourra entraîner des altérations de la végétation et des sols et affecter négativement leur capacité à limiter les mouvements de terrain et inondations.

En complément, sur **la zone objet de la procédure**, le déclassement de l'espace libre protégé augmentera les possibilités de construction et donc l'exposition potentielle d'une nouvelle population aux risques. Cependant, seules des nouvelles constructions liées et nécessaires aux ouvrages et services publics d'intérêt général et les équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique seront autorisés. Si de nouveaux biens pourront être exposés aux aléas existants, la zone n'a pas vocation à accueillir des habitations. Ainsi aucune nouvelle population ne sera exposée aux aléas existants sur la zone objet de la procédure.

De même, le déclassement de l'espace boisé classé entraînant la suppression de l'obligation de respecter les prescriptions de l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme est de nature à faciliter l'enlèvement de la végétation sur la zone objet de la procédure. Ceci pourra affecter négativement sa capacité à limiter les mouvements de terrain et inondations.

Toutefois, il convient de rappeler que certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent. De plus, le règlement du PPR communal s'applique sur l'extrémité Ouest de la zone objet de la procédure.

Enfin, la procédure de mise en compatibilité du PLU n'est pas de nature à augmenter l'exposition des biens et populations aux risques technologiques ou aux nuisances sonores.

Ainsi, l'impact de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sur l'exposition des biens et personnes aux risques et nuisances est considéré comme faible.

b - Incidences potentiellement induites pendant la phase travaux du projet (cf. étude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin)

■ Qualité de l'air

Les travaux auront un impact temporaire et ponctuel sur la qualité de l'air, lié à une légère augmentation des émissions de gaz combustibles et des particules de poussière (déplacement des engins de chantier).

Cet impact est toutefois jugé faible et négligeable.

■ Nuisances sonores

Le Valentin constitue actuellement une source sonore prépondérante. Les riverains situés à proximité du cours d'eau présentent donc, en temps normal, une ambiance sonore élevée.

Les travaux apporteront des nuisances, mais de manière temporaire, et uniquement en journée. Au niveau des secteurs les plus sensibles (proximité de riverains au niveau de la future centrale), les horaires de chantier seront plus contraints, afin de limiter la gêne occasionnée. A noter, que l'accès en phase chantier se fera par l'amont (pont de Siala) pour éviter le passage de véhicules devant l'habitation située à côté de la cascade du gros Hêtre. Sur toutes les zones du chantier, les travaux nocturnes seront strictement interdits.

L'impact du chantier sur l'ambiance sonore est donc considéré comme faible car limité dans le temps et s'intégrant dans un contexte déjà dominé par le Valentin.

c - Incidences potentiellement induites pendant la phase d'exploitation du projet (cf. étude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin)

■ **Qualité de l'air**

Une fois en activité, la nouvelle installation ne sera pas de nature à impacter le climat ou la qualité de l'air. A contrario, la production d'électricité par le biais d'une énergie renouvelable participe à limiter le changement climatique et intervient dans la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles, présentant eux-mêmes des impacts très négatifs sur le climat et la santé humaine.

L'aménagement en exploitation n'a aucun impact négatif sur le climat et la santé humaine. De plus, participant à la création d'énergie renouvelable, le fonctionnement de la centrale aura un impact positif sur le climat et la santé humaine.

■ **Nuisances sonores**

En exploitation, la nouvelle centrale produira des émissions sonores limitées, qui ne nuiront pas à la santé humaine et n'accentueront pas l'ambiance sonore générale dominée par le Valentin, d'autant que peu d'habitation sont localisées à proximité.

Le bâtiment sera isolé acoustiquement. En outre, pour réduire l'impact sonore sur l'environnement et respecter la réglementation sonore, un rideau d'isolation phonique sera placé dans le canal de fuite. Il jouera également un rôle de barrière physique pour les poissons et limitera la montaison des espèces piscicoles dans le canal de fuite.

Les impacts sur la santé humaine des nuisances sonores liées aux travaux seront faibles, notamment au niveau du secteur de la future centrale qui présente des habitations.

II.7 - Mesures envisagées permettant d'éviter, de réduire et de compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du projet sur l'environnement

a - Mesures envisagées dans le cadre de l'élaboration de la procédure d'évolution du PLU

Cette évaluation environnementale décline les incidences potentiellement induites par la mise en œuvre de la mise en compatibilité du PLU de la commune d'Eaux-Bonnes. Afin de réduire les impacts détaillés précédemment, une réflexion a été engagée avec la commune afin de réduire les surfaces à déclasser initialement identifiées.



Carte 27 : Différence entre la zone de projet et la zone de projet initiale (EVEN Conseil)

De plus, certaines mesures d'évitement et de réduction sont déjà induites par la réglementation en place (règlement du PLU, plan de prévention des risques, etc.)

La réduction des surfaces initialement identifiées comme à déclasser participe à la réduction des incidences induites sur l'environnement et notamment sur les milieux naturels et la biodiversité. Ceux-ci restent toutefois potentiellement vulnérables par les modifications induites par la procédure d'évolution du PLU. Pour ces raisons, les incidences induites de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sur les composantes environnementales auront un impact faible.

b - Mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation déclinées dans l'étude d'impact du projet (cf. étude d'impact du projet de centre hydroélectrique du Valentin)

- **Mesures d'évitement, de réduction, de compensation et/ou d'accompagnement pour limiter les impacts du projet sur le milieu physique**
 - Mesure de réduction : phase chantier

Adaptation du calendrier aux aléas naturels : Le calendrier des travaux a été adapté afin de prendre en compte les différents aléas du site, pour minimiser ainsi les risques en phase de chantier.

- Mesures de réduction – phase d'exploitation

Protection contre les avalanches et les crues torrentielles : La prise d'eau du Valentin est dimensionnée pour résister aux avalanches et aux crues. La prise d'eau est de type latéral et équipée d'un clapet permettant de laisser passer le transport solide rendant ainsi la prise d'eau transparente en cas de crue. La conduite forcée sera enterrée et ne risquera pas d'être entraînée lors du passage d'une avalanche. Le bâtiment usine a été positionné au-dessus du niveau de la crue centennale.

Protection contre les inondations : Les ouvrages de la prise d'eau du Valentin sont conçus pour laisser transiter les crues et présentent plusieurs adaptations à ce phénomène naturel. La centrale est hors d'eau pour une crue centennale. La centrale sera arrêtée afin de protéger les équipements par un automate ou par le gardien lui-même qui aura été préalablement averti.

Protection contre les éboulements rocheux : La conduite forcée sera enterrée pour éviter sa déformation et sa rupture par des blocs rocheux. Le bâtiment usine est conçu pour prendre en compte l'aléa éboulements rocheux avec une absence d'ouverture côte pente.

Rétablissement du transport solide : La prise d'eau sera rendue transparente vis-à-vis des crues et du transport solide.

- **Mesures d'évitement, de réduction, de compensation et/ou d'accompagnement pour limiter les impacts du projet sur le milieu naturel et aquatique**

- Mesures de réduction – phase chantier

Limitation de l'étalement de la zone de chantier sur les habitats naturels : L'étalement de la zone de chantier sera limité sur les milieux naturels par la mise en place d'un balisage.

Préservation des zones humides : Cette mesure a pour objectif de conserver les zones humides, qui n'ont pas pu faire l'objet d'évitement lors de l'établissement des scénarii de tracé mais qui sont présentes dans l'emprise travaux. En phase chantier, au cours des travaux sur les zones humides et en périphérie de ces dernières, des platelages seront installés afin de réduire l'impact de la circulation des engins sur ces secteurs. Une mise en défens des zones sera également mise en place afin que les engins ne circulent pas sur les zones à enjeux présentes en périphérie.

Décapage des sols : Les sols seront préalablement décapés sur les 30 premiers cm de terre sur les milieux naturels et de préférence à l'automne précédent les travaux. Cette mesure sera aussi prise pour la zone de la base vie et la zone de dépôt des tuyaux par camions afin de pouvoir réhabiliter au mieux la prairie. Des aires de retournement pour les camions seront prévues et leur circulation sur la prairie sera limitée. Les terres seront posées le plus possible en cordon le long des travaux afin de pouvoir être remises en place au même endroit et dans le bon sens des couches. Le passage de l'écologue en fin de travaux permettra de s'assurer de la pertinence de cette mesure de réduction et de confirmer de l'absence de développement d'espèce exotique envahissante lors de la repousse.

Lutte contre les espèces exotiques envahissantes : Le site présente actuellement trois espèces exotiques envahissantes. Avant le décapage des sols et l'abattage des arbres, une recherche de ces invasives sera effectuée sur la partie basse de la zone impactée par le projet par un écologue. En cas de foyer de présence de faible intensité, les pieds seront arrachés. Cette opération sera effectuée avant le début de la pollinisation soit au plus tard à la mi-août.

Agrandissement des pistes existantes : La piste qui mène à l'emplacement de la centrale et de la prise d'eau doit être élargie afin de pouvoir laisser les engins de chantier et de permettre l'enfouissement de la conduite sous la piste existante. Les terres seront mises de côté pour être re-étalées sur place à la fin des travaux afin de servir de banque de graines et de rhizomes pour faciliter la recolonisation par cette espèce de sous-bois.

Adaptation du calendrier des travaux à la faune : Afin de réduire l'impact sur le cycle biologique de la faune, il est important d'adapter la période de réalisation des travaux et de choisir d'intervenir en dehors de la période de la plus forte sensibilité et vulnérabilité des espèces, afin d'éviter de détruire des individus. Le déboisement est la principale opération destructrice pour la faune terrestre car il entraîne un risque de mortalité pour les espèces nicheuses ou hivernantes. Les oiseaux sont surtout sensibles au dérangement durant leur période de nidification, c'est-à-dire à partir du moment où ils commencent à construire leur nid. Elle est devancée le plus souvent, par la période d'appariement précédée ou concomitante au choix d'un territoire. Celle-ci commence le plus souvent au début mars en plaine mais en montagne elle débute surtout début avril pour se terminer plus tôt, vers la fin août. En montagne, la stratégie de reproduction est concentrée le plus souvent sur une seule couvée. La coupe des arbres et des buissons doit donc être effectuée en dehors de la période qui va de début avril à fin août.

Pour les amphibiens, la période de reproduction à éviter s'étale de début mars à fin juin.

En ce qui concerne les chiroptères, la période la plus favorable d'intervention est la fin de l'été car les jeunes sont élevés et la période d'hibernation n'a pas encore commencé. Les arbres à cavités, si certains sont référencés par l'écologue, seront abattus en fin de période estivale entre début septembre et fin octobre.

La mise en œuvre de la coupe des arbres à la fin de l'été permet de réduire à un niveau très bas, le risque de destruction d'avifaune et de chiroptères.

Les résidus de coupe seront broyés sur place pour permettre la tenue des sols. Aucun tas de bois ne sera stocké sur la zone de chantier car leur présence risque de favoriser la présence de reptiles et ou de salamandre selon la saison qui viendront y trouver refuge.

Méthode douce d'abattage des arbres à cavités ou à soulèvement d'écorce : Le passage d'un écologue avant l'abattage des arbres est prévu afin de vérifier l'absence d'arbre favorable au gîte des chiroptères : cavités et/ou écorces soulevées. Si un nouvel arbre à cavités ou à soulèvement d'écorces est identifié des précautions pour l'abattage seront prises. Les arbres concernés seront préalablement marqués par un écologue mandaté, qui assistera également aux opérations d'abattage.

L'absence de chiroptères ou d'oiseau cavernicole sera vérifié à l'aide d'un endoscope ou visuellement. Si c'est le cas, soit l'arbre est abattu dans la foulée, soit les entrées et les écorces décollées sont neutralisées (bouchages, enlèvement des écorces). Si la présence de chiroptères est confirmée alors il convient de prendre des précautions pour l'abattage de l'arbre. La pose de clapets anti-retour ou un bouchage de la cavité après la sortie des spécimens sera réalisé avant la mise en place de l'abattage. Le choix de la méthode d'abattage devra se faire en fonction des contraintes techniques inhérentes à la zone de travaux et de la taille de l'arbre.

Si pour des raisons techniques et de volume, l'arbre à abattre ne peut être traité en une seule fois, alors un "démontage" tronçon par tronçon, de haut en bas de préférence sans l'ébrancher sera réalisé. Chaque tronçon devra être posé délicatement au sol à l'aide d'un grappin hydraulique ou d'un câble. La cavité sera dirigée vers le haut de façon à permettre aux individus de chiroptères de s'échapper. Les tronçons seront laissés en place in-situ au moins 72 H.

Si l'arbre doit être ébranché pour ces raisons techniques, chaque branche ayant une cavité, avant d'être tronçonnée, sera fixée, et ensuite déposée délicatement au sol, comme pour la chandelle.

Inventaire d'un écologue en début de chantier : Cette mesure a pour objectif d'accompagner les entreprises de travaux en début de chantier, et d'identifier précisément les zones à mettre en défens et procéder au ramassage et/ou à l'effarouchement des espèces potentiellement présentes en périphérie (amphibiens, reptiles et petits mammifères). Cette mise en défens réduira l'emprise travaux, notamment au niveau du canal de restitution, du début de la conduite et de la piste d'accès.

Spécifiquement au Desman des Pyrénées, afin de s'assurer l'absence d'individu en berge, un passage (recherche d'individu) sera réalisé par un écologue d'un bureau d'étude spécialisé en amont immédiat des travaux au droit de la prise d'eau.

Réalisation d'une pêche électrique de sauvegarde : Trois pêches électriques de sauvegarde seront réalisées avant la mise en place des batardeaux. Les poissons capturés seront conservés dans des seaux oxygénés le temps de la pêche. Ils seront identifiés, comptabilisés puis relâchés par un ichtyologue expert dans le torrent à l'aval du chantier.

Réduction de l'éclairage : En phase chantier, lors des travaux en pénombre nécessitant l'apport d'une source lumineuse, une mesure de réduction pour limiter la perturbation lumineuse s'appliquera.

- Mesures de réduction – Phase d'exploitation

Eviter le piégeage des individus : La prise d'eau de l'installation sera équipée d'une grille à très faible entrefer (2 mm), évitant le passage des truites communes et les possibilités de piégeage du Desman des Pyrénées.

- Mesures d'accompagnement – Phase chantier

Suivi écologique du chantier : Un suivi du chantier sera réalisé par un écologue. Un Plan de Respect de l'Environnement sera produit par chaque entreprise. Celui-ci précisera de façon détaillée et sous forme de procédures d'exécution, les moyens et méthodes que l'entreprise mettra en place pour le respect de l'environnement. Il comprendra un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle mentionnant les personnes et organismes à alerter, le personnel et son organisation, les moyens disponibles et les solutions techniques pour une intervention rapide.

Le chargé du suivi environnemental effectuera une analyse critique des Plans de Respect de l'Environnement (PRE) des entreprises retenues. Une attention particulière sera apportée à la pertinence, à la cohérence et à l'efficacité des moyens mis en œuvre face aux enjeux de protection du milieu naturel.

Les premières phases étant les plus impactantes pour l'environnement un contrôle sera effectué avant le commencement des travaux au droit de la prise d'eau et pour le départ de la conduite forcée.

La périodicité des visites de chantier sera adaptée aux enjeux. Ainsi, le début du chantier de la prise d'eau, de la centrale et de la conduite forcée entraînera une visite du chargé d'étude environnemental alors que la pose sous la piste ne demandera qu'une visite bimensuelle.

- Mesures d'accompagnement – Phase d'exploitation

Suivi de la reprise de la flore / Suivi écologique : Un relevé de flore sera effectué par un botaniste à l'année N+1 (saison, après la fin des travaux), N+2 et N+5 pour connaître la composition floristique des sites remaniés et suivre la recolonisation du milieu naturels. La présence de plantes invasives sera notée et des campagnes de fauches ou d'élimination de celles-ci pourraient être mobilisées pour l'ambrosie notamment.

Suivi des milieux aquatiques : Cette mesure est mise en place pour effectuer un suivi de l'évolution des milieux aquatiques au début de la phase d'exploitation : aux années N+1, N+3, N+5, N+10 et N+20. Pour le Valentin, un suivi hydrobiologique complet (Diatomées, Qualité de l'eau, Invertébrés et Piscicoles, dont frayères), sera réalisé en amont, dans le TCC et en aval de l'aménagement, pour pouvoir comparer avec l'état initial.

■ **Mesures d'évitement, de réduction, de compensation et/ou d'accompagnement pour limiter les impacts du projet sur le milieu humain**

■ Mesures de réduction – Phase chantier

Dispositifs de limitation des nuisances envers les populations humaines : La signalisation du chantier en vue de la sécurité sera vérifiée et entretenue régulièrement. Au niveau de l'accès au chantier, des barrières seront mises en place pour éviter les intrusions fortuites de randonneurs et promeneurs. Des aires de dégagement (au niveau des espaces actuellement disponibles) et une gestion au cas par cas des différentes problématiques inhérentes à un chantier (accès à des terrains adjacents, contournement des travaux ...), seront définies en concertation avec les usagers et réduiront encore les gênes éventuelles. En ce qui concerne le bruit des engins, ceux-ci seront homologués et correctement entretenus. Les déroctages seront effectués autant que possible en milieu de journée.

Adaptation de l'accès des engins de chantier et des véhicules pour prévenir les nuisances envers les habitations à proximité de la Cascade du Gros Hêtre : L'objectif de cette mesure est de minimiser les nuisances sonores, visuelles et environnementales à proximité de la cascade du Gros Hêtre en veillant à ce que tous les engins de chantier et les véhicules empruntent exclusivement l'accès situé à proximité de la base vie, évitant ainsi le passage devant les habitations locales.

Lors de la phase de planification du chantier, une attention particulière a été accordée à la création d'un itinéraire pratique qui permettrait à tous les engins de chantier et aux véhicules de se rendre sur le site en utilisant exclusivement l'accès de la base vie. Des panneaux de signalisation seront installés aux points d'entrée pour indiquer clairement aux conducteurs la voie à suivre pour accéder au chantier, en évitant les routes qui passent devant les habitations à proximité de la cascade. Cette mesure sera mise en œuvre dès le début de la phase de chantier et restera en place jusqu'à la fin des travaux.

■ Mesures de réduction – Phase d'exploitation

Atténuation du bruit de la centrale : En général, dans les installations hydroélectriques, les aérations du bâtiment sont les principales sources de bruit extérieur ainsi que le canal de fuite. Des mesures d'atténuation de bruit seront mises en place dans la centrale pour atténuer les impacts acoustiques.

■ Mesures d'accompagnement – Phase d'exploitation

Mesures de bruit au droit de la centrale : Des mesures de bruit seront réalisées par un bureau d'études indépendant afin de déterminer le niveau sonore de la centrale après la mise en service de celle-ci. Ce bâtiment sera insonorisé dans l'objectif à minima d'être conforme à l'article R1336-7 du code de la santé publique en matière d'émergence sonore. L'atteinte effective de cet objectif sera validée par un procès-verbal attestant de l'absence de nuisance sonore lors d'un fonctionnement à pleine puissance de l'aménagement. Ce procès-verbal sera transmis au service en charge du contrôle dans les pièces à fournir pour le récolement de l'ouvrage, sauf si les débits dans le cours d'eau n'ont pas permis d'atteindre la puissance nominale de l'aménagement. Dans tous les cas, les maxima d'émergence seront respectés conformément au Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage. Les valeurs de base à respecter chez les riverains de la

centrale sont : 5 dB (A) en période diurne soit de 7 heures à 22 heures et de 3 dB (A) en période nocturne soit de 22 heures à 7 heures.

III. INCIDENCES RESIDUELLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

L'étude des effets notables prévisibles de l'évolution du PLU sur l'environnement, ainsi que la mise en place de mesures envisagées pour éviter, réduire et/ou compenser ces incidences **permettent d'avoir un niveau d'incidences résiduelles faible.**

L'étude d'impact décline également des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement, qui participent à limiter les incidences résiduelles du projet sur l'environnement. Les tableaux ci-dessous détaillent, pour chaque thématique, l'ampleur des impacts résiduels, avant et après application des mesures d'évitement et/ou de réduction :

Tableau 4 : Impacts résiduels envers le milieu naturel terrestre / Etude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin

Type/Taxons	Détails	Nature de l'impact	Impact du projet avant application des ME & MR	Mesures d'évitement (ME)	Mesures de réduction (MR)	Impacts résiduels après ME & MR
Milieu terrestre						
Habitats terrestres	Milieu forestier	Destruction/Altération d'habitats & d'espèces	Moyen		Défrichement de faible surface 2 393 m² et déboisement de 9 925 m² MR3 : Adaptation du phasage des travaux MR4 : Intervention d'un écologue lors des abattages des arbres	Faible
		Fractionnement des habitats	Faible			Faible
		Effet de pollution aérienne	Faible		Prescriptions générales en phase travaux	Très faible
		Développement d'espèces végétales exotiques favorisé par les travaux	Faible		Prescriptions générales en phase travaux Lutte contre les Espèces Exotiques Envahissantes MA1 : Suivi écologique de chantier MS1 : Suivi de la reprise de la flore / Suivi écologique	Très faible
	Ripisylve	Destruction/Altération d'habitats & d'espèces	Faible		Déboisement et défrichement de faible surface MR4 : Intervention d'un écologue lors des abattages des arbres	Très faible
	Milieu prairial	Destruction/Altération d'habitats & d'espèces	Fort		MR1 : Préservation des zones humides MR5 : Intervention d'un écologue en début de chantier en concomitance avec la mise en défens des zones humides MA1 : Suivi écologique de chantier MS1 : Suivi de la reprise de la flore / Suivi écologique	Faible
		Fractionnement des habitats	Faible		MR2 : Préservation de la terre de surface MA1 : Suivi écologique de chantier MS1 : Suivi de la reprise de la flore / Suivi écologique	Très faible
		Effet de pollution aérienne	Faible		Prescriptions générales en phase travaux	Très faible
		Développement d'espèces végétales exotiques favorisé par les travaux	Faible		Prescriptions générales en phase travaux Lutte contre les Espèces Exotiques Envahissantes MA1 : Suivi écologique de chantier MS1 : Suivi de la reprise de la flore / Suivi écologique	Très faible
	Faune terrestre Invertébrés	Destruction d'individus	Faible		MR3 : Adaptation du phasage des travaux	Faible
		Destruction de site de reproduction, ou de repos	Faible			Faible
		Dérangement lié aux travaux (fréquentation, nuisances)	Moyen		Prescriptions générales en phase travaux MR3 : Adaptation du phasage des travaux	Faible

Type/Taxons	Détails	Nature de l'impact	Impact du projet avant application des ME & MR	Mesures d'évitement (ME)	Mesures de réduction (MR)	Impacts résiduels après ME & MR
		sonores et lumineuses)				
		Diminution de l'espace vital	Très faible			Très faible
	Amphibiens <i>Grenouille rousse, Triton palmé, Salamandre tachetée</i>	Destruction d'individus	Moyen		Prescriptions générales en phase travaux MR3 : Adaptation du phasage des travaux	Faible
		Destruction de site de reproduction, d'hivernage ou de repos	Fort		MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période de reproduction	Faible
		Diminution et fractionnement des habitats	Moyen		MR5 : Intervention d'un écologue en début de chantier en concomitance avec la mise en défens des zones humides MR1 : Préservation des zones humides MA1 : Suivi écologique de chantier	Faible
		Dérangement lié aux travaux (fréquentation, nuisances sonores et lumineuses)	Moyen		Prescriptions générales en phase travaux MR7 : Réduction de l'éclairage	Faible
		Diminution de l'espace vital	Faible			Faible
Faune terrestre	Reptiles <i>Lézard vivipare, Lézard des murailles, Vipère aspic</i>	Destruction d'individus	Faible		MR3 : Adaptation du phasage des travaux	Faible
		Destruction de site de reproduction ou de repos	Moyen			Faible
		Diminution et fractionnement des habitats de chasse	Faible		MR3 : Adaptation du phasage des travaux	Faible
		Dérangement lié aux travaux (fréquentation, nuisances sonores et lumineuses)	Moyen		Prescriptions générales en phase travaux	Faible
		Diminution de l'espace vital	Faible			Faible
	Avifaune <i>(Cortège milieu forestier, cortège milieu ouvert, cortège milieu semi-ouvert)</i>	Destruction d'individus	Moyen		MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période hivernage et de reproduction	Faible
		Destruction de site de reproduction, d'hivernage ou de repos	Moyen		MR4 : Intervention d'un écologue lors de la phase d'abattage des arbres MR7 : Réduction de l'éclairage	Faible
		Diminution et fractionnement des habitats de chasse	Moyen		Défrichement et déboisement de 12318 m ² dont près de la moitié concerne l'habitat Fourrés à Corylus * Hêtraies neutrophiles pyrénéo-cantabriques MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période de reproduction et d'hivernage	Faible
		Dérangement lié aux travaux	Moyen		Prescriptions générales en phase travaux	Faible

Type/Taxons	Détails	Nature de l'impact	Impact du projet avant application des ME & MR	Mesures d'évitement (ME)	Mesures de réduction (MR)	Impacts résiduels après ME & MR
		(fréquentation, nuisances sonores et lumineuses)			MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période hivernage et de reproduction MR7 : Réduction de l'éclairage	
		Diminution de l'espace vital	Très faible			Très faible
	Avifaune autres espèces (Cortège milieux aquatique, Grand rapaces...)	Destruction d'individus	Très faible		MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période de nidification et de reproduction MR4 : Intervention d'un écologue lors de la phase d'abattage des arbres MR7 : Réduction de l'éclairage	Très faible
		Destruction de site de reproduction, d'hivernage ou de repos	Moyen			Faible
		Diminution et fractionnement des habitats de chasse	Très faible		MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période parturition et élevage des jeunes	Très faible
		Dérangement lié aux travaux (fréquentation, nuisances sonores et lumineuses)	Moyen		Prescriptions générales en phase travaux MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période hivernage et de reproduction MR7 : Réduction de l'éclairage	Faible
		Diminution de l'espace vital	Très faible			Très faible
Faune terrestre	Chiroptères (espèces arboricoles et de falaise)	Destruction d'individus	Moyen		MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période hivernage et de reproduction MR4 : Intervention d'un écologue lors de la phase d'abattage des arbres MR7 : Réduction de l'éclairage	Faible
		Destruction de site de reproduction, d'hivernage ou de repos	Moyen			Faible
		Diminution et fractionnement des habitats de chasse	Moyen		Défrichement et déboisement de 12318 m ² dont près de la moitié concerne l'habitat Fourrés à Corylus * Hêtraies neutrophiles pyrénéo-cantabriques MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période de reproduction et d'hivernage	Faible
		Dérangement lié aux travaux (fréquentation, nuisances sonores et lumineuses)	Moyen		Prescriptions générales en phase travaux MR3 : Adaptation du phasage des travaux hors période hivernage et de reproduction MR7 : Réduction de l'éclairage	Faible
		Diminution de l'espace vital	Faible			Faible
	Autres mammifères	Destruction d'individus	Très faible			Très faible
		Destruction d'habitat	Faible		Défrichement et déboisement de 12318 m ² dont près de la moitié concerne l'habitat Fourrés à Corylus * Hêtraies neutrophiles	Très faible

Type/Taxons	Détails	Nature de l'impact	Impact du projet avant application des ME & MR	Mesures d'évitement (ME)	Mesures de réduction (MR)	Impacts résiduels après ME & MR
					pyrénéo-cantabriques	

Tableau 5 : Impacts résiduels envers le milieu aquatique / Etude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin

Type/Taxons	Détails	Nature de l'impact	Impact du projet avant application des ME & MR	Mesures d'évitement (ME)	Mesures de réduction (MR)	Impacts résiduels après ME & MR
Milieux aquatique						
Poissons	Espèce concernée : Truite commune	Destruction d'individus	Faible		MR6 : Des pêches de sauvegarde seront réalisées lors de la phase de batardage de la prise d'eau et ainsi que la création du canal de restitution (si un assèchement s'avère nécessaire)	Très faible
		Diminution de l'espace vital	Moyen		MS3 : choix de débit réservé	Faible
		Destruction des zones de frayères potentielles	Faible		MS3 : choix de débit réservé	Faible
Macro-invertébrés		Destruction d'individus	Très faible		-	Très faible
		Diminution de l'espace vital	Très faible		MS3 : choix de débit réservé	Très faible
Mammifères semi-aquatiques	Espèces concernées : Loutre, Desman ...	Destruction d'individus	Faible		Prescriptions générales en phase travaux	Très faible
		Diminution de l'espace vital	Moyen		MS3 : choix de débit réservé MR5 : Intervention d'un écologue lors des travaux au droit de la prise d'eau	Faible
Habitats aquatiques	Enjeux piscicoles	Dégradation de la qualité du milieu	Faible		MS3 : choix de débit réservé	Faible
		Effet de pollution aquatique	Faible		Prescriptions générales en phase travaux	Très faible
		Fractionnement des habitats	Moyen		MS3 : choix de débit réservé	Faible

Tableau 6 : Impacts résiduels sur le milieu physique / Etude d'impact du projet de centrale hydroélectrique du Valentin

Type/Taxons	Détails	Nature de l'impact	Impact du projet avant application des ME & MR	Mesures d'évitement (ME)	Mesures de réduction (MR)	Impacts résiduels après ME & MR
Qualité de l'eau						
	Physico-chimie	Dégradation des paramètres	Très faible		-	Très faible
	Thermie	Modification de la thermie (<i>influence de la prise d'eau</i>)	Très faible		MS3 : choix de débit réservé	Très faible
Milieu humain						
	Activités économiques	Modification de l'activité	Faible		Prescriptions générales en phase travaux	Faible
	Usages et loisirs (pêche, randonnées)	Modification des usages	Faible		MS3 : choix de débit réservé	Très faible
	Paysages	Dérangement visuel (<i>uniquement en phase travaux, sur une courte période</i>)	Fort		Prescriptions générales en phase travaux MR3 : Adaptation du phasage MR4 : Intervention d'un écologue lors de la phase d'abattage des arbres	Faible
Environnement sonore et qualité de l'air						
	Environnement sonore	Augmentation des nuisances (<i>uniquement en phase travaux</i>)	Très faible		Prescriptions générales en phase travaux	Très faible
	Qualité de l'air	Dégradation de la qualité de l'air (<i>uniquement en phase travaux</i>)	Très faible		Prescriptions générales en phase travaux	Très faible

IV. INCIDENCES DU PROJET SUR LES ZONES NATURA 2000

IV.1 - Préambule

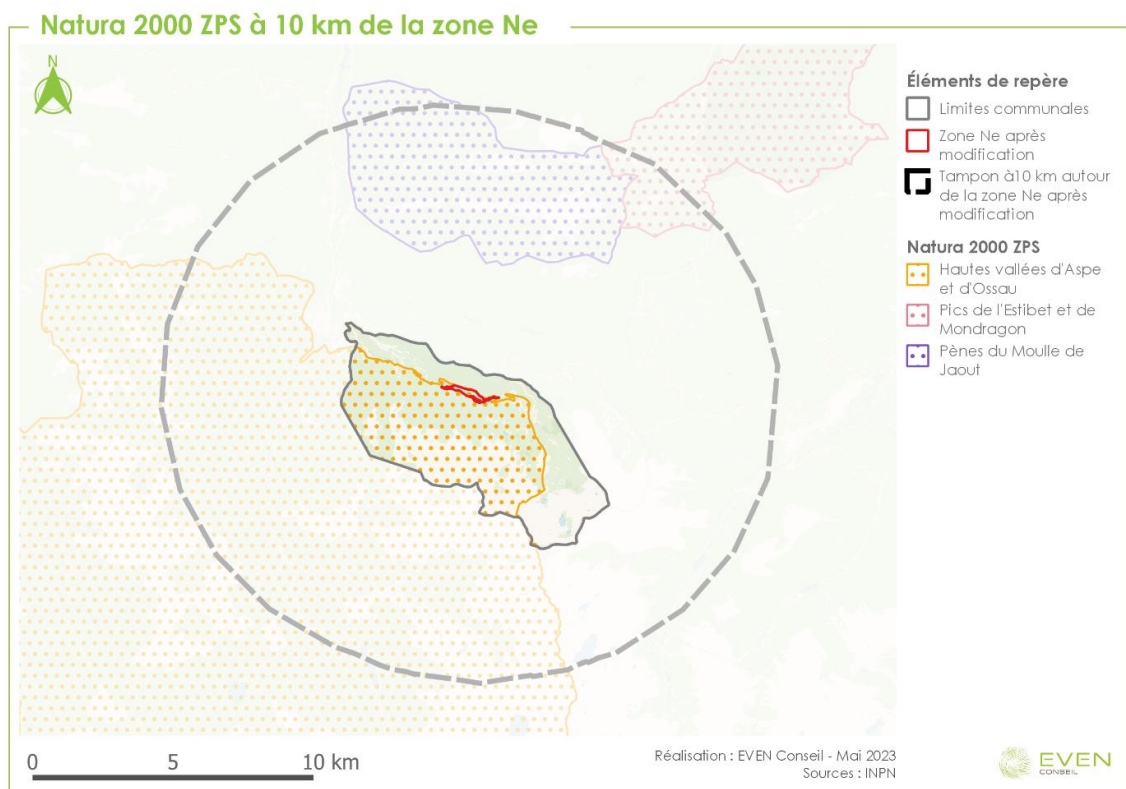
La procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune d'Eaux-Bonnes concerne la zone Ne dans son emprise future (espace comprenant la zone Ne actuelle et la zone objet de la procédure). Cet espace est concerné par les zones Natura 2000 suivantes :

- La ZSC « Massif du Ger et du Lurien » (concerne partiellement la zone Ne dans son emprise future) ;
- La ZSC « Massif du Mouille de Jaout » (concerne partiellement la zone Ne dans son emprise future) ;
- La ZSC « Le Gave d'Ossau » (concerne partiellement la zone Ne dans son emprise future) ;
- La ZPS « Hautes Vallées d'Aspe et d'Ossau » (concerne l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future) ;

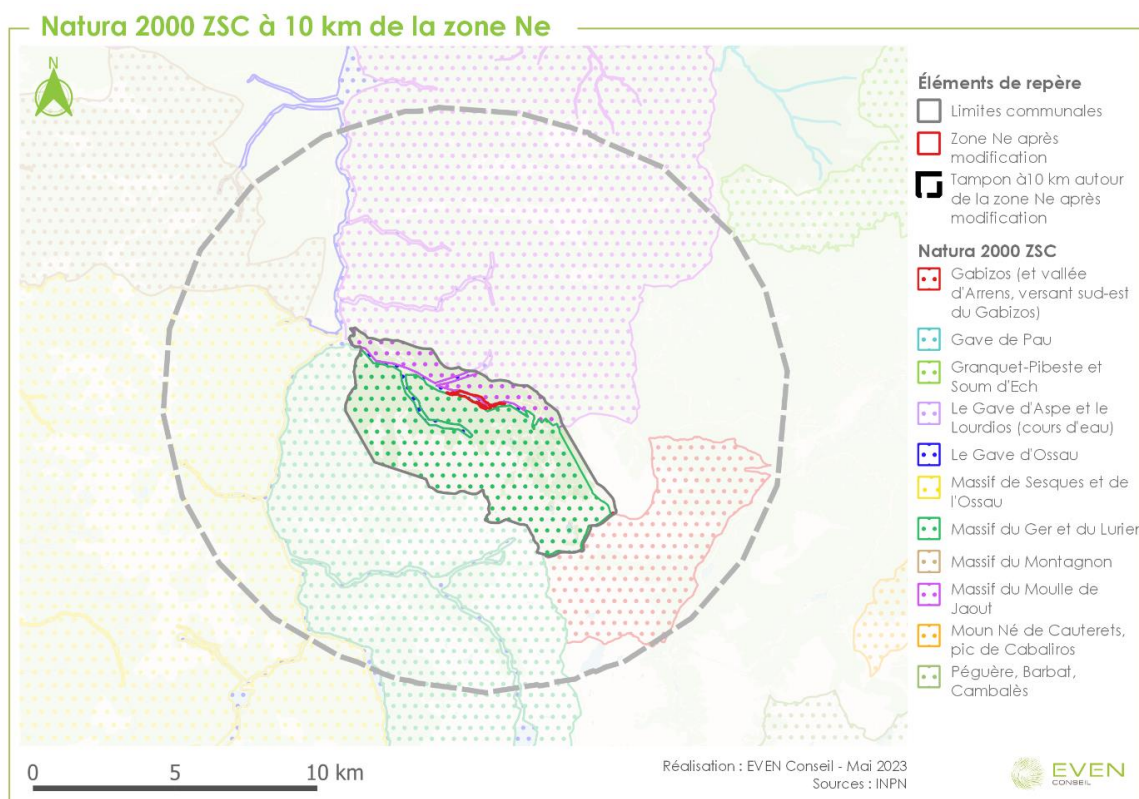
Au total, 3 ZPS et 7 ZSC sont situées à 10km ou moins de l'objet de la zone Ne dans son emprise future.

Tableau 7 : Zones Natura 2000 (ZPS et ZSC) situées à 10km ou moins de la zone Ne dans son emprise après mise en compatibilité du PLU

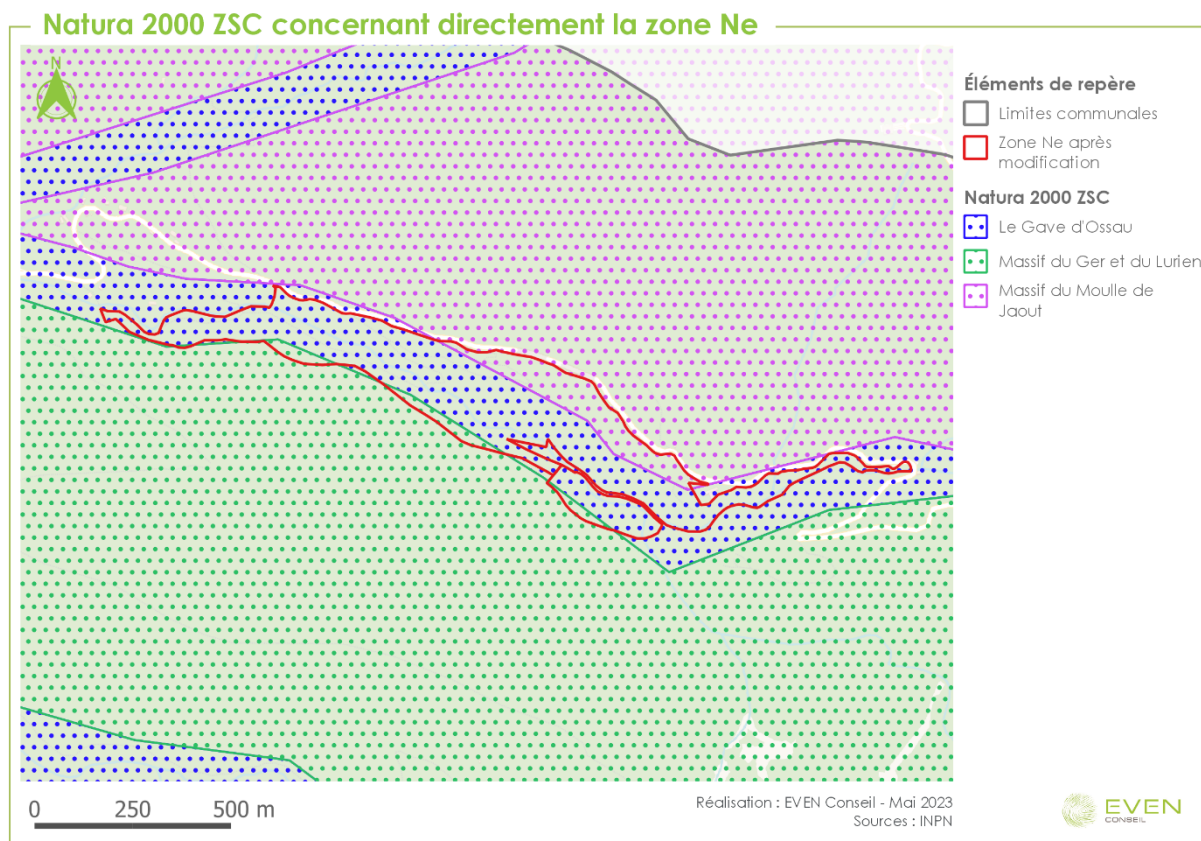
Code	Type de Natura 2000	Nom	Distance par rapport au site
FR7200743	ZSC	Massif du Ger et du Lurien	Site inclus dans la zone Natura 2000
FR7200742	ZSC	Massif du Mouille de Jaout	95 m
FR7200793	ZSC	Le Gave d'Ossau	Site inclus dans la zone Natura 2000
FR7300921	ZSC	Gabizos (et vallée d'Arrens, versant sud-est du Gabizos)	5 km
FR7200744	ZSC	Massif de Sesques et de l'Ossau	4 km
FR7300920	ZSC	Granquet-Pibeste et Soum d'Ech	10,5 km
FR7210087	ZPS	Hautes vallées d'Aspe et d'Ossau	Site inclus dans la zone Natura 2000
FR7210089	ZPS	Pènes du Mouille de Jaout	4 km
FR7212009	ZPS	Pics de l'Estibet et de Mondragon	8 km



Carte 28 : Natura 2000 Zones de Protection Spéciales (ZPS) à 5 km ou moins de la zone Ne (EVEN Conseil)



Carte 29 : Natura 2000 Zone Spéciale de Conservation (ZSC) à 5 km ou moins de la zone Ne (EVEN Conseil)



Carte 30 : Natura 2000 de type ZSC concernant directement la zone Ne (EVEN Conseil)

IV.2 - Caractéristiques des zones Natura 2000 concernant directement la future zone Ne et incidences induites par la mise en compatibilité du PLU

a - ZSC « Massif du Ger et du Lurien »

■ Caractéristiques de la zone Natura 2000

23% de la surface totale de cette ZSC (soit 3 000 ha) est inclus dans l'emprise de la commune d'Eaux-Bonnes. La majorité des milieux couverts sont des milieux agropastoraux (pelouses 30%, landes 12% et milieux rocheux 24%), et des milieux forestiers (27%).

Un pâturage déséquilibré (disparition ou au contraire surpâturage de zones particulièrement fragiles), un écobuage inapproprié (sur des milieux sensibles ou réalisés de manière trop fréquente) et, de manière plus anecdotique une fréquentation touristique proche de zones à enjeux (lézards des Pyrénées) constituent les principales menaces pour les habitats et les espèces du site. Cependant la vulnérabilité globale du site reste faible, ce dernier étant soumise à une réglementation.

Le site Natura 2000 identifie 29 types d'habitats, dont 6 à caractère prioritaire :

- L'habitat 6110 : Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi ;
- L'habitat 6230 : Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) ;
- L'habitat 7110 : Tourbières hautes actives ;

- L'habitat 91E0 : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, *Alnion incanae*, *Salicion albae*) ;
- L'habitat 9180 : Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion ;
- L'habitat 9430 : Forêts montagnardes et subalpines à *Pinus uncinata* (* si sur substrat gypseux ou calcaire).

Le site Natura 2000 vise également :

- 8 espèces de mammifères, dont : 4 chiroptères, l'ours brun, la loutre d'Europe et le campagnol des neiges ;
- 1 espèce de reptile : le Lézard de Bonnal (*Iberolacerta bonnali*) ;
- 8 espèces d'invertébrés, dont : 2 escargots et limaces, 1 libellule et demoiselles, le lucane cerf-volant, 2 coccinelles, scarabées et autres coléoptères (le grand capricorne : *Cerambyx cerdo*), 1 papillon de jour (Azuré des mouillères : *Maculinea alcon*) ;
- 4 espèces de plantes à fleurs (le Cirse commun, l'Ibéride de Bernard, l'Aconit des Pyrénées et le Cirse roux)



Figure 3 : De gauche à droite : Lézard de Bonnal- P.Gourdain. Cirse commun - O.Roquinarç'h (inpn.mnhn.fr)

■ Incidences de la mise en compatibilité du PLU sur la zone Natura 2000

La zone Ne dans son emprise future intersecte très marginalement cette zone Natura 2000 et ce sur des espaces boisés. Les espaces dont il est question sont concernés par la suppression de la prescription en espace libre protégé, la suppression de la prescription en espace boisé classé et le passage en zone Ne.

Le déclassement de l'espace libre protégé augmentera les possibilités de construction et donc de consommation d'espace. Cependant, seules des nouvelles constructions liées et nécessaires aux ouvrages et services publics d'intérêt général et les équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique seront autorisés.

De même, le déclassement de l'espace boisé classé entraînant la suppression de l'obligation de respecter les prescriptions de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme est de nature à faciliter l'enlèvement de la végétation sur la zone objet de la procédure.

Le passage en zone Ne entraînant l'autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol pourra affecter directement les milieux naturels (suppression d'éléments végétaux, dégradation ou destruction d'habitats...).

Toutefois, les espaces de la future zone Ne intersectant la zone Natura 2000 sont partie intégrante de la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Le règlement de la zone N prend de plus des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13). Les coupes et défrichements sont aussi concernées par

des dispositions particulières propres aux zones Natura 2000. Les possibilités d'altération des habitats sont donc limitées.

L'impact induit par la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sera donc de niveau faible sur l'état de conservation des espèces et des habitats ayant servi à la désignation du site Natura 2000.

b - ZSC « Massif du Moule de Jaout »

■ Caractéristiques de la zone Natura 2000

554 ha de cette ZSC est situé dans l'emprise du périmètre communal, soit 3% de sa surface totale. Ce vaste ensemble montagneux comprend des falaises exposées à l'Ouest. La majorité des milieux sont des forêts et des milieux agropastoraux. Les milieux agropastoraux acidiphiles et les hêtraies calcaires thermophiles distinguent le massif de Jaout des autres sites Natura 2000 du piémont. Les autres habitats naturels d'intérêt communautaire occupent de très faibles surfaces et sont minoritaires sur le site. Néanmoins ils constituent une mosaïque d'habitats diversifiés, souvent imbriqués entre eux, qui révèlent la forte biodiversité du site.

La zone est soumise à plusieurs pressions comme : l'abandon de systèmes pastoraux, le pâturage intensif ainsi que la présence des bâtiments agricoles et les constructions dans le paysage.

Le site Natura 2000 identifie 25 types d'habitats présents sur le site, dont 4 à caractère prioritaire :

- L'habitat 6230 : Formations herbeuses à *Nardus*, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) ;
- L'habitat 7220 : Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion) ;
- L'habitat 91E0 : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) ;
- L'habitat 9180 : Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion.

Le site Natura 2000 vise également :

- 11 espèces de mammifères, dont : 8 chiroptères, l'ours brun, la loutre d'Europe, le Desman des Pyrénées ;
- 9 espèces d'invertébrés, dont : 1 escargots et limaces, 1 libellule et demoiselles, le lucane cerf-volant, 3 coccinelles, scarabées et autres coléoptères (le grand capricorne : *Cerambyx cerdo*), 2 papillons de jour ; 1 papillon de nuit (*Bombyx Evérie* : *Eriogaster catax*) ; la lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*) ;
- 1 espèce de plante à fleur : l'Aster des Pyrénées (*Aster pyrenaeus* Desf).

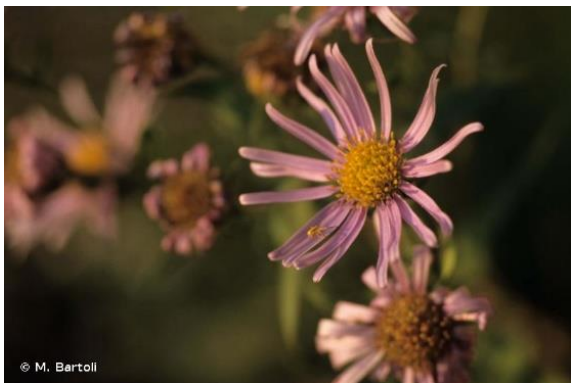


Figure 4 : De gauche à droite : Aster des Pyrénées- M.Bartoli. Bombyx Evérie – D. Ingremeau (inpn.mnhn.fr)

■ Incidences de la mise en compatibilité du PLU sur la zone Natura 2000

La zone Ne dans son emprise future intersecte marginalement cette zone Natura 2000. Les espaces dont il est question (pistes et espaces occupés par différentes strates de végétation) sont actuellement en zone Ne et sont donc concernés uniquement par la modification du règlement écrit de cette zone.

La modification du règlement écrit entraînant l'autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol en zone Ne pourra affecter directement les milieux naturels (suppression d'éléments végétaux, dégradation ou destruction d'habitats...).

Le règlement de la zone N prend toutefois des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13). Les coupes et défrichements sont aussi concernées par des dispositions particulières propres aux zones Natura 2000. Les possibilités d'altération des habitats sont donc limitées, essentiellement sur les espaces boisés.

L'impact induit par la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sera donc de niveau faible sur l'état de conservation des espèces et des habitats ayant servi à la désignation du site Natura 2000.

c - ZSC « Le Gave d'Ossau »

■ Caractéristiques de la zone Natura 2000

Cette zone Natura 2000 couvre une partie du réseau hydrographique du gave d'Ossau, dont le bassin versant s'étend sur près de 500 km². Sa partie culminante s'élève à 2 000 m d'altitude en haute vallée, tandis que le point le plus bas à Oloron Sainte-Marie est à 200 m. La zone est ainsi à cheval entre un contexte purement montagnard et le piémont pyrénéen. 166ha, soit 7% de la surface totale de la zone Natura 2000 sont inclus dans l'emprise de la commune.

Le principal type de milieux est donc l'eau douce (65%) mais la zone comprend également de la forêt caducifoliées (10%).

La ZSC est menacée par le maintien des habitats naturels à fort et très forts enjeux de conservation qui sont susceptibles de subir un assèchement, par les pratiques agricoles de fauche et de pâture qui pourraient conduire à une banalisation de ces habitats.

Les principales menaces liées à la conservation des espèces animales sont représentées par la rupture des continuités écologiques et l'altération des biotopes de nourrissage et de reproduction par des phénomènes d'éclusees et de marnage importants.

Le site Natura 2000 identifie 19 types d'habitats, dont 5 à caractère prioritaire :

- L'habitat 4020 : Landes humides atlantiques tempérées à *Erica ciliaris* et *Erica tetralix* ;
- L'habitat 6230 : Formations herbeuses à *Nardus*, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) ;
- L'habitat 7220 : Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion) ;
- L'habitat 91E0 : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) ;
- L'habitat 9180 : Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion.

Le site Natura 2000 vise également :

- 2 espèces de mammifères : la loutre d'Europe, le Desman des Pyrénées ;
- 3 espèces de poissons : Chabot du Béarn (*Cottus aturi*), Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*), Saumon de l'Atlantique (*Salmo salar*) ;
- 2 espèces d'invertébrés, dont : 1 libellule et demoiselles (*Coenagrion mercuriale*), 1 espèce de crustacé d'eau douce : Écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*).

■ Incidences de la mise en compatibilité du PLU sur la zone Natura 2000

78% de l'emprise future de la zone Ne intersecte cette zone Natura 2000. Certains espaces sont concernés par la suppression de la prescription en espace libre protégé, la suppression de la prescription en espace boisé classé et le passage en zone Ne. D'autres, d'ores et déjà en zone Ne, sont concernés uniquement par la modification du règlement de la zone N.

Le déclassement de l'espace libre protégé augmentera les possibilités de construction et donc de consommation d'espace. Cependant, seules des nouvelles constructions liées et nécessaires aux ouvrages et services publics d'intérêt général et les équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique seront autorisés.

De même, le déclassement de l'espace boisé classé entraînant la suppression de l'obligation de respecter les prescriptions de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme est de nature à faciliter l'enlèvement de la végétation sur la zone objet de la procédure.

Le passage en zone Ne entraînant l'autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol pourra affecter directement les milieux naturels (suppression d'éléments végétaux, dégradation ou destruction d'habitats...).

Toutefois, certains espaces de la future zone Ne sont partie intégrante de la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Le règlement de la zone N prend de plus des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13). Les coupes et défrichements sont aussi concernées par des dispositions particulières propres aux zones Natura 2000. Les possibilités d'altération des habitats sont donc limitées, essentiellement sur les espaces boisés.

Toutefois, l'étude impact permet de mettre en évidence que le cours d'eau présente uniquement des peuplements de truite commune : aucun Desman ou signe de fèces, ainsi qu'aucun Chabot n'a été identifié sur le site d'étude. L'étude d'impact détaille également les mesures mises en place pour limiter l'impact sur les espèces affiliées aux milieux aquatiques.

L'impact induit par la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sera donc de niveau faible sur l'état de conservation des espèces et des habitats ayant servi à la désignation du site Natura 2000.

d - ZPS « Haute Vallée d'Aspe et d'Ossau »

■ **Caractéristiques de la zone Natura 2000**

5% de la surface totale de cette ZPS (soit 2443 ha) sont inclus dans l'emprise de la commune d'Eaux-Bonnes.

Cette zone couvre principalement des pelouses alpines et sub-alpines, des forêts caducifoliées, des forêts de résineux ainsi que des rochers intérieurs, éboulis rocheux, dunes intérieures et de neige ou glace permanente. Cette ouverture de paysage est un enjeu majeur pour le secteur, une fermeture de ce dernier étant probable en cas d'abandon de l'activité pastorale.

La zone comporte également des habitats d'eaux douce intérieurs ainsi que des marais. Ces derniers représentent une surface moindre (2%) mais sont d'une grande qualité écologique.

L'utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur de la zone représente une pression importante. Les prélèvements sur la faune terrestre ainsi que le piétinement et la surfréquentation sont des activités avec des répercussions sur le territoire.

Ce secteur de moyenne à haute montagne, par l'élévation rapide en altitude, est d'une grande diversité paysagère et écologique remarquable. Ainsi le site accueille une importante variété d'espèce qui en font aujourd'hui une zone de protection spécialisée.

Le site Natura 2000 vise en effet :

- 2 espèces d'hiboux et de chouettes (Grand-Duc d'Europe et Chouette de Tengmalm);
- 5 espèces classées « autres oiseaux » ;
- 4 espèces de pics et toucans ;
- 10 espèces de mésanges, moineaux, pinsons et autres passereaux ;
- 12 espèces de rapaces diurnes ;
- 1 espèce de pigeons, tourterelles et apparentes (Tourterelle des bois) ;
- 1 espèce de mouette, goélands, sternes et bécasses : le chevalier guignette (*Actitis hypoleucos*).

■ **Incidences de la mise en compatibilité du PLU sur la zone Natura 2000**

La zone Ne dans son emprise future est entièrement concernée par cette zone Natura 2000. Certains espaces sont concernés par la suppression de la prescription en espace libre protégé, la suppression de la prescription en espace boisé classé et le passage en zone Ne. D'autres, d'ores et déjà en zone Ne, sont concernés uniquement par la modification du règlement de la zone N.

Le déclassement de l'espace libre protégé augmentera les possibilités de construction et donc de consommation d'espaces. Cependant, seules des nouvelles constructions liées et nécessaires aux ouvrages et services publics d'intérêt général et les équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique seront autorisés.

De même, le déclassement de l'espace boisé classé entraînant la suppression de l'obligation de respecter les prescriptions de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme est de nature à faciliter l'enlèvement de la végétation sur la zone objet de la procédure.

Le passage en zone Ne entraînant l'autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol pourra affecter directement les milieux naturels (suppression d'éléments végétaux, dégradation ou destruction d'habitats...).

Toutefois, certains espaces de la future zone Ne sont partie intégrante de la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Le règlement de la zone N prend de plus des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N

13). Les coupes et défrichements sont aussi concernées par des dispositions particulières propres aux zones Natura 2000. Enfin, d'après l'étude d'impact du projet, les pistes d'accès seront basées sur des voies déjà existantes. Les possibilités d'altération des habitats sont donc limitées, essentiellement sur les espaces boisés. Les abords du Valentin seront assez exposés à des altérations, or cette zone Natura 2000 cible des espèces d'oiseaux susceptibles de fréquenter les milieux aquatiques et humides.

L'impact induit par la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU sera donc de niveau faible sur l'état de conservation des espèces et des habitats ayant servi à la désignation du site Natura 2000.

IV.3 - Caractéristiques des zones Natura 2000 à proximité de la future zone Ne et incidences induites par la mise en compatibilité du PLU

a - Caractéristiques des zones Natura 2000

Tableau 8 : Caractéristiques des zones Natura 2000 à proximité de la future zone Ne (INPN)

Code	Nom	Distance à la future zone Ne	Habitats prioritaires	Espèces visées
FR7200745	ZSC - Massif du Montagnon	5,6 km	<ul style="list-style-type: none"> 6230 : Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) ; 7110 : Tourbières hautes actives ; 7220 : Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion) ; 9180 : Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion . 	<ul style="list-style-type: none"> 12 espèces de mammifères, dont : 9 chiroptères, l'ours brun, la loutre d'Europe, le Desman des Pyrénées ; 6 espèces d'invertébrés, dont : 1 escargot (<i>Elona quimperiana</i>), 1 libellule (<i>Coenagrion mercuriale</i>), le cuivré des marais, le lucane cerf-volant, la rosalie des Alpes et le grand capricorne ; 1 espèces de plantes à fleurs : <i>Aster pyrenaeus</i>.
FR7300921	ZSC - Gabizos (et vallée d'Arrens, versant sud-est du Gabizos)	5,2 km	<ul style="list-style-type: none"> 6230 : Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale). 	<ul style="list-style-type: none"> 4 espèces de mammifères, dont : 3 chiroptères, et le desman des Pyrénées ; 2 espèces de plantes à fleurs : <i>Aster pyrenaeus</i> et <i>Buxbaumia viridis</i> ; 1 espèce de reptile : le lézard de Bonnal.
FR7200744	ZSC - Massif de Sesques et de l'Ossau	4,1 km	<ul style="list-style-type: none"> 6110 : Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi 6230 : Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) ; 7110 : Tourbières hautes actives ; 7220 : Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion) 91E0 : Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i>, <i>Alnion incanae</i>, <i>Salicion albae</i>) 9180 Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion 	<ul style="list-style-type: none"> 8 espèces de mammifères dont : 5 chiroptères, l'ours brun, la loutre d'Europe, le desman des Pyrénées ; 5 espèces d'invertébrés : 1 escargot (<i>Elona quimperiana</i>), le coléoptère <i>Rhysodes sulcatus</i>, le lucane cerf-volant, la rosalie des Alpes et le grand capricorne ; 1 espèce de reptile : le lézard de Bonnal ; 2 plantes à fleurs : <i>Aster pyrenaeus</i> et <i>Bubauxmia viridis</i>

Code	Nom	Distance à la future zone Ne	Habitats prioritaires	Espèces visées
			<ul style="list-style-type: none"> 9430 Forêts montagnardes et subalpines à Pinus uncinata (* si sur substrat gypseux ou calcaire) 	
FR7300920	ZSC - Granquet-Pibeste et Soum d'Ech	9,9 km	<ul style="list-style-type: none"> 6110 : Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi 6230 : Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) ; 7110 : Tourbières hautes actives ; 7220 : Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion) 9180 : Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion 	<ul style="list-style-type: none"> 8 espèces de mammifères dont 7 chiroptères et le Desman des Pyrénées 2 espèces d'invertébrés : la rosalie des Alpes et l'écrevisse à pattes blanches 1 espèce de bryophyte : l'Orthotric de Roger
FR7210089	ZPS - Pènes du Moule de Jaout	4,5 km	X	<ul style="list-style-type: none"> 2 espèces d'hiboux et chouettes : Grand-Duc d'Europe et Chouette de Tengmalm ; 3 espèces de pics : pic noir, pic mar, pic à dos blanc ; 2 espèces de passereaux : pie-grièche écorcheur et crève à bec rouge ; 3 espèces classées autres oiseaux ; 12 espèces de rapaces diurnes.
FR7212009	ZPS - Pics de l'Estibet et de Mondragon	7,4 km	X	<ul style="list-style-type: none"> 2 espèces d'hiboux et chouettes : Grand-Duc d'Europe et Chouette de Tengmalm ; 3 espèces de pics : pic noir, pic mar, pic à dos blanc ; 2 espèces de passereaux : pie-grièche écorcheur et crève à bec rouge ; 3 espèces classées « autres oiseaux » ; 10 espèces de rapaces diurnes.

b - Incidences de la mise en compatibilité du PLU sur les zones Natura 2000

Sur la zone Ne dans son emprise future, certains espaces sont concernés par la suppression de la prescription en espace libre protégé, la suppression de la prescription en espace boisé classé et le passage en zone Ne. D'autres, d'ores et déjà en zone Ne, sont concernés uniquement par la modification du règlement de la zone N.

Le déclassement de l'espace libre protégé augmentera les possibilités de construction et donc de consommation d'espaces. Cependant, seules des nouvelles constructions liées et nécessaires aux ouvrages et services publics d'intérêt général et les équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique seront autorisés.

De même, le déclassement de l'espace boisé classé entraînant la suppression de l'obligation de respecter les prescriptions de l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme est de nature à faciliter l'enlèvement de la végétation sur la zone objet de la procédure.

Le passage en zone Ne entraînant l'autorisation des installations et travaux divers dont les affouillements et exhaussements du sol pourra affecter directement les milieux naturels (suppression d'éléments végétaux, dégradation ou destruction d'habitats...).

Les habitats se trouvant directement dans les zones Natura 2000 situées à proximité de la zone Ne dans son emprise future ne seront pas affectés par la mise en compatibilité du PLU. Cependant, d'après l'étude d'impact réalisée pour le projet de construction de centrale hydroélectrique sur le Valentin, la zone Ne dans son emprise future présente des habitats d'intérêt communautaire visés par les ZSC situées à proximité.

Les populations d'espèces à faible capacité de dispersion (plantes et invertébrés) se trouvant directement dans les zones Natura 2000 situées à proximité de la zone Ne dans son emprise future ne seront pas affectés par la mise en compatibilité du PLU. Cependant, d'après l'étude d'impact réalisée pour le projet de construction de centrale hydroélectrique sur le Valentin, la zone Ne dans son emprise future est concernée ou possiblement concernée par la présence d'espèces ciblées par les zones Natura 2000 à proximité.

Toutefois, certains espaces de la future zone Ne font partie intégrante de la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Le règlement de la zone N prend de plus des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13). Les coupes et défrichements sont aussi concernées par des dispositions particulières propres aux zones Natura 2000. Les possibilités d'altération des habitats sont donc limitées, essentiellement sur les espaces boisés.

La déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU entraînera donc des incidences négatives de niveau faible sur l'état de conservation des espèces et des habitats ayant servi à la désignation des sites Natura 2000 à proximité de la zone Ne dans son emprise future.

V. CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Les résultats de la mise en œuvre du PLU devront faire l'objet d'une analyse, dans un délai de 6 ans au plus tard après son approbation. En effet, tout projet de territoire durable doit apporter une amélioration de la situation initiale au regard des finalités du développement durable.

Pour cela, il est nécessaire de définir des indicateurs permettant d'apprécier les incidences du PLU. Le suivi de ces indicateurs doit permettre d'adapter au besoin le règlement et le zonage du PLU afin de remédier à des difficultés rencontrées dans l'application des objectifs du document.

Un indicateur se définit comme « un facteur ou une variable, de nature quantitative ou qualitative, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer et d'informer des changements liés à une intervention, ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur de développement » (définition de l'OCDE, glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et à la gestion axée sur les résultats, 2002).

Les indicateurs choisis ont été déterminés selon leur pertinence, leur fiabilité et la facilité d'accès des données et de leur calcul. Pour chaque indicateur, la source de la donnée est indiquée pour faciliter sa collecte et sa mise à jour ultérieure.

Ces indicateurs devront être intégrés et calculés lors de la prochaine révision générale du PLU de la commune d'Eaux-Bonnes.

Tableau 9 : Indicateurs de suivi de la mise en œuvre du projet sur l'environnement

INDICATEUR	UNITE	ETAT T0	SOURCE
PAYSAGE ET MILIEUX NATURELS			
Coupes effectuées dans la partie de la zone Ne appartenant à la forêt communale à compter de la mise en compatibilité du PLU	Sans unité (comptage)	0	ONF, données communales et inventaires de terrain
Evolution de l'occupation du sol	Sans unité (qualitatif)	Forêt de feuillus Forêt de conifères	CES OSO THEIA
Etat du Valentin	Sans unité (échelle qualitative)	<u>Etat écologique</u> : bon <u>Etat chimique</u> : non classé	SIE Adour-Garonne
RISQUES			
Arrêtés de catastrophe naturelle inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues sur la commune à compter de la mise en compatibilité du PLU	Sans unité (comptage)	0	Arrêtés de catastrophe naturelle
Mouvements de terrain ponctuels sur la zone Ne ou à	Sans unité (comptage)	0	Géorisques, étude

INDICATEUR	UNITE	ETAT T0	SOURCE
proximité (moins de 500 m) à compter de la mise en compatibilité du PLU			géotechnique GIES
CONSOMMATION ET PRODUCTION ENERGETIQUE			
Evolution de la production d'électricité d'origine renouvelable sur la communauté de communes de la vallée d'Ossau	Gwh	577.95 (2020)	Terristory (AREC Nouvelle-Aquitaine)
Evolution de la part d'énergies renouvelables dans les consommations finales de la communauté de communes de la Vallée d'Ossau	%	313,82 % (2020)	Terristory (AREC Nouvelle-Aquitaine)

VI. COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES DE RANG SUPERIEUR

D'après l'article L.131-1 et suivants du code de l'urbanisme, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent respecter des principes de compatibilité avec des plans et programmes de rang supérieur. La liste des documents avec lesquels le PLU de la commune d'Eaux-Bonnes doit être compatible est détaillé ci-dessous :

PLANS ET PROGRAMMES DE RANG SUPERIEUR	DATE D'APPROBATION
Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 du code de l'urbanisme	<i>En cours d'élaboration sur le territoire</i>
Les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévus aux articles L.145-1 à L.146-9 du code de l'urbanisme	<i>Adopté le 20 février 1974</i>
Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables	<i>SRADDET Nouvelle Aquitaine approuvé le 20 mars 2020</i>
Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L.123-1 du code de l'urbanisme	<i>Non concerné</i>
Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L.4433-7 du code général des collectivités territoriales	<i>Non concerné</i>
Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales	<i>Non concerné</i>
Les chartes des Parcs Naturels Régionaux PNR prévues à l'article L.333-1 du code de l'environnement	<i>Non concerné</i>
Les chartes des Parcs nationaux prévus à l'article L.331-3 du code de l'environnement	<i>Non concerné (commune située dans l'aire optimale d'adhésion mais n'ayant pas signé la charte)</i>
Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux SDAGE prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement	<i>SDAGE Adour-Garonne 2022-2027, adopté le 10 mars 2022</i>
Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux SAGE prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement	<i>Non concerné</i>

PLANS ET PROGRAMMES DE RANG SUPERIEUR	DATE D'APPROBATION
Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation PGRI pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7	<i>PGRI Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 pour la période 2022-2027</i>
Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports prévues à l'article L. 112-4 du code de l'urbanisme	<i>Non concerné</i>
Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement	<i>Schéma Régional des Carrières Nouvelle-Aquitaine, en cours d'élaboration.</i>
Les objectifs et dispositions des documents stratégiques de façade ou de bassin maritime prévus à l'article L. 219-1 du code de l'environnement	<i>Non concerné</i>
Le schéma départemental d'orientation minière en Guyane prévu à l'article L. 621-1 du code minier	<i>Non concerné</i>
Le schéma régional de cohérence écologique prévu à l'article L. 371-3 du code de l'environnement	<i>Non concerné</i>
Le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L. 302-13 du code de la construction et de l'habitation	<i>Non concerné</i>
Le plan de mobilité d'Ile-de-France prévu à l'article L. 1214-9 du code des transports	<i>Non concerné</i>
Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement	<i>Non concerné</i>
Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat	<i>Non concerné</i>
Les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports	<i>Non concerné</i>
Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation	<i>Non concerné</i>
Le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement	<i>Non concerné</i>

VI.1 - Compatibilités avec les dispositions particulières aux zones de montagne

REGLES	COMPATIBILITE
<p><u>L'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante :</u></p> <p>Afin d'éviter le développement des constructions dispersées dans les zones de montagne, et dans un souci de préservation des espaces et paysages montagnards, ainsi que des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières, l'article L.122-5 du code de l'urbanisme prévoit que l'urbanisation doit être réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations, sous réserve des exceptions encadrées par la loi.</p>	<p>La DPMEC aura pour effet l'agrandissement de la zone Ne et l'autorisation de l'implantation d'équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique sur la zone objet de la procédure.</p> <p>L'évolution du PLU décrite dans ce document vise à l'implantation d'une infrastructure d'énergie renouvelable, qui peut déroger au principe d'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante.</p>
<p><u>Les énergies renouvelables en montagne</u></p> <p>Le principe d'urbanisation en continuité avec l'urbanisation existante peut être dérogé pour la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.</p> <p>Ainsi, si l'on doit considérer les installations de production d'énergie renouvelables comme de l'urbanisation, elles devront s'implanter en continuité de l'urbanisation existante, sauf à ce qu'elles puissent bénéficier de la dérogation applicable aux installations et équipements publics.</p>	<p>La DPMEC aura pour effet l'agrandissement de la zone Ne et l'autorisation de l'implantation d'équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique sur la zone objet de la procédure.</p> <p>L'évolution du PLU décrite dans ce document vise à l'implantation d'une infrastructure d'énergie renouvelable, qui peut déroger au principe d'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante, d'après l'article L.122-3 du Code de l'Urbanisme.</p>
<p><u>Les Unités Touristiques Nouvelles (UTN) :</u></p> <p>Il s'agit de projets de constructions, d'équipements ou d'aménagements touristiques dont la caractéristique principale est de pouvoir s'implanter sans être soumis au principe d'urbanisation en continuité, tout en respectant la qualité des sites et les grands équilibres naturels (L.122-15). On distingue les UTN structurantes (UTNS) de taille ou de capacité d'accueil importante et les UTN locales (UTNL) : elles sont toutes soumises à un régime spécifique. Toutefois, les constructions, équipements et aménagements qui ressortent des catégories UTN situées au sein des parties urbanisées ou dans un secteur constructible situé en continuité de l'urbanisation existante (art.R.122-92) ne relèvent pas du régime des UTN.</p>	<p>Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.</p>
<p><u>Préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières :</u></p> <p>L'article L.122-10 du code de l'urbanisme dispose que les terres nécessaires au maintien</p>	<p>La DPMEC est de nature à faciliter le changement d'occupation des sols. Toutefois la zone Ne dans son emprise future ne comprend pas de terres agricoles recensées au RPG. Certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt</p>

<p>et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières, en particulier les terres qui se situent dans les fonds de vallée, soient préservées.</p> <p>Il précise également que la nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition.</p>	<p>communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent.</p>
<p><u>Préservation des espaces, paysages, et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard :</u></p> <p>L'article L.122-9 du code de l'urbanisme dispose que les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols comportent les dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.</p>	<p>Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13).</p>
<p><u>Remontées mécaniques n'ayant pas pour objet principal de desservir un domaine skiable :</u></p> <p>Les ascenseurs valléens correspondent à des opérations lourdes avec un montage économique et financier complexe à équilibrer, qui engage durablement les territoires, à une échelle bien plus large que les communes ou intercommunalités. C'est pourquoi ils doivent être planifiés au niveau du SCoT. L'inscription au titre des UTN lorsqu'ils sont au-dessus des seuils prévus par décret permet ainsi de sécuriser les projets d'ascenseurs valléens en autorisant leur implantation en discontinuité de l'urbanisation existante.</p>	<p>Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.</p>
<p><u>Les routes nouvelles :</u></p> <p>En application de l'article L.122-4, la création de routes nouvelles de vision panoramique, de corniche ou de bouclage est interdite dans la partie des zones de montagne située au-dessus de la limite forestière, sauf exception justifiée par le désenclavement d'agglomérations existantes ou de massifs forestiers ou par des considérations de défense nationale ou de liaison internationale.</p>	<p>Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.</p>

VI.2 - Compatibilités avec les règles générales du fascicule du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Nouvelle Aquitaine

REGLES	COMPATIBILITE
1 > DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ET GESTION ÉCONOME DE L'ESPACE	
RG1 - Les territoires mobilisent prioritairement le foncier au sein des enveloppes urbaines existantes.	La DPMEC aura pour effet l'agrandissement de la zone Ne et l'autorisation de l'implantation d'équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique sur la zone objet de la procédure. Cependant, pour rappel, seul un aménagement hydroélectrique pourra être installé (aménagement de faible emprise). Les autres types d'énergies n'étant pas propice au milieu. De plus, la centrale sera isolée acoustiquement comme spécifié dans l'étude d'impact, de manière à ne pas accentuer l'ambiance sonore générale dominée par le Valentin. .
RG2 - Les territoires organisent essentiellement le développement des surfaces commerciales dans les centralités et les zones commerciales existantes.	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
RG3 - Les territoires proposent une armature territoriale intégrant l'appareil commercial, les équipements et les services répondant aux besoins actuels et futurs de leur population en lien avec les territoires voisins. Cette armature sera construite en faisant référence à l'armature régionale.	
RG4 - Les territoires favorisent, au sein des enveloppes urbaines existantes, l'intensification du développement urbain à proximité des points d'arrêts desservis par une offre structurante en transport collectif.	
RG5 - Les territoires font des friches des espaces de réinvestissement privilégiés.	
2 > COHÉSION ET SOLIDARITÉS SOCIALES ET TERRITORIALES	
RG6 - Les complémentarités interterritoriales sont identifiées par les SCoT et les chartes de PNR.	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
RG7 - Les documents de planification et d'urbanisme cherchent, par une approche intégrée, à conforter et/ou revitaliser les centres-villes et centres-bourgs.	
RG8 - Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs.	
RG9 - L'adaptation du cadre de vie aux usages et besoins des personnes âgées est recherchée	

REGLES	COMPATIBILITE
par les documents de planification et d'urbanisme.	
RG10 - Des dispositions favorables à l'autonomie alimentaire des territoires sont recherchées dans les documents de planification et d'urbanisme : > Par la préservation du foncier agricole > Par la promotion de stratégies alimentaires locales et autres dispositifs de valorisation de la ressource agricole en proximité	
3 > INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT, INTERMODALITÉ ET DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS	
RG11 - Le développement des pôles d'échanges multimodaux, existants ou en projet, s'accompagne d'une identification et d'une préservation des espaces dédiés et/ou à dédier à l'intermodalité.	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
RG12 - Les autorités organisatrices de la mobilité recherchent la compatibilité de leurs outils billettiques et d'informations voyageurs avec ceux portés par le syndicat mixte intermodal régional.	
RG13 - Les réseaux de transport publics locaux sont organisés en cohérence avec le réseau de transports collectifs structurant de la Région et dans la recherche d'une optimisation des connexions entre les lignes de transport.	
RG14 - Dans le cas de PDU* limitrophes, chacun des PDU veille à optimiser les interfaces transport entre les territoires.	
RG15 - L'amélioration de l'accessibilité aux sites touristiques par les modes alternatifs à l'automobile est recherchée.	
RG16 - Les stratégies locales de mobilité favorisent les pratiques durables en tenant compte de l'ensemble des services de mobilité, d'initiative publique ou privée.	
RG17 - Dans les zones congestionnées, les aménagements d'infrastructures routières structurantes privilégient l'affectation de voies pour les lignes express de transports collectifs et, en expérimentation, pour le covoiturage.	
RG18 - Les documents d'urbanisme et de planification conçoivent et permettent la mise en œuvre d'un réseau cyclable en cohérence avec les schémas départementaux, régionaux, nationaux ou européens.	
RG19 - Les stratégies locales de mobilité développent les zones de circulation apaisée pour faciliter l'accès aux pôles d'échanges multimodaux (PEM) et aux équipements publics par les modes actifs.	

REGLES	COMPATIBILITE
RG20 - Les espaces stratégiques pour le transport de marchandises (ports maritimes et fluviaux, chantiers de transport combiné, gares de triage, cours de marchandises, emprises ferrées, portuaires, routières, zones de stockage et de distribution urbaine) et leurs accès ferroviaires et routiers sont à préserver. Les espaces nécessaires à leur développement doivent être identifiés et pris en compte, en priorisant les surfaces déjà artificialisées.	
RG21 - Le réseau routier d'intérêt régional est composé des axes départementaux suivants	
4 > CLIMAT, AIR ET ÉNERGIE	
RG22 - Le principe de l'orientation bioclimatique est intégré dans tout projet d'urbanisme et facilité pour toute nouvelle construction, réhabilitation ou extension d'une construction existante.	<p>La Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU qui vise à faire évoluer le PLU pour permettre l'implantation d'une microcentrale hydroélectrique ne rentre dans aucune des règles déclinées par le SRADDET. Toutefois, l'implantation d'une microcentrale hydroélectrique permettra de produire de l'électricité d'origine renouvelable, et participera donc à l'inscription du territoire dans la lutte contre le changement climatique.</p>
RG23 - Le rafraîchissement passif est mis en œuvre dans les espaces urbains denses.	
RG24 - Les documents de planification et d'urbanisme intègrent la ressource en eau en qualité et en quantité en favorisant les économies d'eau, la réduction des ruissellements, la récupération des eaux pluviales, la réutilisation des eaux grises et la préservation des zones tampons	
RG25 - Les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) des territoires littoraux intègrent les scénarios GIEC 2050 et 2100 pour anticiper l'élévation du niveau de la mer.	
RG26 - Les documents de planification et d'urbanisme anticipent les évolutions de la bande côtière et réduisent les risques côtiers.	
RG27 - L'isolation thermique par l'extérieur (ITE) des bâtiments est facilitée.	
RG28 - L'intégration des équipements d'énergie renouvelable solaires dans la construction est facilitée et encouragée.	
RG29 - L'optimisation des installations solaires thermiques et photovoltaïques sur les bâtiments est améliorée par une inclinaison adaptée de la toiture.	
RG30 - Le développement des unités de production d'électricité photovoltaïque doit être privilégié sur les surfaces artificialisées bâties et non bâties, offrant une multifonctionnalité à ces espaces.	
RG31 - L'installation des réseaux de chaleur et de froid couplés à des unités de production d'énergie renouvelable est facilitée.	

REGLES	COMPATIBILITE
<p>RG32 - L'implantation des infrastructures de production, distribution et fourniture en énergie renouvelable (biogaz, hydrogène, électricité) pour les véhicules de transport de marchandises et de passagers est planifiée et organisée à l'échelle des intercommunalités, en collaboration avec la Région et l'État.</p>	
5 > PROTECTION ET RESTAURATION DE LA BIODIVERSITÉ	
<p>RG33 - Les documents de planification et d'urbanisme doivent lors de l'identification des continuités écologiques de leur territoire (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à leur échelle :</p> <p>A. intégrer les enjeux régionaux de continuités écologiques à savoir préserver et restaurer les continuités, limiter l'artificialisation des sols et la fragmentation des milieux, intégrer la biodiversité, la fonctionnalité et les services écosystémiques dans le développement territorial (nature en ville, contribution des acteurs socio-économiques, lutte contre les pollutions), intégrer l'enjeu relatif au changement climatique et améliorer et partager la connaissance.</p> <p>B. caractériser les sous-trames et les continuités de leur territoire en s'appuyant sur les sous trames précisées dans l'objectif 40 et cartographiées à l'échelle 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine ») et justifier de leur prise en compte.</p>	<p>Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.</p>
<p>RG36 - Les documents de planification et d'urbanisme protègent les continuités écologiques et préservent la nature en ville. Pour cela ils peuvent mobiliser des outils adaptés tels que les zonages, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, la définition d'un Coefficient de Biotope par Surface, ou encore la définition d'emplacements réservés.</p>	<p>La DPMEC est de nature à faciliter le changement d'occupation des sols. Toutefois, certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent.</p>
6 > PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS	
<p>RG37 - Les acteurs mettent en œuvre prioritairement des actions visant à la prévention des déchets avant toute opération de valorisation puis d'élimination.</p>	<p>Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.</p>
<p>RG38 - Les acteurs mettent en œuvre des actions visant à la valorisation matière des déchets avant toute opération d'élimination et après toute opération de prévention.</p>	

REGLES	COMPATIBILITE
RG39 - L'ouverture de nouvelles installations de stockage de déchets non dangereux, non inertes, n'est pas autorisée sur l'ensemble du territoire régional.	
RG40 - Les documents d'urbanisme définissent les emplacements nécessaires aux installations de transit, de tri, de préparation, de valorisation et d'élimination des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics (BTP), dès lors que les besoins sont identifiés.	
RG41 - Les collectivités en charge de la gestion des déchets et les services de l'État identifient les installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits lors de situation exceptionnelle.	

Le SRADDET décline également 3 orientations en 14 objectifs stratégiques et 80 objectifs mais toutes les thématiques abordées ne peuvent être traitées dans le document d'urbanisme, ces objectifs ont donc un rapport de prise en compte lorsqu'ils sont liés à l'élaboration du document d'urbanisme.

OBJECTIFS STRATEGIQUES DU DOCUMENT SUPRA	COMPATIBILITE
ORIENTATION 1 : UNE NOUVELLE AQUITAINE DYNAMIQUE, DES TERRITOIRES ATTRACTIFS, CREATEURS D'ACTIVITES ET D'EMPLOIS	
1.1 - Créer des emplois et de l'activité économique en valorisant le potentiel de chaque territoire dans le respect des ressources et richesses naturelles	Ne concerne pas directement la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU. Toutefois, la création ainsi que l'exploitation d'équipement de production électrique, permettra l'emploi d'entreprises locales.
1.2 - Développer l'économie circulaire	
1.3 - Donner à tous les territoires l'opportunité d'innover et d'expérimenter	
1.4 - Accompagner l'attractivité de la région par une offre de transport de voyageurs et de marchandises renforcée	
1.5 - Ouvrir la région Nouvelle-Aquitaine sur ses voisines, l'Europe et le monde	
ORIENTATION 2 : UNE NOUVELLE AQUITAINE AUDACIEUSE, DES TERRITOIRES INNOVANTS FACE AUX DEFIS DEMOGRAPHIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	
2.1 - Allier économie d'espace, mixité sociale et qualité de vie en matière d'urbanisme et d'habitat	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
2.2 - Préserver et valoriser les milieux naturels, les espaces agricoles, forestiers et garantir la ressource en eau	La DPMEC est de nature à faciliter le changement d'occupation des sols. Toutefois, certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la

OBJECTIFS STRATEGIQUES DU DOCUMENT SUPRA	COMPATIBILITE
	préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent.
2.3 - Accélérer la transition énergétique et écologique pour un environnement sain	La DPMEC aura pour conséquence l'autorisation des équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique sur la zone objet de la procédure (agrandissement de la zone Ne). La finalité est de permettre l'installation d'une centrale hydroélectrique qui contribuera aux objectifs de production d'énergie renouvelable.
2.4 - Mettre la prévention des déchets au cœur du modèle de production et de consommation	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
2.5 - Être inventif pour limiter les impacts du changement climatique> Par la préservation du foncier agricole > Par la promotion de stratégies alimentaires locales et autres dispositifs de valorisation de la ressource agricole en proximité	
ORIENTATION 3 : UNE NOUVELLE AQUITAINE SOLIDAIRE, UNE REGION ET DES TERRITOIRES UNIS POUR LE BIEN-VIVRE DE TOUS	
3.1 - Renforcer les liens entre les villes, la métropole et les territoires ruraux	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
3.2 - Assurer un accès équitable aux services et équipements, notamment à travers l'affirmation du rôle incontournable des centres-villes et centres-bourgs	
3.3 - Optimiser les offres de mobilité, la multimodalité et l'intermodalité	
3.4 - Garantir la couverture numérique et développer les nouveaux services et usages	

VI.3 - Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2022-2027 (SDAGE) du bassin Adour Garonne

ORIENTATIONS FONDAMENTALES		COMPATIBILITE
ORIENTATION A : CRÉER LES CONDITIONS DE GOUVERNANCE FAVORABLES À L'ATTENTE DES OBJECTIFS DU SDAGE		
Ne rentre pas dans le champ d'action de la procédure. Toutefois, le projet aura comme objectif de favoriser le transfert des connaissances scientifiques et leur appropriation par les acteurs et gestionnaires locaux et favoriser la consultation des données.		
ORIENTATION B : RÉDUIRE LES POLLUTIONS		
Le projet n'est pas de source à lutter contre les pollutions mais n'en engendrera cependant pas si les mesures prescrites sont appliquées en phase de chantier. La bonne qualité physico-chimique du cours d'eau sera préservée.		
AGIR SUR LES REJETS EN MICROPOLLUANTS ET MICROPOLLUANTS		
B1 à B6 : Limiter durablement les pollutions par les rejets domestiques, par temps sec et temps de pluie	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
B7 à B9 : Réduire les pollutions liées aux micropolluants		
RÉDUIRE LES POLLUTIONS D'ORIGINE AGRICOLE ET ASSIMILÉE		
B10 à B13 : Mieux connaître et communiquer pour mieux définir les stratégies d'actions dans le cadre d'une agriculture performante aux plans économique, social et environnemental	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
B14 à B20 : Promouvoir les bonnes pratiques respectueuses de la qualité des eaux et des milieux.		
B21 à B23 : Cibler les actions de lutte en fonction des risques et des enjeux		
PRÉSERVER ET RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DE L'EAU POUR L'EAU POTABLE ET LES ACTIVITÉ DE LOISIRS LIÉES À L'EAU		
B24 à B28 : Des eaux brutes conformes pour la production d'eau potable. Une priorité : protéger les ressources superficielles et souterraines pour les besoins futurs.	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
B29 à B30 : Améliorer la qualité des ouvrages qui captent les eaux souterraines et prévenir les risques de contamination		
B31 à B34 : Une eau de qualité satisfaisante pour les loisirs nautiques, la pêche à pied et le thermalisme		
B35 : Eaux de baignade et eaux destinées à l'eau potable : lutter contre la prolifération des cyanobactéries		

ORIENTATIONS FONDAMENTALES		COMPATIBILITE
SUR LE LITTORAL, PRÉSERVER ET RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DES EAUX COTIÈRES, DES ESTUAIRES ET DES LACS NATURELS		
Ne concerne pas le territoire étudié		
ORIENTATION C : AGIR POUR ASSURER L'ÉQUILIBRE QUANTITATIF		
C1 à C2 : Mieux connaître et faire connaître pour mieux gérer	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU. Le projet n'est pas source à lutter contre les pertes en eaux et n'entraîne pas de prélèvements/consommation d'eau.	
C3 à C24 : Gérer durablement la ressource en eau en intégrant le changement climatique		
C25 à C27 : Anticiper et gérer la crise		
ORIENTATION D : PRÉSERVER ET RESTAURER LES FONCTIONNALITÉS DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES		
RÉDUIRE L'IMPACT DES AMÉNAGEMENTS ET DES ACTIVITÉS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES		
Cet objectif aborde l'équilibre entre le développement de l'hydroélectricité et la préservation des milieux aquatiques. Elle précise que le maintien et le développement de la production hydroélectrique doit favoriser les projets ayant le moins d'impacts sur ces milieux		
D1 à D4 : Concilier le développement de la production énergétique et les objectifs environnementaux du SDAGE	La DPMEC aura pour conséquence l'autorisation des équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique sur la zone objet de la procédure (agrandissement de la zone Ne). La finalité est de permettre l'installation d'une centrale hydroélectrique. Les impacts de cet ouvrage sur le Valentin seront précisés par l'étude d'impact ayant pour objet ce projet.	
D5 à D7 : Gérer et réguler les débits en aval des ouvrages		
D8 à D14 : Préserver et gérer les sédiments pour améliorer le fonctionnement des milieux aquatiques, assurer un transport suffisant des sédiments et limiter les impacts du stockage des sédiments dans les retenues		
D15 à D17 : Identifier les territoires concernés par une forte densité de petits plans d'eau, et réduire les impacts cumulés des plans d'eau	Ne concerne pas directement la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
GÉRER, ENTRETENIR ET RESTAURER LES COURS D'EAU, LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE ET LE LITTORAL		
De par sa faible emprise, le projet ne dégradera pas la morphologie du cours d'eau. Cette orientation concerne la mise en œuvre de mesures nécessaires à la restauration de la continuité écologique. La présence d'une prise d'eau ichtyocompatible au sein d'un milieu présentant naturellement une forte fragmentation longitudinale, n'occasionnera pas de discontinuité écologique.		
D18 à D22 : Gérer durablement les cours d'eau en respectant la dynamique fluviale, les équilibres écologiques et les fonctions naturelles	Ne concerne pas directement la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU. L'étude d'impact permet de mettre en évidence que la faible emprise du projet ne sera pas de nature à dégrader la morphologie du cours d'eau.	
D23 : Préserver, restaurer la continuité écologique	La DPMEC est de nature à faciliter le changement d'occupation des sols. Toutefois, certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la	

ORIENTATIONS FONDAMENTALES		COMPATIBILITE
		préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent.
D24 à D25 : Prendre en compte les têtes de bassins versants et préserver celles en bon état		Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
D26 à D28 : Intégrer la gestion piscicole et halieutique dans la gestion globale des cours d'eau, des plans d'eau et des zones estuariennes		
PRÉSERVER ET RESTAURER LES ZONES HUMIDES ET LA BIODIVERSITÉ LIÉE À L'EAU		
La masse d'eau intégrant le projet est considérée comme un cours d'eau en bon état écologique. Le projet n'est pas de nature à dégrader les zones humides. Les aménagements composant la microcentrale du Valentin seront implantés en dehors des zones humides.		
D29 à D32 : Les milieux aquatiques et humides à fort enjeux environnementaux du bassin Adour-Garonne		La masse d'eau intégrant le projet est considérée comme un cours d'eau en bon état écologique. Le projet n'est pas de nature à dégrader les zones humides. Les aménagements composant la microcentrale du Valentin seront implantés en dehors des zones humides.
D33 à D37 : Préserver et restaurer les poissons grands migrateurs amphihalins, leurs habitats fonctionnels et la continuité écologique		
D38 à D44 : Stopper la dégradation anthropique des milieux et zones humides et intégrer leur préservation dans les politiques publiques		La DPMEC est de nature à faciliter le changement d'occupation des sols. Toutefois, certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent.
D45 à D48 : Préservation des habitats fréquentés par les espèces remarquables menacées ou quasi-menacées du bassin		
RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ FACE AUX RISQUES D'INONDATION, DE SUBMERSION MARINE ET L'ÉROSION DES SOLS		
D49 à D52 : Réduire la vulnérabilité et les aléas en combinant protection de l'existant et maîtrise de l'aménagement et de l'occupation des sols.		La DPMEC est de nature à faciliter le changement d'occupation des sols. Toutefois, certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent.

VI.4 - Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027 (PGRI) du bassin Adour Garonne

STRATEGIE TERRITORIALE		COMPATIBILITE
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°0 : VEILLER À LA PRISE EN COMPTE DES CHANGEMENTS MAJEURS (CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUE...)		
D0.1 : Sensibiliser sur les risques encourus, former et mobiliser les acteurs de territoires	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
D0.2 : Renforcer la connaissance pour réduire les marges d'incertitudes, permettre l'anticipation et l'innovation		
D0.3 : Développer les démarches prospectives, territoriales et économiques		
D0.4 : Développer des plans d'actions basés sur la diversité et la complémentarité des mesures		
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DES GOUVERNANCES À L'ÉCHELLE TERRITORIALE ADAPTÉE, STRUCTURÉES ET PÉRENNES		
D1.1 : Mettre en place des stratégies et des programmes d'actions prioritairement sur les territoires à risques importants d'inondation (TRI)	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
D1.2 : Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB et favoriser les gouvernances à une échelle cohérente		
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : POURSUIVRE L'AMÉLIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CULTURE DU RISQUE INONDATION EN MOBILISANT TOUS LES OUTILS ET ACTEURS CONCERNÉS		
D2.1 : Développer et mettre à jour les cartographies des zones inondables	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
D2.2 : Piloter la réalisation des cartes zones d'inondation potentielle (ZIP) et équivalents		
D2.3 : Affiner la connaissance des aléas et de la vulnérabilité sur le littoral		

STRATEGIE TERRITORIALE		COMPATIBILITE
D2.4 : Identifier les zones soumises aux crues soudaines ou torrentielles	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
D2.5 : Développer la connaissance des enjeux		
D2.6 : Diffuser la connaissance		
D2.7 : Développer la culture du risque inondation		
D2.8 : Sensibiliser les maires des communes dotées d'un PPR sur leurs responsabilités et obligations		
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : POURSUIVRE L'AMÉLIORATION DE LA PRÉPARATION À LA GESTION DE CRISE ET VEILLER À RACCOURCIR LE DÉLAI DE RETOUR À LA NORMALE DES TERRITOIRES SINISTRÉS		
D3.1 : Maintenir des SPC fiables et performants	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
D3.2 : Développer les systèmes d'alerte locaux		
D3.3 : Améliorer l'anticipation des événements de pluies intenses		
D3.4 : Exploiter les différentes cartographies de zones inondables pour améliorer la gestion de crise		
D3.5 : Développer des volets inondation au sein des dispositifs ORSEC départementaux		
D3.6 : Encourager l'élaboration, la mise à jour et tester les PCS dans les communes en zone inondable		
D3.7 : Promouvoir l'élaboration des PPMS		
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : POURSUIVRE L'AMÉLIORATION DE LA PRÉPARATION À LA GESTION DE CRISE ET VEILLER À RACCOURCIR LE DÉLAI DE RETOUR À LA NORMALE DES TERRITOIRES SINISTRÉS		
D3.8 : Insérer les actions d'accompagnement dans les actions de gestion post crues	Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	

STRATEGIE TERRITORIALE		COMPATIBILITE
D3.9 : Informer sur les démarches relatives aux indemnisations		
D3.10 : Gérer les travaux d'urgence en situation post crue		
D3.11 : Généraliser et capitaliser les retours d'expérience		
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°4 : RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ VIA UN AMÉNAGEMENT DURABLE DES TERRITOIRE		
D4.1 : Mettre en œuvre la priorisation, à l'échelle régionale, d'élaboration et de révision des PPRN		Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
D4.2 : S'assurer de la cohérence de l'aléa de référence des PPRi et PPRL sur un linéaire d'un même cours d'eau ou un même littoral		
D4.3 : Améliorer la prise en compte du risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou submersion marine dans les documents d'urbanisme		La DPMEC est de nature à faciliter l'altération des sols et de la végétation et donc à affecter leur capacité à mitiger les inondations. Toutefois, il convient de rappeler que certains des espaces de la zone Ne dans son emprise future appartiennent à la forêt communale d'Eaux-Bonnes et sont ainsi gérés selon le régime forestier. Sur l'ensemble de la zone Ne dans son emprise future, le règlement de la zone N prend des mesures pour la préservation des éléments végétaux (cf. article N 13) et les dispositions particulières propres aux zones Natura 2000 pour les coupes et défrichements s'appliquent. De plus, le règlement du PPR communal s'applique sur l'extrémité Ouest de la zone objet de la procédure.
D4.4 : Améliorer la prise en compte du risque d'inondation par ruissellement (urbain et rural) dans les documents d'urbanisme et lors de nouveaux projets		
D4.5 : Améliorer la prise en compte du risque d'inondation torrentielle coulées de boue dans les documents d'urbanisme		
D4.6 : Mettre en place des indicateurs sur la prise en compte du risque d'inondation dans les documents d'urbanisme		
D4.7 : Ne pas aggraver l'exposition au risque d'inondation (ou éviter, réduire et compenser les impacts des installations en lit majeur des cours d'eau)		
D4.8 : Développer la réalisation de diagnostics de vulnérabilité et accompagner la réalisation des travaux correspondants		Ne concerne pas la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.
D4.9 : Adapter les projets d'aménagement en tenant compte des zones inondables		Le règlement du PPR communal ne s'applique que sur l'extrémité Ouest de la zone objet de la

STRATEGIE TERRITORIALE		COMPATIBILITE	
		procédure (zone rouge ne traitant pas uniquement du risque inondation).	
D4.10 : Améliorer la conception et l'organisation des réseaux en prenant en compte le risque inondation		Ne concerne pas directement la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°5 : GÉRER LES CAPACITÉS D'ÉCOULEMENT ET RESTAURER LES ZONES D'EXPANSION DE CRUES POUR RALENTIR LES ÉCOULEMENTS			
D5.1 : Améliorer la connaissance et la compréhension du fonctionnement des têtes de bassin hydrographiques et renforcer leur préservation		Ne concerne pas directement la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
D5.2 : Mettre en œuvre les principes du ralentissement dynamique			
D5.3 : Établir et mettre en œuvre les programmes pluriannuels de gestion des milieux aquatiques à l'échelle des bassins versants			
D5.4 : Gérer et valoriser les déchets et les bois flottants			
D5.5 : Justifier les travaux en rivière ou sur le littoral		La DPMEC aura pour conséquence l'autorisation des équipements et aménagements liés et nécessaires à la production d'énergie électrique sur la zone objet de la procédure (agrandissement de la zone Ne). La finalité est de permettre l'installation d'une centrale hydroélectrique. Les impacts de cet ouvrage sur le Valentin seront précisés par l'étude d'impact ayant pour objet ce projet.	
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°6 : AMÉLIORER LA GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS OU LES SUBMERSIONS			
D6.1 : Analyser et déterminer les systèmes de protection dans une approche globale		Ne concerne pas directement la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.	
D6.2 : Identifier les zones protégées et les actions à associer à ces dernières			
D6.3 : Étudier les scénarii alternatifs aux ouvrages de protection contre les inondations			

VI.5 - Le Schéma Régional des Carrières Nouvelle-Aquitaine

Le Schéma Régional des Carrières a été créé en 2014 par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) et a confié son élaboration au préfet de région. En Nouvelle-Aquitaine, les travaux de l'élaboration du Schéma régional des carrières (SRC) ont débuté en 2017.

D'après les dernières informations mises à disposition par la DREAL Nouvelle-Aquitaine (COPIL n°6 - séance du 29/03/2023) sur cette démarche, l'analyse prospective des besoins en ressources minérales à l'horizon 2035 a été finalisée. Les scénarios d'approvisionnement ainsi que les objectifs, orientations et mesures du Schéma étaient partiellement définis en date du 29/03/2023.

VII. METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

VII.1 - Démarche mise en œuvre pour élaborer l'état initial de l'environnement

L'état Initial de l'Environnement (EIE) de la présente évaluation environnementale s'est appuyé principalement sur les sources de données suivantes :

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Eaux-Bonnes ;
- L'étude d'impact pour le projet de centrale hydroélectrique sur le Valentin ;
- Les ressources disponibles en libre accès : IGN, BRGM, Gis Sol, Atlas des paysages des Pyrénées-Atlantiques, Atlas des patrimoines, INPN, SIE Adour-Garonne, SISPEA, Géorisques, Terristory, etc.

VII.2 - Démarche mise en œuvre pour analyser le projet de mise en compatibilité du PLU et veiller à la bonne traduction règlementaire des enjeux environnementaux

a - Analyse des incidences sur l'environnement

■ Analyse des incidences induites sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable

Les conséquences directes de la mise en compatibilité du PLU sur les possibilités d'aménagement de la zone Ne dans son emprise future ont d'abord été détaillées. Les impacts de ces changements sur l'environnement ont ensuite été analysés au regard des enjeux locaux identifiés dans l'état initial de l'environnement. Les thématiques du paysage, des milieux naturels, de la ressource en eau et des risques et nuisances ont été traitées.

■ Analyse des incidences induites sur les zones Natura 2000

Tous les zones Natura 2000 situés à 10km ou moins de la zone Ne dans son emprise future ont été identifiés. Pour chaque zone Natura 2000 recensée, les habitats et espèces ciblées ainsi que les incidences potentielles de la mise en compatibilité du PLU ont été détaillées. Les incidences potentielles sur les zones concernées directement par la mise en compatibilité du PLU ont fait l'objet d'une analyse plus poussée (3 ZSC et 1 ZPS)

b - Indicateurs de suivi des effets de la mise en œuvre du projet sur l'environnement

Les indicateurs de suivi choisis ont été déterminés au regard des incidences potentielles de la mise en compatibilité du PLU et selon leur pertinence, leur fiabilité et la facilité d'accès des données et de leur calcul. Pour chaque indicateur, la source de la donnée a été indiquée pour faciliter sa collecte et sa mise à jour ultérieure.

c - Compatibilité de la procédure avec les plans et programmes de rang supérieur

L'analyse de la compatibilité de la procédure avec les plans et programmes de rang supérieur a été construite sous forme de tableaux de synthèse. Ces derniers ont permis de mettre en vis-à-vis prescriptions, orientations et objectifs de chaque document traité avec la justification de leur prise en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.



CITADIA



CITADIA
CONSEIL



CITADIA
DESIGN



EVEN
CONSEIL



AÏREPUBLIQUE



MERC/AT

www.citadia.com • www.citadiavision.com